

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

31 octobre 2022

NOTE DE POLITIQUE GÉNÉRALE (*)**Énergie**

Annexes38

*Voir:***Doc 55 2934/ (2022/2023):**

001: Liste des notes de politique générale.

002 à 018: Notes de politique générale.

(*) Conformément à l'article 111 du Règlement.BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

31 oktober 2022

ALGEMENE BELEIDSNOTA (*)**Energie**

Bijlagen.....38

*Zie:***Doc 55 2934/ (2022/2023):**

001: Lijst van Beleidsnota's.

002 tot 018: Beleidsnota's.

(*) Overeenkomstig artikel 111 van het Reglement.

08066

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

Introduction

1. Depuis l'**invasion de l'Ukraine par la Russie** le 24 février, le paysage énergétique mondial a radicalement changé. Nous vivons la plus grande crise énergétique de ces 50 dernières années. Les gouvernements, les entreprises et les organisations ont réduit leur dépendance à l'égard de l'énergie russe et ont commencé à chercher des alternatives. De nombreux gouvernements ont revu en profondeur leurs politiques énergétiques et pris des mesures à court et à long terme. Y compris notre pays.

2. **L'énergie est l'élément vital de notre économie et de notre société.** La sécurité mondiale a été ébranlée par au moins quatre crises étroitement liées: la crise énergétique, la forte inflation, la pénurie alimentaire et la crise climatique. La crise énergétique perturbe l'ensemble de la société et de l'économie. Des entreprises et des ménages qui n'avaient jamais eu de problèmes financiers auparavant parviennent à peine à joindre les deux bouts, voire pas du tout, en raison de circonstances dont elles ne sont pas responsables.

3. La crise géopolitique met en évidence la vulnérabilité vis-à-vis des pays étrangers et la dépendance à l'égard des combustibles fossiles. **L'accélération de la transition énergétique** est la réponse la plus structurelle à ces défis. Nous n'avons pas à choisir entre la crise énergétique et la crise climatique - nous pouvons les résoudre toutes les deux avec les bons investissements. En un temps record, le gaz et le pétrole russes ont été largement remplacés. Devenir indépendant des combustibles fossiles russes n'est qu'une étape, mais l'objectif est de devenir indépendant des combustibles fossiles en général.

4. En **s'appropriant notre énergie**, nous renforçons notre indépendance énergétique, nous diminuons nos factures grâce à plus d'énergie verte et nous réduisons les émissions de CO₂.

5. L'approvisionnement en énergie en Europe pour l'hiver prochain ainsi que les hivers qui suivront suscite de vives inquiétudes. Il s'agit notamment de la production d'électricité historiquement faible en France en raison des problèmes du parc nucléaire français. Grâce à sa position centrale en Europe occidentale et à l'infrastructure de réseau hautement connectée avec nos pays voisins, notre pays occupe une position unique.

6. Sur la base des données dont nous disposons aujourd'hui, **l'approvisionnement pour l'hiver prochain est assuré tant pour le gaz que pour l'électricité.** Notre pays est un exportateur net d'électricité, principalement vers la France, et de gaz, avec l'Allemagne comme

Inleiding

1. Sinds de **Russische inval in Oekraïne** op 24 februari is het mondiale energielandschap radicaal veranderd. We beleven de grootste energiecrisis van de afgelopen 50 jaar. Regeringen, bedrijven en organisaties hebben hun afhankelijkheid van Russische energie afgebouwd en zijn op zoek gegaan naar alternatieven. Heel wat regeringen hebben hun energiebeleid grondig herzien en zowel op korte als lange termijn maatregelen genomen. Ook ons land.

2. **Energie is de levensader van onze economie en onze samenleving.** De mondiale veiligheid is opgeschrikt door ten minste vier met elkaar verweven crises - de energiecrisis, hoge inflatie, voedselarmoede en de klimaatcrisis. De energiecrisis is ontwrichtend voor heel de samenleving en economie. Bedrijven en gezinnen die nooit eerder financiële problemen hebben gehad, komen amper of niet meer rond door omstandigheden waarvoor zij niet verantwoordelijk zijn.

3. De geopolitieke crisis legt de kwetsbaarheid ten opzichte van het buitenland en de afhankelijkheid van fossiele brandstoffen bloot. De **energietransitie versnellen** is hét meest structurele antwoord op de uitdagingen. We hoeven niet te kiezen tussen de **energiecrisis of de klimaatcrisis** - we kunnen ze allebei oplossen met de juiste investeringen. In recordtempo werd Russisch gas en olie grotendeels vervangen. Het is slechts één stap om onafhankelijk te worden van Russische fossiele brandstoffen, maar de doelstelling is onafhankelijk te worden van fossiele brandstoffen in het algemeen.

4. Door **energie in eigen handen** te nemen versterken we onze energieonafhankelijkheid, verlagen we de facturen dankzij meer groene stroom en verminderen we de CO₂-uitstoot.

5. Er zijn ernstige bezorgdheden over de energievoorrading in Europa voor komende winter en de winters die zullen volgen. Onder andere door de historische lage elektriciteitsproductie in Frankrijk omwille van problemen in het Franse nucleaire park. Dankzij onze centrale ligging in West-Europa en de sterk geconnecteerde netinfrastructuur met de ons omringende landen bevindt ons land zich in een unieke positie.

6. Op basis van de gegevens waarover we vandaag beschikken is de **bevoorrading komende winter voor zowel gas als elektriciteit verzekerd.** Ons land is netto uitvoerder van elektriciteit, vooral naar Frankrijk, en van gas, met Duitsland als hoofdafnemer. Om die reden heeft

principal client. Pour cette raison, notre pays n'a pas déclaré d'alerte précoce ou d'alerte jusqu'à aujourd'hui.

7. La Belgique a rempli ses stocks de gaz le 23 septembre 2022 à 100 % comme deuxième pays européen. Un changement de la loi au printemps 2022 a rendu cela possible. Le gouvernement a pris des mesures supplémentaires dans le cadre de son **plan hiver** pendant l'été, le 15 juillet. Des mesures ayant un impact à court terme pour sécuriser l'approvisionnement en gaz et renforcer notre rôle de pays de transit.

8. **Être conscient en matière d'énergie** est toujours une bonne chose. L'énergie que vous ne consommez pas est l'énergie la moins chère. D'autant plus que la situation difficile dans nos pays voisins entraîne, entre autres, des prix très élevés. Le gouvernement fédéral fait un effort en consommant lui-même moins d'énergie. Des conseils sur la manière d'utiliser l'énergie de manière consciente sont mis à disposition en concertation avec les régions.

9. **La sécurité de nos infrastructures énergétiques est une priorité, qu'il s'agisse de la sécurité physique ou de la cybersécurité.** Le sabotage du gazoduc Nordstream montre également la vulnérabilité des infrastructures. La vigilance reste de mise, y compris en matière de cybersécurité. En application de la loi NIS, 33 nouveaux "fournisseurs de services essentiels" pour le gaz, l'électricité et le pétrole ont été désignés.

10. **S'approprier notre énergie c'est aussi prévenir la prochaine crise en accélérant la transition énergétique.** Le gouvernement fédéral passe à la vitesse supérieure en ce qui concerne l'**éolien offshore**. Avec la toute première île énergétique et de nouvelles interconnexions, trois nouveaux parcs éoliens en mer du Nord et le repowering de la première zone, nous faisons de la mer du Nord une grande centrale verte. En augmentant fortement la capacité éolienne en mer, nous renforçons notre indépendance énergétique, réduisons nos factures et diminuons les émissions de CO₂.

11. Dans les années 1970, il a été décidé d'investir dans les infrastructures gazières et la construction du port de Zeebrugge. Notre situation unique, au cœur de l'Europe, à un carrefour énergétique au milieu de plusieurs pôles industriels, fait de nous un pays de transit idéal aujourd'hui du gaz et de l'électricité et à l'avenir de l'**hydrogène vert**. En outre, nous sommes des pionniers de la technologie de l'hydrogène et disposons de l'un des réseaux d'hydrogène les plus développés au monde. Aujourd'hui, nous prenons la décision d'investir dans une dorsale hydrogène et de permettre l'importation d'hydrogène vert à l'avenir. L'hydrogène joue un rôle crucial dans la décarbonisation de l'industrie lourde, et

ons land tot op vandaag geen vroege waarschuwing of alarmfase afgekondigd.

7. België vulde haar gasvoorraad op 23 september 2022 tot 100 % als tweede Europese land. Een wetswijziging in voorjaar van 2022 heeft dit mogelijk gemaakt. De regering heeft tijdens de zomer, op 15 juli, bijkomende maatregelen genomen in haar **winterplan**. Maatregelen die op korte termijn impact hebben om gasbevoorrading veilig te stellen en onze rol als doorvoerland te versterken.

8. **Bewust omgaan met energie** is altijd een goede zaak. De energie die je niet verbruikt is de goedkoopste energie. Zeker gezien de moeilijke situatie in onze buurlanden die onder andere leidt tot zeer hoge prijzen. De federale overheid levert een inspanning door zelf minder energie te verbruiken. Tips om bewust om te gaan met energie worden ter beschikking gesteld in overleg met de gewesten.

9. **De veiligheid van onze energie-infrastructuur is prioriteit, zowel fysiek als qua cyberveiligheid.** De sabotage van de Nordstream pijpleiding toont ook de kwetsbaarheid aan van infrastructuur. Waakzaamheid blijft geboden, ook op het vlak van cybersecurity. In uitvoering van de NIS wet werden 33 nieuwe "aanbieders van essentiële diensten" voor gas, elektriciteit en olie aangeduid.

10. **Energie in eigen handen nemen betekent ook de volgende crisis voorkomen door de energietransitie te versnellen.** De federale regering schakelt een versnelling hoger met **wind op zee**. Met het allereerste energie-eiland en nieuwe interconnecties, drie nieuwe windparken in de Noordzee en de repowering van de eerste zone maken we van de Noordzee een grote groene elektriciteitscentrale. Door de capaciteit van wind op zee sterk te vermeerderen versterken we onze energieonafhankelijkheid, verlagen we onze facturen en verminderen we de CO₂-uitstoot.

11. In de jaren '70 is er beslist geweest om te investeren in gasinfrastructuur en de bouw van de haven in Zeebrugge. Onze unieke locatie, in het hart van Europa, op een energiekruispunt in het midden van verschillende industriële clusters, maken van ons een ideaal doorvoerland vandaag van gas en elektriciteit en in de toekomst van **groene waterstof**. Daarnaast zijn we pioniers in waterstoftechnologie en beschikken we over een van de meest ontwikkelde waterstofnetwerken ter wereld. Vandaag nemen we beslissing om te investeren in een waterstof backbone en import van groene waterstof in de toekomst mogelijk te maken. Waterstof speelt een cruciale rol in het decarboniseren van zware industrie,

c'est une pièce essentielle du puzzle pour atteindre nos objectifs climatiques.

12. Outre l'**accélération des énergies renouvelables**, le gouvernement a également décidé de **maintenir 2 GW d'énergie nucléaire dans le mix énergétique pendant 10 années** supplémentaires. En mars 2022, le gouvernement a pris la décision de principe, qui a depuis été mise en œuvre, avec une lettre d'intention du 21 juillet 2022 entre le gouvernement fédéral et Engie. Le nouveau bouquet énergétique garantit l'approvisionnement, l'augmentation rapide des énergies renouvelables assurant l'accès à une énergie verte et bon marché. Dans le même temps, l'offre sera étroitement surveillée et la consultation avec les pays voisins intensifiée.

13. **Ce sont nos ménages et nos entreprises qui sont accablées par des factures historiquement élevées.** La politique du gouvernement est de donner le plus de soutien à ceux qui en ont le plus besoin. Le tarif social est l'un des outils politiques les plus efficaces pour protéger les plus vulnérables de la hausse des prix. La réforme poursuivra notamment les objectifs suivants: identifier les pièges à l'inactivité et les éliminer par un système dégressif, adapter le mode de calcul, octroyer automatiquement le tarif social, accès pratique au droit à l'intervention majorée, appliquer une politique globale à l'égard des personnes en situation de handicap (y compris le cas des parents divorcés), etc. afin que ladite réforme puisse entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2024.

14. Dans le même temps, tous les ménages rencontrent également des difficultés financières. Grâce à la réduction de la TVA à 6 % pour le gaz et l'électricité, rendue permanente dans le cadre de la réforme des accises, et au **forfait de base pour l'électricité et le gaz** pendant les mois d'hiver, qui passe à 980 €, nous allégeons la facture. Les personnes qui se chauffent au fioul ou aux pellets bénéficient également de primes. Le gouvernement ne peut pas répondre à tous les besoins, mais il aide nos ménages à traverser cette période difficile.

15. S'approprier notre énergie signifie également que les citoyens peuvent partager les avantages des énergies renouvelables. Nous **préparons le marché de l'électricité pour l'avenir** grâce à la transposition de la directive EMD. Nous ancrons également la participation des citoyens dans les nouveaux parcs éoliens. L'éolien en mer devient donc ainsi aussi du profit en mer.

16. L'énergie est utilisée comme une arme aujourd'hui. C'est grâce à la **coopération européenne** que la crise est évitée. Pour l'approvisionnement, notre pays occupe un rôle crucial. En tant que pays de transit pour le gaz, nous assurons l'approvisionnement de l'Allemagne et nous

en dit is een essentieel stuk van de puzzel om onze klimaatdoelstellingen te halen.

12. Naast de **versnelling van hernieuwbare energie** heeft de regering ook beslist **om 2 GW nucleaire energie 10 jaar langer in de energiemix** te houden. Reeds in maart 2022 nam de regering de principebeslissing die sindsdien wordt uitgevoerd, met een Letter of intent op 21 juli 2022 tussen de federale regering en Engie. De nieuwe energiemix garandeert de bevoorrading, de snelle toename van hernieuwbare energie die zorgt voor toegang tot groene en goedkope stroom. Tegelijkertijd wordt de bevoorrading nauwgezet opgevolgd en overleg met buurlanden geïntensifieerd.

13. **Het zijn onze gezinnen en bedrijven die gebukt gaan onder de historisch hoge facturen.** Het beleid van de regering is erop gericht om de meeste steun te geven aan wie het meeste nodig heeft. Het sociaal tarief is één van de meest effectieve beleidsinstrumenten om de meest kwetsbaren te beschermen tegen de stijgende prijzen. De hervorming heeft volgende doelstellingen: de inactiviteitsvallen in kaart brengen en deze door een getrappt degressief systeem wegwerken, het aanpassen van de berekeningswijze, automatisch toekenning van het sociaal tarief, praktische toegang tot het recht op verhoogde tegemoetkoming, globaal beleid ten aanzien van mensen met een beperking (inclusief de casus van de gescheiden ouders), e.a. zodat dit in werking kan treden per 1 januari 2024.

14. Tegelijkertijd komen ook alle gezinnen in de financiële problemen. Dankzij de Btw-verlaging voor gas en elektriciteit naar 6 %, die in het kader van de accijns-hervorming permanent is gemaakt, en het **basispakket elektriciteit en gas** tijdens de wintermaanden die oploopt tot 980 euro, verlichten we de factuur. Ook wie verwarmt met stookolie of pellets wordt ondersteund met premies. De regering kan niet alle noden inlossen maar helpt onze gezinnen doorheen deze moeilijke periode.

15. Energie in eigen handen nemen betekent ook dat burgers mee van de voordelen kunnen genieten van hernieuwbare energie. We maken de **elektriciteitsmarkt klaar voor de toekomst dankzij de** omzetting van de EMD-richtlijn. Bij de nieuwe windmolenparken verankeren we ook de burgerparticipatie. Wind op zee wordt zo ook winst op zee.

16. Energie wordt vandaag ingezet als wapen. Het is dankzij **Europese samenwerking** dat de crisis wordt bezworen. Voor de bevoorrading neemt ons land een cruciale rol in. Als doorvoerland voor gas, verzekeren we de bevoorrading voor Duitsland en aan Frankrijk, dat

fournissons de l'électricité à la France, qui est aux prises avec des problèmes nucléaires. Ces interconnexions sont en train de se renforcer. Dans le même temps, nous travaillons également sur de nouvelles interconnexions pour l'éolien offshore avec le Danemark et le Royaume-Uni. C'est grâce à la coopération européenne que nous avons toujours accès aux énergies renouvelables qui ne sont pas produites dans notre pays.

17. Outre la solidarité en termes d'offre, il faut également une **solidarité européenne en termes de prix** déterminé au niveau européen. La Belgique continue de mener les efforts européens pour réformer le marché de l'électricité et les mesures temporaires visant à freiner le marché irrationnel du gaz tout en garantissant l'approvisionnement.

18. **S'approprier notre énergie** signifie donc prendre des mesures à tous les niveaux pour passer l'hiver difficile à court terme et prendre maintenant des décisions qui renforcent notre indépendance énergétique et notre sécurité d'approvisionnement.

1. Transition énergétique & énergie durable

1.1. Éolien en mer

1.1.1. Profiter pleinement de la zone Princesse Elisabeth

La mer du Nord offre un énorme potentiel pour la production d'énergie renouvelable abordable, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la partie belge de la mer du Nord. Afin d'exploiter au maximum ce potentiel, nous avons augmenté la capacité à installer dans la zone Princesse Elisabeth (PEZ) jusqu'à 3,5 GW. Comme expliqué dans le contexte du Plan de relance, nous connecterons cette capacité à une île offshore où les câbles venant du Danemark et du Royaume-Uni pourront aussi s'interconnecter. La faisabilité de ceci fait l'objet d'études dans le cadre du Plan Fédéral de développement du réseau de transport d'électricité.

Cette approche conduit à une utilisation efficace de l'infrastructure. En vue de la mise sur le marché de concessions dans la PEZ, des étapes importantes ont déjà été franchies. Les résultats des études préliminaires réalisées par le gouvernement seront bientôt partagés avec les porteurs de projets. Nous avons organisé une consultation du marché. Il s'agissait notamment de comparer l'utilisation d'un "contract for difference" avec une approche de type "offre zéro". Sur cette base, nous étudions les critères les plus appropriés pour sélectionner les futures offres, en mettant un accent particulier sur la participation citoyenne aux projets qui seront développés dans la PEZ. Les données déjà collectées seront utilisées pour créer un cadre juridique qui offre

kampt met nucleaire problemen, leveren we elektriciteit. Deze interconnecties worden versterkt. Tegelijkertijd werken we ook aan nieuwe interconnecties voor wind op zee met Denemarken en het Verenigd Koninkrijk. Het is dankzij Europese samenwerking dat we steeds toegang hebben tot hernieuwbare energie die niet wordt geproduceerd in ons land.

17. Naast solidariteit op vlak van bevoorrading is er ook nood aan **Europese solidariteit op vlak van prijs** die op Europees niveau wordt bepaald. België blijft Europees een voortrekkersrol spelen voor hervorming van de elektriciteitsmarkt en de tijdelijke maatregelen om de irrationele gasmarkt aan banden te leggen en tegelijkertijd de bevoorrading te verzekeren.

18. **Energie in eigen handen** betekent dus dat er op alle niveaus maatregelen genomen worden om ons op korte termijn door de moeilijke winter te loodsen en nu reeds beslissingen nemen die onze energieonafhankelijkheid en bevoorradingszekerheid versterken.

1. Energietransitie & hernieuwbare energie

1.1. Windenergie op zee

1.1.1. De Prinses Elisabethzone optimaal benutten

De Noordzee biedt een enorm potentieel voor betaalbare hernieuwbare energieproductie, zowel binnen als buiten het Belgische deel van de Noordzee. Om dit potentieel optimaal te benutten, hebben wij de in de Prinses Elisabethzone (PEZ) te installeren capaciteit opgetrokken tot maximum 3,5 GW. Zoals in het kader van het herstelplan is uitgelegd, zullen wij deze capaciteit aansluiten op een offshore-eiland waar ook kabels uit Denemarken en het Verenigd Koninkrijk met ons land kunnen worden verbonden. De haalbaarheid van dit laatste wordt onderzocht in het kader van het Federaal Ontwikkelingsplan voor het transmissienet.

Deze aanpak leidt tot een efficiënt gebruik van de infrastructuur. Er zijn reeds belangrijke stappen gezet om de concessies in de PEZ op de markt te brengen. De resultaten van de voorbereidende studies die door de regering worden uitgevoerd, zullen binnenkort met belanghebbenden van het project worden gedeeld. Wij hebben een marktconsultatie gehouden. Dit omvatte een vergelijking van het gebruik van een "contract for difference" met een "zero-bid"-aanpak. Op basis hiervan bestuderen wij de meest geschikte criteria voor de selectie van toekomstige aanbestedingen, met bijzondere aandacht voor burgerparticipatie in de projecten in de PEZ. De reeds verzamelde gegevens zullen worden gebruikt om een juridisch kader tot stand te brengen

des garanties suffisantes aux développeurs de projets et qui assure en même temps des réalisations de qualité au coût le plus bas possible pour la société et une grande accessibilité des citoyens et des entreprises à cette énergie renouvelable. Grâce à la première île énergétique en mer, cette énergie renouvelable sera connectée aux consommateurs, ce qui nécessite également des renforcements du réseau terrestre. Dans la mesure du possible, l'objectif est d'éviter les impacts négatifs sur les résidents locaux, et pour ceux qui risquent encore d'être touchés, une attention accrue est accordée à l'équité de l'indemnisation des riverains et agriculteurs en cas du choix pour de nouvelles lignes aériennes à haute tension. À notre demande, sur la base d'une étude de la KU Leuven, un groupe d'experts a proposé une nouvelle méthode de rémunération par Elia, qui devra être équitable et appliquée de manière cohérente dans toutes les parties du pays et qui sera proposé pour approbation au régulateur.

1.1.2. Interconnexions en mer du Nord

Compte tenu de l'énorme potentiel de la mer du Nord, nous étudions la manière dont nous pouvons mieux organiser le développement d'une infrastructure de réseau afin de mettre ce potentiel plus rapidement et plus efficacement à la disposition de tous les pays de l'Europe par les pays riverains. Les mécanismes de marché potentiels qui pourraient engendrer cet essor plus rapide seront étudiés. Outre le développement de la PEZ, nous étudions la possibilité d'importer de l'énergie renouvelable d'autres pays via des câbles sous-marins. Une analyse coûts-bénéfices a été réalisée par Elia concernant la faisabilité des interconnexions de Nautilus et une connexion avec la future île énergétique danoise en mer du Nord. Elia élabore le Plan fédéral de développement du réseau pour la période 2024-2034. La proposition sera examinée de façon approfondie par la CREG et par mon Administration. L'apport de données par les stakeholders sera prévue dans la procédure publique du projet-EIE. La procédure d'élaboration du Plan fédéral de développement est analysée pour examiner comment la rendre plus dynamique et plus participative. Nous continuons à jouer un rôle actif dans la coopération énergétique en mer du Nord au travers du North Seas Energy Cooperation ce qui nous permet d'échanger de manière optimale nos connaissances et nos expériences. La Belgique est en effet coprésident actif du groupe de travail "Delivering 2050" qui examine, avec les gestionnaires de réseau, comment atteindre les ambitions des différents pays. Des accords bilatéraux et multilatéraux ont été conclus avec le Danemark, l'Allemagne et les Pays-Bas pour accélérer le déploiement du réseau offshore dans la mer du Nord, comme en témoigne la déclaration d'Esbjerg du 18 mai. Une étude "fast track" est également lancée pour examiner

dat projectontwikkelaars voldoende garanties biedt en tegelijkertijd zorgt voor kwalitatief hoogstaande prestaties tegen zo laag mogelijke kosten voor de samenleving en een hoge toegankelijkheid voor burgers en bedrijven tot deze hernieuwbare energie. Via het eerste offshore energie-eiland wordt deze hernieuwbare energie verbonden met de verbruikers, waarvoor ook onshore netversterkingen moeten gerealiseerd worden. Er wordt zoveel mogelijk gekeken naar het vermijden van negatieve effecten voor omwonenden, en voor zij die alsnog geïmpacteerd dreigen te worden, is er een verhoogde aandacht voor eerlijke compensaties voor omwonenden en landbouwers bij de keuze voor bovengrondse hoogspanningslijnen. Op onze vraag heeft op basis van een studie van de KU Leuven een groep van deskundigen advies gegeven om een nieuwe vergoedingsmethode door Elia voor te stellen, die billijk en consequent in alle delen van het land moet worden toegepast en aan de regulator zal voorgelegd worden ter goedkeuring.

1.1.2. Noordzee-interconnectoren

Gezien het enorme potentieel van de Noordzee onderzoeken wij hoe wij de ontwikkeling van een netwerkinfrastructuur in de Noordzee beter kunnen organiseren om dit potentieel sneller en efficiënter ter beschikking te stellen van alle landen binnen Europa, via de landen grenzend aan de Noordzee. Ook de potentiële marktmechanismen worden bestudeerd die een dergelijke versnelling kunnen in de hand werken. Naast de ontwikkeling van de PEZ onderzoeken wij de mogelijkheid om via onderzeese kabels hernieuwbare energie uit andere landen in te voeren. Elia heeft een kosten-batenanalyse uitgevoerd met betrekking tot de haalbaarheid van interconnecties van Nautilus en een verbinding met het toekomstige Deense energie-eiland in de Noordzee. Elia werkt bovendien aan het Federaal Ontwikkelingsplan van het transmissienet voor elektriciteit voor de periode 2024-2034. Het voorstel zal grondig worden bestudeerd door de CREG en mijn administratie en ook input vanuit alle stakeholders wordt voorzien in de publieke procedure van het project-MER. De procedure tot opmaak van het Federaal Ontwikkelingsplan wordt eveneens onder de loep genomen, om te onderzoeken hoe het traject dynamischer en met meer participatie kan worden opgebouwd. Daarnaast blijven wij een actieve rol spelen in de samenwerking op energiegebied in de Noordzee via de North Seas Energy Cooperation, die ons in staat stelt onze kennis en ervaring optimaal uit te wisselen. België is actief covoorzitter van de werkgroep "Delivering 2050", die samen met de netbeheerders onderzoekt hoe de ambities van de verschillende landen kunnen worden waargemaakt. Met Denemarken, Duitsland en Nederland zijn bilaterale en multilaterale overeenkomsten gesloten om de aanleg van het offshore-netwerk in de Noordzee te versnellen, zoals

comment le réseau offshore peut être déployé plus rapidement. Une importante réunion ministérielle a eu lieu en septembre sur les buts 2030-2040-2050 qui serviront de base pour l'introduction, du plan de développement du réseau offshore à la Commission européenne dans le cadre du règlement RTE-E. J'ai également signé un protocole d'accord avec mon homologue britannique, Greg Hands, pour soutenir le projet Nautilus. L'accord prévoit de renforcer la coopération sur de futurs projets, notamment dans le domaine du transport de l'hydrogène et du CO₂.

1.1.3. Optimisation des parcs éoliens existants en mer du Nord

Bien que les préparatifs de la PEZ battent toujours leur plein, nous étudions d'autres possibilités, notamment comment mettre à niveau la première zone pour éoliennes en mer située à l'est de la mer du Nord. Nous étudions si un repowering pourrait augmenter la production dans cette zone. Une étude "repowering" a été prévue pour étudier les divers pistes concernant une production accrue d'énergie renouvelable dans cette zone avec une faible limitation de production pendant les travaux de transformation. Cela se fera en collaboration avec le ministre de la Mer du Nord afin de réduire l'impact sur l'environnement marin et de protéger la riche diversité de cette zone.

1.1.4. Vers 8 GW

Dans le cadre de ses décisions du 18 mars 2022, le gouvernement fédéral a fixé l'objectif de produire 8 GW d'énergie renouvelable en mer du Nord. Avec le ministre de la Mer du Nord, j'élabore une stratégie pour atteindre ces 8 GW. Le repowering de la première zone peut également y contribuer de manière significative. En outre, le ministre de la Mer du Nord s'est engagé à rechercher de nouveaux espaces pour les énergies renouvelables dans notre mer du Nord.

1.2. Hydrogène

L'hydrogène offre de nouvelles opportunités pour rendre certaines applications spécifiques climatiquement neutres lorsque l'électrification n'est techniquement pas faisable ou économiquement pas rentable. C'est la raison pour laquelle ce vecteur énergétique fait partie intégrante de ma politique énergétique au moyen et long terme, couplée à de nombreuses actions à court terme pour permettre à ce vecteur de se développer rapidement. Le gouvernement fédéral a adopté sa première vision et stratégie hydrogène en octobre 2021. Une mise à jour de cette stratégie a été finalisée pour refléter les

blijkt uit de verklaring van Esbjerg van 18 mei. Er wordt ook een "fast track"-studie opgestart om na te gaan hoe het offshore-netwerk sneller kan worden aangelegd. In september is een belangrijke ministeriële vergadering gehouden over de 2030-2040-2050 doelstellingen die zullen dienen als basis voor het indienen, bij de Europese Commissie, van het Offshore netwerkontwikkelingsplan in het kader van de TEN-E verordening. Ik heb ook een memorandum van overeenstemming ondertekend met mijn Britse tegenhanger, Greg Hands, om het Nautilus-project te steunen. De overeenkomst voorziet in verdere samenwerking bij toekomstige projecten, waaronder waterstof- en CO₂-transport.

1.1.3. Optimalisering van de bestaande zone voor windenergie in de Noordzee

Hoewel de voorbereidingen voor de PEZ nog in volle gang zijn, bestuderen wij ook andere mogelijkheden zoals het opwaarderen van de eerste zone voor windenergie in de oostelijke Noordzee. Wij onderzoeken of door repowering de productie van deze zone kan verhogen. Een studie "repowering" is uitgeschreven om de pistes te onderzoeken hoe we meer hernieuwbare energie kunnen produceren in deze zone met een minimale terugval aan energieproductie tijdens de ombouw. Hiervoor zal worden samengewerkt met de minister van Noordzee om de impact op het mariene milieu te beperken en de rijke diversiteit in deze zone te beschermen.

1.1.4. Naar 8 GW

De federale regering heeft als onderdeel van de beslissingen op 18 maart 2022 de doelstelling vooropgesteld om 8 GW aan hernieuwbare energie te produceren op de Noordzee. Samen met de minister van Noordzee werk ik een strategie uit om deze 8 GW te behalen. De repowering van de eerste zone kan hiertoe ook bijdragen. Bovendien heeft de minister van Noordzee zich geëngageerd om op zoek te gaan naar nieuwe ruimte voor hernieuwbare energie binnen onze Noordzee.

1.2. Waterstof

Waterstof biedt nieuwe mogelijkheden om specifieke toepassingen klimaatneutraal te maken wanneer elektrificatie technisch niet haalbaar of economisch niet rendabel is. Daarom maakt deze energiedrager integraal deel uit van mijn energiebeleid op middellange en lange termijn, in combinatie met tal van acties op korte termijn om deze energiedrager snel te kunnen ontwikkelen. De federale regering heeft in oktober 2021 haar eerste waterstofvisie en -strategie aangenomen. De herziening van deze strategie is gerealiseerd om de ontwikkelingen van het afgelopen jaar weer te geven en deze visie en strategie

développements qui ont eu lieu au cours de l'année dernière et pour affiner cette vision et stratégie dans le contexte de la crise énergétique actuel. La stratégie hydrogène fédérale repose sur 4 piliers.

Pilier 1 – Positionner la Belgique comme plaque tournante d'importation et de transit de molécules renouvelables en Europe. Trois voies principales d'importation sont identifiées. J'ai déjà initié en 2021 des collaborations rapprochées avec Oman et la Namibie en vue de faciliter l'ouverture de la route maritime. D'autres collaborations sont également envisagées. Un appel à projets sera lancé prochainement pour soutenir le développement d'infrastructures d'importation d'hydrogène (sous forme d'hydrogène ou de dérivés d'hydrogène) pour alimenter des consommateurs reliés au réseau de transport d'hydrogène. En outre, le potentiel d'un réseau d'hydrogène offshore en mer du Nord de façon écologiquement responsable est également exploré, parallèlement au développement d'un réseau de transmission électrique offshore. Dans le cadre des contrats long terme de gaz naturel qui seraient conclus via la plateforme d'achat européenne, la possibilité de conversion progressive vers l'hydrogène (ou ses dérivés) sera envisagée pour assurer l'atteinte de nos objectifs climatiques et notre sécurité d'approvisionnement en énergie tout au long de la transition énergétique.

Pilier 2 – Je souhaite maintenir et renforcer cette position de leader des entreprises et des institutions de recherche basées en Belgique et actives dans les technologies des molécules d'hydrogène et des dérivés de l'hydrogène. Le gouvernement fédéral adapte ses instruments disponibles et en développe de nouveaux pour la R&D afin qu'ils puissent contribuer autant que possible à l'innovation dans les technologies de l'hydrogène (Fonds de transition énergétique, Clean Hydrogen for Clean Industry, H2 Import Call). Il investit également dans une installation d'essai pour la mise à l'échelle des technologies de l'hydrogène.

Pilier 3 – L'établissement d'un marché solide pour les molécules d'hydrogène est crucial pour rendre ce support attrayant. Un réseau de transport de l'hydrogène est nécessaire pour relier l'offre et la demande. Je veux accélérer le développement de cette infrastructure. Le gouvernement fédéral a débloqué un budget supplémentaire de 300 millions d'euros pour entre autres connecter son réseau H2 à l'Allemagne d'ici 2028, en plus des 95 millions d'euros prévus pour le développement d'une dorsale H2 et CO2 dans le plan de relance de la Belgique.

te verfijnen in de context van de huidige energiecrisis. De federale waterstofstrategie steunt op 4 pijlers.

Pijler 1 – België positioneren als draaischijf voor de invoer en doorvoer van hernieuwbare moleculen in Europa. De 3 belangrijke invoerroutes werden geïdentificeerd. Ik heb in 2021 al een nauwe samenwerking met Oman en Namibië op gang gebracht om de opening van de zeeroute te vergemakkelijken. Ook andere samenwerkingsverbanden worden overwogen. Binnenkort zal een oproep tot het indienen van projecten worden gedaan ter ondersteuning van de ontwikkeling van infrastructuur voor de invoer van waterstof (in de vorm van waterstof of waterstofderivaten) voor de bevoorrading van consumenten die op het waterstoftransportnet zijn aangesloten. Bovendien wordt er ook gekeken naar de mogelijkheden om een offshore waterstofnetwerk in de Noordzee aan te leggen op een ecologische verantwoorde manier, naast de ontwikkelingen van een elektrisch transmissienet op zee. In het kader van de langlopende aardgascontracten die via het Europees aankoopplatform zouden worden gesloten, zal de mogelijkheid van een geleidelijke overschakeling op waterstof (of afgeleide producten daarvan) worden overwogen om ervoor te zorgen dat onze klimaatdoelstellingen worden behaald en onze energiebevoorradingszekerheid worden verzekerd gedurende de gehele energietransitie.

Pijler 2 – Ik wens de leidende positie van in België gevestigde bedrijven en onderzoeksinstituten die actief zijn in de technologieën van H2-moleculen en H2-derivaten te handhaven en te versterken. De federale overheid past haar beschikbare instrumenten aan en ontwikkelt nieuwe instrumenten voor R&D zodat deze maximaal kunnen bijdragen tot de innovatie in H2-technologieën: Energietransitiefonds, Clean Hydrogen for Clean Industry en H2 Import Call. Ze investeert ook in een testfaciliteit voor het opschalen van waterstoftechnologieën.

Pijler 3 – De totstandbrenging van een solide markt voor waterstofmoleculen is van cruciaal belang om deze drager aantrekkelijk te maken. Er is een waterstoftransportnetwerk nodig om vraag en aanbod met elkaar te verbinden. Ik wil de verdere ontwikkeling van deze infrastructuur versnellen. De federale regering heeft een budget van 300 miljoen euro extra vrijgemaakt om onder meer haar H2-netwerk tegen 2028 met Duitsland te verbinden, boven op het budget van 95 miljoen euro voor de ontwikkeling van een H2- en CO2-backbone in het herstelplan van België.

Étant donné la nature naturellement monopolistique des réseaux de canalisations d'hydrogène, la Commission européenne a proposé d'imposer des règles similaires pour le transport d'hydrogène par canalisation que pour le transport d'électricité et de gaz naturel (paquet sur le marché de l'hydrogène et du gaz décarboné). Le gouvernement fédéral soutient pleinement cette initiative et s'engage à contribuer à son élaboration ultérieure. Avec le Forum Pentalatéral de l'Energie, nous avons soumis une note de prise de position, adressée à la Commission européenne, qui définit des lignes directrices pour l'organisation future du marché européen de l'hydrogène. Le paquet "Hydrogène et marché du gaz décarboné", ou "paquet gaz" en abrégé, qui vise à mettre le marché européen du gaz sur la voie de la neutralité climatique, intègre nombre de ces recommandations.

Pour accélérer le développement d'un marché belge de l'hydrogène performant, le gouvernement fédéral prépare, à mon initiative et suite à la consultation publique que j'ai organisée en janvier 2022, un projet de loi introduisant les dispositions minimales nécessaires à court terme pour lancer le marché, sachant que le paquet gaz suivra.

La confiance dans le marché doit également être renforcée. Le gouvernement fédéral développe un système de certification et une plateforme de marché pour promouvoir l'échange et la transparence. HNO et CREG développeront également une norme de qualité du gaz après l'adoption de la loi belge H2.

Pilier 4 – J'investis dans la coopération à tous les niveaux pour faire de cette stratégie hydrogène fédérale un succès. J'ai entre autres relancé une collaboration structurelle avec les Régions dans le cadre de la concertation CONCERE. Des coopérations ont été initiées avec Oman et la Namibie pour l'ouverture de nouvelles voies d'importation d'hydrogène et de dérivés de l'hydrogène. J'entretiens également une collaboration étroite avec le secteur de l'hydrogène. L'hydrogène est très haut dans l'agenda européen pour accélérer la transition énergétique et nous émanciper des énergies fossiles. Je participe à de nombreuses initiatives concernant sa production en Mer du Nord et son importation en Belgique.

1.3. Biocarburants

Un avant-projet de loi, qui sera prochainement introduit à la Chambre prévoit d'interdire progressivement la contribution des biocarburants produits à partir d'huile de palme ou d'huile de soja, respectivement à partir du premier janvier 2023 et du premier juillet 2023.

Par ailleurs, dans le cadre de la transposition de la directive RED II, une plus grande contribution des autres

Gelet op het natuurlijk monopolistische karakter van waterstof-pijpleidingnetwerken heeft de Europese Commissie voorgesteld om voor het vervoer van waterstof via pijpleidingen soortgelijke regels op te leggen als voor het vervoer van elektriciteit en aardgas (waterstof- en koolstofvrij gasmarktpakket). De federale overheid steunt dit initiatief ten volle en verbindt zich ertoe om bij te dragen tot de verdere uitwerking ervan. Samen met het Pentalateraal Energieforum hebben wij een, aan de Europese Commissie gerichte, standpuntnota overgemaakt met richtsnoeren voor de toekomstige organisatie van de Europese waterstofmarkt. In het Hydrogen and decarbonized gas market package, kortweg "gaspakket", dat de Europese gasmarkt op weg moet helpen naar klimaatneutraliteit, zijn veel van deze aanbevelingen verwerkt.

Om een efficiënte Belgische waterstofmarkt versneld te kunnen ontwikkelen, bereidt de federale regering, op mijn initiatief en na de openbare raadpleging die ik in januari 2022 heb georganiseerd, een wetsontwerp voor dat de minimumbepalingen invoert die op korte termijn nodig zijn om de markt te lanceren, in de wetenschap dat het gaspakket zal volgen.

Het vertrouwen in de markt moet ook worden opgebouwd. De federale overheid werkt aan de ontwikkeling van een certificeringsregeling en van een marktplatform om uitwisseling en transparantie te bevorderen. De HNO en de CREG zullen na de goedkeuring van de Belgische H2-wet ook een gaskwaliteitsnorm opstellen.

Pijler 4 – Ik investeer in samenwerking op alle niveaus om deze federale waterstofstrategie tot een succes te maken. Ik heb onder meer de structurele samenwerking met de regio's in het kader van het ENOVER-overleg nieuw leven ingeblazen. Met Oman en Namibië is een samenwerking gestart om nieuwe invoerroutes voor waterstof en waterstofderivaten te openen. Ik werk ook nauw samen met de waterstofsector. Waterstof staat zeer hoog op de Europese agenda om de energietransitie te versnellen en zo af te stappen van fossiele brandstoffen. Ik ben betrokken bij tal van initiatieven inzake de productie ervan in de Noordzee en de invoer ervan in België.

1.3. Biobrandstoffen

Een voorontwerp van wet, dat zeer binnenkort zal ingediend worden in de Kamer, voorziet in een uitfasering van de bijdrage van biobrandstoffen die geproduceerd zijn op basis van palmolie of sojaolie, met ingang van respectievelijk 1 januari 2023 en 1 juli 2023.

Voorts wordt in het kader van de omzetting van de RED II-Richtlijn voorzien in een grotere bijdrage van andere

formes d'énergie renouvelable dans les objectifs transport est prévu, ainsi qu'une diminution progressive de la contribution des biocarburants de première génération. Un registre sera créé pour permettre la comptabilisation des unités d'énergies renouvelables destinées au secteur des transport et afin de passer des combustibles fossiles à l'électricité et aux molécules renouvelables. L'avant-projet de loi pour la transposition de la RED II est actuellement en concertation avec les régions et des corrections techniques peuvent encore avoir lieu. Il sera bientôt introduit à la Chambre.

1.4. Efficacité énergétique

Les préoccupations relatives à la sécurité de l'approvisionnement ne disparaîtront pas du jour au lendemain. Cependant, il existe des outils du côté de la "consommation" grâce auxquels nous pouvons influencer positivement la sécurité de l'approvisionnement. L'un d'entre eux est le cadre sur l'étiquette énergétique des appareils ménagers. Par conséquent, lorsque de la nouvelle législation européenne sera proposée dans le cadre de l'étiquetage énergétique ou de la révision des règlements européens existants, je m'efforcerai toujours d'atteindre un niveau élevé d'efficacité énergétique pour tous les appareils, et en accordant une attention suffisante au caractère abordable, afin que les technologies à haut rendement énergétique restent accessibles à tous. En outre, avec mes services, je veillerai à ce que les fabricants et les importateurs soient suffisamment informés de cette réglementation, je les assisterai à cet égard et, si nécessaire, je prendrai des mesures contre les abus. Afin de mener à bien ces tâches de la manière la plus efficace possible pour la plupart des entreprises de l'UE, j'encouragerai mes services à participer activement aux projets de coopération existants et futurs de l'UE sur l'étiquetage énergétique, comme ils le font déjà dans le projet EEPliant3. Les actions entreprises sur le sujet rendront indéniablement les produits disponibles sur le marché plus efficaces, contribuant ainsi positivement à la réduction de la consommation d'énergie et donc de la facture des consommateurs. Et bien que ces économies doivent être considérées avec tous les autres efforts du gouvernement fédéral, je voudrais souligner le caractère durable de l'impact de ces mesures.

1.5. Innovation: le fonds de transition énergétique

Le sixième appel à projets lancé le 10 novembre 2021 a accordé une priorité aux sources d'énergie renouvelables en mer du Nord, aux biocarburants, à la sécurité d'approvisionnement et à l'équilibre du réseau. Nous avons encouragé la participation de projets de plus petite taille.

vormen van hernieuwbare energie in de streefcijfers voor het vervoer, en in een geleidelijke vermindering van de bijdrage van biobrandstoffen van de eerste generatie. Er zal een register worden opgezet om de boekhouding van hernieuwbare energie-eenheden voor de vervoersector mogelijk te maken en om zo een shift te bewerkstelligen van fossiele brandstoffen naar hernieuwbare elektriciteit en hernieuwbare moleculen. Betreffende het voorontwerp van wet ter omzetting van de RED II wordt momenteel geconsulteerd met de gewesten en technische correcties kunnen nog gebeuren. De tekst zal binnenkort ingediend worden in de Kamer.

1.4. Energie-efficiëntie

De zorgen omtrent bevoorradingszekerheid zullen niet plots verdwijnen. Er zijn echter ook "verbruiksinstrumenten" waarmee we de bevoorradingszekerheid positief kunnen beïnvloeden. Eén hiervan is het Energy Label voor huishoudelijke producten. Ik zal dan ook bij de voorstelling van nieuwe EU-wetgeving in het Energy Label kader, of herziening van bestaande EU Verordeningen, steeds ijveren voor een hoog niveau van energie-efficiëntie voor alle apparaten, maar steeds met voldoende oog voor de betaalbaarheid, zodat energie-efficiënte technologieën bereikbaar blijven voor iedereen. Daarnaast zal ik, samen met mijn diensten, erop toezien dat deze wetgevingen voldoende gekend zijn door fabrikanten en importeurs, deze hierin bijstaan, en indien nodig optreden tegen misbruiken. Om deze opdrachten ten aanzien van veelal EU-wijde bedrijven op een efficiënte wijze uit te voeren, zal ik mijn diensten aansporen om actief te participeren in bestaande en toekomstige EU-samenwerkingsprojecten rond het Energy label, zoals ze reeds doen in het EEPliant3 project. De ondernomen acties in dit kader zullen de beschikbare producten op de markt onmiskenbaar efficiënter maken en dragen zo positief bij aan een verlaging van het energieverbruik en dus ook de factuur van de consument. En hoewel deze besparingen samen met alle andere inspanningen van de federale regering moeten gezien worden, wil ik het duurzame karakter van de impact van deze maatregelen benadrukken.

1.5. Innovatie: het Energietransitiefonds

De zesde oproep tot het indienen van projecten, die op 10 november 2021 werd gelanceerd, gaf prioriteit aan hernieuwbare energiebronnen in de Noordzee, biobrandstoffen, bevoorradings-zekerheid en netwerkenwicht. Wij hebben de deelname van kleinere projecten aangemoedigd.

Lors de l'évaluation des 63 propositions reçues, un poids plus important (à savoir 40 % de la note globale) a été accordé à l'effet positif sur le climat et l'environnement en Belgique et sur la politique fédérale en matière de transition énergétique. La procédure d'évaluation des propositions a été complétée par le recours, non seulement à un auditeur financier externe, mais également à des experts internationaux en énergie qui nous ont aidé à sélectionner les projets répondant au mieux aux critères.

Les 20 nouveaux projets innovants sélectionnés en 2022 impliquent les grandes universités de la Belgique, des institutions de recherche, des consultants, des partenaires industriels, des petites et moyennes entreprises. Ils débiteront le premier novembre 2022 au plus tard, et bénéficieront globalement d'un appui de 24.536.176 € au cours des prochaines années.

Mon Administration continuera d'assurer le suivi technique et financier des 84 projets soutenus par le FTE depuis son lancement en 2016.

Conformément à la décision du Conseil des ministres du 10 juin 2022, un septième appel à projets du Fonds de transition énergétique sera lancé avant le 15 novembre 2022, avec un budget disponible de 25 millions d'euros en 2023. Les modalités de ce prochain appel à projet seront améliorées afin de coller au mieux aux défis actuels en matière de transition énergétique.

2. Sécurité d'approvisionnement

Pour faire face à la crise, nous prenons des mesures pour garantir la sécurité de l'approvisionnement à court et à long terme.

2.1. Électricité

Monitoring continu de la capacité de production d'électricité

Afin de piloter la transition, les citoyens et les entreprises sont en droit de connaître les paramètres de leur approvisionnement en énergie et ses impacts comme le prix, la durabilité, l'accessibilité, la sécurité d'approvisionnement, etc. C'est pourquoi nous avons développé, en collaboration avec la CREG et Elia, un outil de monitoring en continu dont la partie "électricité" est déjà disponible en ligne. Les conséquences de la guerre en Ukraine se font sentir dans toute l'Europe, notamment dans le domaine de l'énergie. Cette crise énergétique est exacerbée par la faible disponibilité du parc nucléaire en France qui a conduit les autorités françaises à déclarer

Bij de evaluatie van de 63 ontvangen voorstellen werd meer gewicht (d.w.z. 40 % van de totale score) toegekend aan het positieve effect op het klimaat en het milieu in België en op het federale beleid inzake energietransitie. Bij de beoordeling van de voorstellen werd niet alleen een beroep gedaan op een externe financiële controleur, maar ook op internationale energiedeskundigen die ons hebben geholpen de projecten te selecteren die het best aan de criteria voldeden.

Bij de 20 nieuwe innovatieve projecten die in 2022 werden geselecteerd, zijn Belgische topuniversiteiten, onderzoeksinstituten, consultants, industriële partners en kleine en middelgrote ondernemingen betrokken. Zij gaan uiterlijk op 1 november 2022 van start en ontvangen de komende jaren in totaal 24.536.176 euro steun.

Mijn administratie zal blijven zorgen voor het technische en financiële toezicht op de 84 projecten die sinds de start van de ETF in 2016 werden gesubsidieerd.

Overeenkomstig het besluit van de Ministerraad van 10 juni 2022 zal tegen 15 november 2022 een zevende oproep tot het indienen van projecten voor het Energietransitiefonds worden gelanceerd, met een beschikbaar budget van 25 miljoen euro in 2023. De modaliteiten van deze volgende oproep tot het indienen van projecten zullen worden verbeterd, zodat beter kan worden ingespeeld op de huidige uitdagingen van de energietransitie.

2. Bevoorradingszekerheid

Om het hoofd te bieden aan de crisis nemen we maatregelen om de bevoorradingszekerheid veilig te stellen op de korte en de lange termijn.

2.1. Elektriciteit

Continue monitoring van de productiecapaciteit van elektriciteit

Om de transitie in goede banen te leiden, hebben burgers en bedrijven het recht om de parameters van hun energievoorziening en de effecten daarvan, zoals prijs, duurzaamheid, toegankelijkheid, voorzieningszekerheid, enz. te kennen. Daarom hebben wij, in samenwerking met de CREG en Elia, een instrument voor permanente monitoring ontwikkeld, waarvan het elektriciteitsgedeelte reeds online beschikbaar is. De gevolgen van de oorlog in Oekraïne zijn in heel Europa voelbaar, met name in de energiesector. Deze energiecrisis wordt nog verergerd door de geringe beschikbaarheid van kernenergie in Frankrijk, wat de Franse autoriteiten ertoe heeft gebracht

une alerte précoce (“Early Warning”) le 21 décembre 2021. Face à ces constats, le monitoring de la sécurité d’approvisionnement en Belgique montre que la situation pour les hivers à venir est sous contrôle, mais il y a de plus en plus d’incertitudes. Des préparations sont en cours pour étendre le monitoring au secteur du gaz.

Amélioration du design du CRM (mécanisme de rémunération de la capacité)

Comme convenu avec la Commission européenne, j’ai fait recalculer la valeur de la VOLL (Value of Lost Load, qui mesure la valeur attribuée à une panne de courant) et du CoNE (Cost of New Entry, qui mesure le coût de l’introduction de nouvelles capacités sur le marché) sur la base des dernières méthodologies européennes. Cependant, la norme de fiabilité résultant des nouvelles valeurs est restée la même, à savoir 3h de perte de charge attendue. J’ai également chargé mon administration d’entamer une réflexion sur l’abaissement des limites d’émission de CO₂ dans le cadre du CRM afin de soutenir la réalisation de la neutralité carbone d’ici 2050. Nous avons également ajusté le financement du CRM par le biais des dispositions de la norme énergétique et organisé une enchère supplémentaire pour l’enchère de novembre 2021.

La notification modifiée de dossier d’aide d’État du CRM à la Commission Européenne suite à la prolongation de la durée de vie du nucléaire

Suite à la décision du 18 mars 2022 de prolonger la durée de vie de Doel 4 et de Tihange 3, les modifications de l’aide d’État accordée qui en découlent ont été discutées avec la Commission européenne. Le besoin permanent d’un CRM a été démontré en détail lors de ces discussions.

Nous attendons une décision à ce sujet prochainement. et aussi en ce qui concerne la prolongation de deux unités nucléaires (+2 GW) à partir de 2026 avec un besoin continu de CRM.

La première enchère Y-4.2025 et l’étude technico-économique

Les résultats et en particulier les nouveaux projets de la première vente aux enchères de la CRM sont suivis de près.

Conformément à l’article 23, § 10 de l’arrêté royal du 28 avril 2021, une analyse technico-économique a été réalisée pour évaluer le déroulement et les résultats de la première enchère en 2021 pour l’année de livraison 2025. Le rapport d’analyse a donné lieu à des

op 21 december 2021 een “Early Warning” af te kondigen. In het licht van deze feiten blijkt uit het toezicht op de bevoorradingszekerheid in België dat de situatie voor de komende winters onder controle is, maar dat er steeds meer onzekerheden zijn. Momenteel zijn de voorbereidingen lopend om dit naar gas uit te breiden.

Verbetering van het design van het CRM (mechanisme voor capaciteitsvergoeding)

Zoals afgesproken met de Europese Commissie heb ik de waarde van de VOLL (Value of Lost Load, waarmee de waarde wordt gemeten die wordt toegekend aan een stroomstoring) en de CoNE (Cost of New Entry, waarmee de kosten worden gemeten van het introduceren van nieuwe capaciteit op de markt) laten herberekenen op basis van de meest recente Europese methodologieën. De betrouwbaarheidsnorm die uit de nieuwe waarden volgt is echter hetzelfde gebleven, namelijk 3u Loss Of Load Expectation. Ook heb ik mijn administratie opdracht gegeven om een reflectie op te starten over een verlaging van de CO₂-emissiegrenswaarden in het kader van het CRM, teneinde het bereiken van koolstofneutraliteit in 2050 te ondersteunen. Ook hebben wij de financiering van het CRM aangepast via de bepalingen van de energienorm en hebben wij een aanvullende veiling georganiseerd voor de veiling van november 2021.

Aanmelding wijzigingen staatssteundossier aan het CRM bij de EC naar aanleiding van de nucleaire levensduurverlenging

Naar aanleiding van de beslissing van 18 maart 2022 om de levensduur van Doel 4 en Tihange 3 te verlengen werden de hieruit volgende wijzigingen aan de toegekende staatssteun besproken met de Europese Commissie. De blijvende nood aan een CRM werd in dit overleg uitvoerig aangetoond.

We verwachten hierover weldra een beslissing alsook met betrekking tot de verlenging van twee nucleaire eenheden (+2 GW) vanaf 2026 met een blijvende behoefte aan CRM.

De eerste Y-4.2025-veiling en de technisch-economische studie

De resultaten en in het bijzonder de nieuwe projecten van de eerste CRM-veiling worden nauw opgevolgd.

Overeenkomstig artikel 23, § 10 van het Koninklijk Besluit van 28 april 2021 werd een technisch-economische analyse uitgevoerd om het verloop en de resultaten van de eerste veiling in 2021 voor het leveringsjaar 2025 te evalueren. Het analyseverslag heeft geresulteerd in

recommandations visant à améliorer la conception du mécanisme. Une consultation sur ces recommandations a eu lieu, incluant les avis de la CREG et d'Elia. Les recommandations validées par le comité de suivi sont les suivantes: la formule du prix d'exercice devrait être revue - En parallèle, des modifications éventuelles du système de remboursement et du système de stoploss pourraient également être envisagées. À cette fin, des propositions sont actuellement élaborées au sein du groupe d'utilisateurs d'Elia. Deuxièmement, il a été proposé de réviser l'article 4a de la loi sur l'électricité afin d'établir un calendrier pour les notifications et les fermetures effectives plus conforme au cadre de la CRM. Le comité de suivi soumettra des propositions à cet effet avant la fin de 2022.

L'enchère Y-4.2026

Conformément à l'article *Tundecies*, § 6, premier alinéa, de la loi sur l'électricité, un décret ministériel a été pris le 30 mars 2022 donnant instruction au gestionnaire de réseau d'organiser la vente aux enchères du 1^{er} novembre 2026 et fixant les paramètres d'organisation de cette vente. Pour faciliter la transition vers un système énergétique durable et neutre sur le plan climatique, les technologies qui ne peuvent pas respecter la limite spécifique d'émission de CO₂ de 550gCO₂/kWh sont exclues de la vente aux enchères en fixant à zéro la limite annuelle d'émission de CO₂ pour cette enchère.

L'Opérationnalisation du CRM

L'opérationnalisation du CRM se poursuivra avec la préparation des prochaines enchères (instruction des enchères en termes de paramètres et de volume, préqualification, suivi des résultats, etc.) Le suivi annuel des mesures d'amélioration du marché demandé par la Commission européenne a été effectué en juin 2022 pour l'année écoulée. En 2023, nous continuerons à améliorer la conception du mécanisme en fonction de l'évolution du marché, des exigences européennes et de l'expérience acquise au cours des enchères.

Nouvelle étude sur la sécurité d'approvisionnement

Dans le cadre du rapport bisannuel Adequacy and flexibility, en veillant à la pérennité du mécanisme de rémunération de la capacité (CRM) et compte tenu de la situation actuelle en matière d'approvisionnement énergétique (le parc nucléaire français, les défis énergétiques en Allemagne et la guerre en Ukraine), le gouvernement demande au Premier ministre et à la ministre de l'Énergie, en concertation avec Elia et la CREG et en consultation avec les opérateurs de marché et l'AFCN (via la ministre compétente) dans sa compétence, afin

aanbevelingen ter verbetering van het ontwerp van het mechanisme. Een raadpleging over deze aanbevelingen heeft plaatsgevonden, inclusief adviezen van de CREG en Elia. De door het toezichtcomité gevalideerde aanbevelingen zijn de volgende: de strike price formule zou moeten worden herzien. Parallel hiermee kan ook worden nagedacht over mogelijke wijzigingen in het pay back-systeem en het stoploss-systeem. Hiertoe worden nu voorstellen uitgewerkt in de Users Group van Elia. Ten tweede is voorgesteld om artikel 4b^{bis} van de elektriciteitswet te herzien om een tijdschema voor kennisgevingen en daadwerkelijke sluitingen vast te stellen dat meer in overeenstemming is met het CRM-kader. Het opvolgingscomité zal vóór einde 2022 hiertoe voorstellen overmaken.

De Y-4.2026 veiling

Overeenkomstig artikel *Tundecies*, § 6, eerste lid, van de Elektriciteitswet werd op 30 maart 2022 een ministerieel besluit uitgevaardigd waarbij de netbeheerder werd opgedragen de veiling van 1 november 2026 te organiseren en waarbij de parameters voor de organisatie van deze veiling werden vastgesteld. Om de overgang naar een duurzaam en klimaatneutraal energiesysteem te vergemakkelijken, wordt technologie die niet kan voldoen aan de specifieke CO₂ emissiegrens van 550gCO₂/kWh van de veiling uitgesloten door de jaarlijkse CO₂ emissiegrenswaarde voor deze veiling op nul vast te stellen.

Verdere operationalisering CRM

De operationalisering van het CRM zal worden voortgezet met de voorbereiding van de komende veilingen (veilinginstructie in termen van parameters en volume, prekwificatie, toezicht op de resultaten, enz.). De door de Europese Commissie gevraagde jaarlijkse monitoring van de maatregelen ter verbetering van de marktwerking werd in juni 2022 uitgevoerd voor het voorbije jaar. In 2023 zullen we het ontwerp van het mechanisme blijven verbeteren op basis van de marktontwikkelingen, de Europese eisen, en de verdere ervaring met de veilingen.

Nieuwe studie bevoorradingszekerheid

In het kader van het tweejaarlijkse Adequacy en flexibility rapport, met oog voor de duurzaamheid van het capaciteitsremuneratiemechanisme (CRM) en in het licht van de huidige situatie van de energiebevoorrading (het Frans nucleair park, de energie-uitdagingen in Duitsland en de oorlog in Oekraïne) vraagt de regering aan de Eerste minister en de minister van Energie om in overleg met Elia en de CREG en in consultatie met de marktoperatoren en het FANC (via de bevoegde minister) binnen diens bevoegdheid, teneinde de voorwaarden inzake veiligheid

que les conditions de sûreté et de sécurité soient respectées, d'élaborer toutes les options supplémentaires (entre autres renouvelable, flexibilité, nucléaire et fossile) pour renforcer – si nécessaire – la sécurité d'approvisionnement de notre pays jusqu' en 2030.

Scarcity pricing

En lien avec le mécanisme de capacité déployé en Belgique (CRM) et conformément au plan de mise en œuvre visant à éliminer les distorsions ou les défaillances du marché, nous avons publié les résultats du contrôle dans un rapport annuel qui a été soumis à la Commission européenne. La question du scarcity pricing y est abordée.

Lors d'un workshop sur la mise en œuvre d'un mécanisme de scarcity pricing tenu à la CREG début 2022, la plupart des acteurs de marché ont indiqué que l'introduction d'un tel mécanisme ne leur paraissait pas assez motivé ni même nécessaire. Le Users' Group d'Elia estime que le mécanisme pourrait créer des incertitudes additionnelles vu les fortes turbulences observées sur le marché de l'énergie et sa volatilité sans précédent. Les risques identifiés sont, entre autres, un double paiement et la perturbation du marché européen (les marchés belges day-ahead et intraday sont déjà intégrés aux autres marchés européens et les marchés belges d'équilibrage devraient l'être prochainement). Le caractère opportun de l'introduction de ce mécanisme devrait au moins être étudié au niveau régional (CORE). Mon Administration est occupée à déterminer les avantages pour le marché d'un scarcity pricing coexistant avec un CRM. Les travaux sur le sujet (analyse du bien-fondé notamment) se poursuivent et les acteurs de marché seront impliqués en temps utile.

Production, stockage et transport d'électricité

Le cadre réglementaire pour les permis requis pour le CRM en lien avec le stockage a été précisé. Un recours a été déposé au Conseil d'état par la Flandre qui estime que la décision touche ses compétences. En juillet 2022, j'ai présenté une note proposant une modification législative tenant compte de la répartition des compétences dans le domaine du stockage de l'énergie au Conseil des ministres, puis au Comité de concertation, qui l'a approuvée. Les modifications nécessaires de la loi sur l'électricité et des décrets d'application seront élaborées en concertation avec les régions en tenant compte de l'avis du Conseil d'État.

Le 17.08.2022, à l'issue d'un processus de concertation avec mon Administration, le gestionnaire du réseau,

en beveiliging te respecteren, alle bijkomende opties uit te werken (onder andere hernieuwbaar, flexibiliteit, nucleair en fossiel) om de bevoorradingszekerheid van ons land indien nodig nog te versterken voor de periode tot en met 2030.

Schaarsteprijzen

In verband met het in België toegepaste capaciteitsmechanisme (CRM) en overeenkomstig het implementatieplan om de marktwerking te verbeteren, hebben wij een jaarlijks verslag bij de Europese Commissie ingediend. Hierin wordt ook de kwestie van schaarsteprijzen behandeld.

Tijdens een workshop over de invoering van een scarcity pricing mechanisme die begin 2022 door de CREG werd gehouden, gaven de meeste markspelers aan dat de invoering van een dergelijk mechanisme niet voldoende gemotiveerd of zelfs noodzakelijk was. De Users' Group van Elia is van mening dat het mechanisme extra onzekerheden zou kunnen creëren gezien de sterke turbulentie op de energiemarkt en de ongeziene volatiliteit ervan. De vastgestelde risico's omvatten dubbele betaling en verstoring van de Europese markt (de Belgische day-ahead- en intraday-markten zijn reeds geïntegreerd met de andere Europese markten en de Belgische balanceringsmarkten zullen naar verwachting binnenkort worden geïntegreerd). De wenselijkheid van de invoering van dit mechanisme zou op zijn minst op regionaal niveau (CORE) moeten worden bestudeerd. Mijn administratie onderzoekt momenteel de voordelen voor de markt van het naast elkaar bestaan van scarcity pricing en een CRM. Deze onderzoeken lopen (met inbegrip van een analyse van de verdiensten) en de marktdeelnemers zullen hier tijdig bij worden betrokken.

Productie, opslag en transport van elektriciteit

Het regelgevend kader voor de vergunningen die voor CRM in verband met opslag vereist zijn, is verduidelijkt. Vlaanderen heeft beroep aangetekend bij de Raad van State omdat het van oordeel is dat de beslissing zijn bevoegdheden aantast. Ik heb in juli 2022 een nota met een voorstel voor wetswijziging die rekening houdt met de verdeling van de bevoegdheden op het gebied van energieopslag voorgesteld aan de Ministerraad en daarna aan het Overlegcomité, die deze hebben goedgekeurd. De nodige wijzigingen aan de elektriciteitswet en de uitvoeringsbesluiten worden uitgewerkt in overleg met de gewesten rekening houdend met het advies van de Raad van State.

Na een samenwerkingstraject met mijn administratie heeft de netbeheerder, Elia, op 17 augustus 2022 het

Elia, a soumis le projet de plan de développement du réseau de transport d'électricité 2024-2034 à la CREG et au ministre compétent pour le milieu marin, pour avis. En tenant compte des avis de la CREG et du ministre compétent pour le milieu marin, Elia évaluera à l'automne 2022 l'impact environnemental du projet, conformément aux dispositions légales prévues à cet effet. Une fois que toutes les étapes légales auront été franchies, il est prévu qu'une version finale du plan de développement du réseau 2024-2034 soit soumise par Elia pour approbation d'ici mars 2023. J'ai par ailleurs donné la tâche à mon administration d'entamer la réforme du processus d'élaboration de ce plan de développement, et dans la foulée, aussi des études prospectives. A ma demande, la DG Energie travaille en ce moment sur une proposition de modifications à apporter à la loi électricité sur ces sujets. Les modifications légales seront apportées après consultation de la CREG, d'Elia, de Fluxys et du Bureau Fédéral du Plan sur les réformes envisagées.

Encadrement de la sortie du nucléaire

La Task Force sur la sortie du nucléaire veille à ce que les institutions nucléaires concernées - pour mes compétences il s'agit du SCK-CEN et de l'IRE - fassent un effort maximal en matière de formation et de reconversion afin d'utiliser au mieux leur expertise dans le démantèlement des centrales nucléaires.

La table ronde sur le démantèlement a publié un rapport final qui a donné lieu à plusieurs initiatives privées, dont les Belgian Decommissioning Days d'Agoria.

En marge de cette table ronde sur le démantèlement, des groupes de travail ont été créés (Métaux, Caractérisation, Circuit primaire, Logistique et stockage) pour examiner le rôle que l'expertise belge peut jouer dans le démantèlement.

Mon administration assure les préparatifs nécessaires pour le report de la mise à l'arrêt des réacteurs de Doel 4 et Tihange 3, notamment pour que les rapports d'impact sur l'environnement requis soient réalisés dans les délais. Les études finalisées fin de l'année 2022 seront mises en consultation du public début 2023, y compris des pays et des autorités concernés. Un avant-projet de loi pour l'extension de dix ans des réacteurs Doel 4 et Tihange 3 a été approuvé par le conseil des ministres et suivra son cours après les procédures d'étude d'impact environnemental.

ontwerp van netontwikkelingsplan voor het elektriciteits-transmissiesysteem 2024 - 2034 voor advies voorgelegd aan de CREG en de minister bevoegd voor het mariene milieu. Rekening houdende met de adviezen van de CREG en de minister bevoegd voor het mariene milieu, gaat Elia in het najaar van 2022 over tot evaluatie van de gevolgen voor het milieu van het ontwerp conform de daartoe voorziene wettelijke bepalingen. Na alle wettelijk voorziene stappen daarna wordt verwacht dat er tegen maart 2023 door Elia een finale versie van het netontwikkelingsplan 2024 - 2034 ter goedkeuring wordt ingediend. Ik heb tevens mijn administratie de opdracht gegeven tot de opstart van een hervorming van het proces voor de opstelling van dit netontwikkelingsplan, en in het verlengde daarvan ook van de prospectieve studies. Op mijn verzoek werkt de AD Energie momenteel aan een voorstel tot wijziging van de elektriciteitswet ter zake. De wetswijzigingen zullen worden doorgevoerd na overleg met de CREG, Elia, Fluxys en het Federaal Planbureau over de geplande hervormingen.

Omkadering van de kernuitstap

De task force voor de kernuitstap ziet erop toe dat de betrokken nucleaire instellingen - wat betreft mijn bevoegdheden gaat het over het SCK-CEN en het IRE - een maximale inspanning leveren op het gebied van opleiding en herscholing, zodat hun deskundigheid op het gebied van de buitengebruikstelling van kerncentrales optimaal kan worden benut.

De ronde tafel over ontmanteling heeft een eindverslag gepubliceerd dat geleid heeft tot een aantal private initiatieven, waaronder de Belgian Decommissioning Days van Agoria.

In de marge van deze ronde tafel over ontmanteling werden er werkgroepen opgericht (Metalen, Karakterisering, Primair circuit, Logistiek en Opslag), die bekijken welke rol de Belgische expertise kan spelen in de ontmanteling.

Mijn administratie treft de nodige voorbereidingen voor het uitstel van de sluiting van de reactoren Doel 4 en Tihange 3, met name om ervoor te zorgen dat de vereiste milieueffectrapporten op tijd klaar zijn. De studies zullen eind 2022 worden afgerond en begin 2023 worden onderworpen aan een openbare raadpleging, onder meer van de betrokken landen en autoriteiten. Een voorontwerp van wet voor de verlenging met tien jaar van de reactoren Doel 4 en Tihange 3 werd goedgekeurd in de Ministerraad, en zal verder worden behandeld na de milieueffectbeoordelingsprocedures.

Dans un accord de principe conjoint, l'État belge et Engie ont convenu des modalités concernant l'approche, le timing et le cadre des négociations.

Ce cadre consiste en:

- la prolongation de l'exploitation des deux réacteurs, représentant au total une capacité nucléaire de 2 GW;

- l'État belge ne sera pas exploitant;

- les deux parties sont disposées à discuter et à convenir des conditions de démarrage des réacteurs en novembre 2026, sous réserve de l'approbation des autorités de sûreté;

- une structure stable et durable dans laquelle l'État belge et Engie partagent les risques comme les bénéfices par le biais d'une nouvelle société à créer;

- les coûts de démantèlement et de gestion des matières fissiles et des déchets radioactifs sont supportés par l'exploitant. Les coûts de gestion des déchets et du combustible nucléaire usé seront déterminés après une étude, à l'issue de laquelle les discussions s'engageront autour d'un "cap" et d'une prime de risque à définir.

Les parties poursuivent les discussions dans la même atmosphère constructive et des groupes de travail d'experts sont mis en place dans le but de parvenir à un accord définitif d'ici la fin de l'année et de le soumettre ensuite à la Commission européenne.

Politique de crise Électricité

Le premier plan final de préparation aux risques en matière d'électricité a été soumis le 20 janvier 2022 à la Commission européenne. La réforme de la politique de crise en électricité sera poursuivie, sur la base de l'avis attendu de la Commission européenne sur ce plan et en consultation avec les parties prenantes concernées, en mettant l'accent sur l'interaction du gaz naturel et de l'électricité en cas de crise. En outre, au niveau national, des efforts ont été déployés pour actualiser et renforcer le cadre juridique existant. Par exemple, une section sur la gestion de crise a été incluse dans le projet de règlement technique fédéral; le rôle du ministre de l'énergie dans l'élaboration du plan de préparation aux risques a été clarifié et la procédure d'identification des utilisateurs prioritaires du réseau a été rationalisée et simplifiée. À la lumière des nouveaux développements techniques et sociaux, les mesures de réduction de la demande ont été révisées et les canaux de communication avec le

In een gezamenlijk principeakkoord zijn de Belgische Staat en Engie het eens geworden over de modaliteiten voor de aanpak, het tijdschema en het kader van de onderhandelingen.

Dit kader bestaat uit:

- de verlenging van de exploitatie van de twee reactoren, die een totale nucleaire capaciteit van 2 GW vertegenwoordigen;

- de Belgische staat zal geen uitbater zijn;

- beide partijen zijn bereid de voorwaarden voor het opstarten van de reactoren in november 2026 te bespreken en overeen te komen, op voorwaarde dat de veiligheidsautoriteiten daarmee instemmen;

- een stabiele en duurzame structuur waarin de Belgische Staat en Engie zowel de risico's als de voordelen delen via een nieuw op te richten onderneming;

- de kosten van de ontmanteling en het beheer van splijtstoffen en radioactief afval komen ten laste van de exploitant. De kosten van het beheer van afval en verbruikte splijtstof zullen worden bepaald na een studie, waarna besprekingen zullen worden gevoerd over een "plafond" en een vast te stellen risicopremie.

De partijen zetten de besprekingen in dezelfde constructieve sfeer voort en werkgroepen van deskundigen zijn opgericht om tegen het einde van het jaar tot een definitief akkoord te komen en om dit vervolgens aan de Europese Commissie voor te leggen.

Crisisbeleid Elektriciteit

Het eerste definitieve risicoparaatheidsplan voor elektriciteit op 20 januari 2022 bij de Europese Commissie ingediend. De hervorming van het beleid inzake de elektriciteitscrisis zal worden voortgezet, op basis van het verwachte advies van de Europese Commissie over dit plan en in overleg met de betrokken belanghebbenden, waarbij de nadruk zal liggen op de interactie tussen aardgas en elektriciteit in geval van een crisis. Daarnaast zijn er op nationaal niveau inspanningen geleverd om het bestaande rechtskader bij te werken en te versterken. Zo is in het ontwerp van federaal technisch reglement een hoofdstuk over crisisbeheer opgenomen, is de rol van de minister van Energie bij de opstelling van het risicoparaatheidsplan verduidelijkt en is de procedure voor het aanwijzen van prioritaire netgebruikers gestroomlijnd en vereenvoudigd. In het licht van nieuwe technische en sociale ontwikkelingen zijn de maatregelen ter beperking van de vraag herzien en wordt de laatste hand gelegd

grand public sont en cours de finalisation, tant en temps normal qu'en temps de crise.

Plan hiver 2022-2023 (électricité)

Nous avons décidé, en appliquant le principe de précaution, de développer dans le Plan hiver 2022 des mesures à court et à long terme afin de renforcer la sécurité d'approvisionnement en électricité:

- dans un objectif de maximiser la production nationale disponible, il a été demandé à tous les producteurs d'assurer une disponibilité maximale en hiver et que toute opération de maintenance prévue en hiver soit reportée au printemps prochain. Elia veillera à ce que nous puissions également compter sur un réseau optimal cet hiver;

- nous avons demandé à l'exploitant d'examiner la possibilité de reporter l'arrêt définitif de Tihange 2 du 1^{er} février à fin mars 2023, en démontrant à l'AFCN que la sécurité nucléaire est suffisamment garantie;

- un groupe de travail bilatéral a été créé entre la Belgique et la France pour surveiller la disponibilité des centrales nucléaires françaises et, en fonction des besoins, prendre des mesures d'atténuation de manière proactive et anticipative. Nous recevons mensuellement un rapport d'avancement;

- Elia maintient à tout moment une capacité de réserve pour garantir l'équilibre du réseau. Une partie de cette production (250 MW) fait l'objet de contrats à l'étranger. Afin de garantir une indépendance maximale, il a été demandé à Elia de s'abstenir temporairement de recourir à des capacités étrangères pour constituer ces réserves. Concrètement, cela signifie que les fournisseurs de gestion de la demande, de stockage et de générateurs de secours ont été appelés à participer aux enchères pour ces services de soutien;

- pour les hivers qui suivent (2023-2024 et 2024-2025), Elia a été chargé de préparer une enchère spécifique pour la gestion de la demande et les batteries. Cela pourrait constituer une solution au cas où les centrales nucléaires françaises présenteraient encore un degré élevé d'indisponibilité, tout en donnant un coup de fouet à la mise aux enchères de 2024 dans le cadre du CRM. En parallèle, la DG Energie a été chargée d'examiner, au plus tard pour fin octobre 2022, en collaboration avec Elia et la CREG, si la réserve stratégique en électricité pouvait être réactivée;

- les discussions avec la Commission européenne se poursuivront afin de consolider le CRM approuvé,

aan de communicatiekanalen met het grote publiek, zowel in normale tijden als in crisissituaties.

Winterplan 2022-2023 (elektriciteit)

Wij hebben besloten om, op basis van het voorzorgsbeginsel, in het Winterplan 2022 korte- en lange-termijnmaatregelen uit te werken om de bevoorradingszekerheid van elektriciteit:

- met het oog op het maximaliseren van de beschikbare nationale productie werd aan alle producenten gevraagd om in de winter een maximale beschikbaarheid te garanderen en alle in de winter geplande onderhoudswerkzaamheden uit te stellen tot volgend voorjaar. Elia zal ervoor zorgen dat we ook deze winter op een optimaal netwerk kunnen rekenen;

- wij hebben de exploitant verzocht de mogelijkheid te onderzoeken om de definitieve stillegging van Tihange 2 uit te stellen van 1 februari tot eind maart 2023, door aan het FANC aan te tonen dat de nucleaire veiligheid voldoende is gewaarborgd;

- tussen België en Frankrijk is een bilaterale werkgroep opgericht om de beschikbaarheid van de Franse kerncentrales in het oog te houden en zo nodig proactief en anticiperend, mitigerende maatregelen te nemen. We ontvangen maandelijks een voortgangsrapport;

- Elia houdt op elk moment reservecapaciteit aan om het evenwicht van het net te verzekeren. Een deel van deze productie (250 MW) wordt in het buitenland gecontracteerd. Om een zo groot mogelijke onafhankelijkheid te garanderen, werd Elia gevraagd tijdelijk geen beroep te doen op buitenlandse capaciteit om deze reserves op te bouwen. Concreet betekent dit dat leveranciers van vraagbeheer, opslag en noodgeneratoren werden opgeroepen om deel te nemen aan de veiling voor deze ondersteunende diensten;

- voor de volgende winters (2023-2024 en 2024-2025) werd Elia gevraagd een specifieke veiling voor te bereiden voor het vraagbeheer en de batterijen. Dit zou een oplossing kunnen bieden voor het geval de Franse kerncentrales nog steeds in hoge mate onbeschikbaar zijn, terwijl de veiling van 2024 in het kader van de CRM een impuls zou krijgen. Parallel hiermee kreeg de AD Energie de opdracht om, in samenwerking met Elia en de CREG, uiterlijk tegen eind oktober 2022 te onderzoeken of de strategische elektriciteitsreserve opnieuw kan worden geactiveerd;

- de besprekingen met de Europese Commissie zullen worden voortgezet met het oog op de consolidatie van

combiné à la prolongation de la durée de vie de 2 GW de nucléaire.

Nous mettons en œuvre ce plan hiver sans relâche.

2.2. Gaz

De nombreuses autres initiatives ont été prises dans le contexte de la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel. Cela s'explique évidemment par la guerre en Ukraine et ses effets secondaires (politique de sanctions de la Russie, réduction des approvisionnements en gaz en provenance de Russie, etc.). Mon Administration, en collaboration avec Fluxys, a immédiatement mis en place un système de surveillance détaillé pour suivre l'approvisionnement en gaz naturel de la Belgique (et du reste de l'Europe). Compte tenu de cette nouvelle situation, l'arrêté ministériel du 18.12.2013 a été révisé en urgence en avril 2022. Le plan d'urgence consolidé comprend maintenant un plan de délestage qui contient une méthodologie pour appliquer une réduction, voire l'interruption du gaz pour certains clients raccordés au réseau de transport de gaz naturel. Le plan d'urgence a dernièrement été adapté (publication d'un arrêté ministériel le 14 septembre 2022) notamment pour se conformer au cadre européen en pleine évolution et aux mesures du plan hiver fédéral. Cela a été fait en coopération avec les acteurs concernés (NCCN, Fluxys, Synergrid, etc.). En outre, suite aux remarques de la Commission européenne sur le plan belge d'actions préventives, une définition des clients protégés pour le gaz, conforme au règlement européen 2017/1938, a été présentée par la Belgique. Plusieurs discussions sur la mise en œuvre du mécanisme de solidarité européenne pour le gaz ont eu lieu au niveau administratif avec les pays voisins (Pays-Bas, Luxembourg et Allemagne). La Belgique a partagé avec les membres du groupe de coordination pour le gaz ses principales préoccupations concernant la mise en œuvre du mécanisme. Nous poursuivons nos efforts pour conclure des accords de solidarité avec les pays voisins. Nous observons cependant que, à ce jour seuls 6 des 40 accords de solidarité ont été conclus au niveau européen, ce qui montre la difficulté pour les États membres de conclure de tels accords. Un plan de communication en cas de crise a été élaboré en accord avec les partenaires requis. Des séances d'information et consultations ont été organisées avec les principales parties prenantes (FEB, Essencia, Fevia, etc.) sur la mise à jour du plan d'urgence. Elle a été suivie d'une vaste enquête auprès des grands consommateurs de gaz naturel réalisée en collaboration avec Fluxys et les gestionnaires de réseau de distribution. Enfin, en coopération avec le Centre national de crise (NCCN), une enquête a été menée auprès des opérateurs d'infrastructures critiques pour mieux identifier leurs besoins en fourniture de gaz.

het goedgekeurde CRM, in combinatie met de verlenging van de levensduur van 2 GW aan kernenergie.

We voeren dit winterplan onverkort verder uit.

2.2. Gas

In het kader van de bevoorradingszekerheid van aardgas werden tal van andere initiatieven genomen. Dit is uiteraard te wijten zoals eerder aangehaald aan de oorlog in Oekraïne en de neveneffecten daarvan (het sanctiebeleid van Rusland, vermindering van de gasleveringen uit Rusland, enz.) Mijn administratie heeft, in samenwerking met Fluxys, onmiddellijk een gedetailleerd monitoringsysteem opgezet om de aardgasleveringen aan België (en de rest van Europa) op te volgen. In het licht van deze nieuwe situatie werd het ministerieel besluit van 18 december 2013 in april 2022 met spoed gewijzigd. Het geconsolideerde noodplan omvat nu een afschakelplan met een methodologie voor de toepassing van een vermindering of zelfs onderbreking van de gaslevering voor bepaalde klanten die op het aardgasvervoersnet zijn aangesloten. Het noodplan werd laatst aangepast (publicatie van een ministerieel besluit op 14 september 2022), met name om te voldoen aan het evoluerende Europese kader en de maatregelen van het federale winterplan. Dit gebeurde in samenwerking met de betrokken actoren (NCCN, Fluxys, Synergrid, enz.). Bovendien heeft België, naar aanleiding van de opmerkingen van de Europese Commissie over het Belgische preventieve actieplan, een definitie van zijn beschermde afnemers voor gas voorgesteld, in overeenstemming met de Europese verordening 2017/1938. Met de buurlanden (Nederland, Luxemburg en Duitsland) werden op bestuurlijk niveau verscheidene besprekingen gevoerd over de uitvoering van het Europees solidariteitsmechanisme voor gas. België deelde met de leden van de Gas Coördinatie Groep zijn belangrijkste punten van zorg betreffende de uitvoering van het mechanisme. Wij zullen ons blijven inspannen om solidariteitsovereenkomsten met de buurlanden te sluiten. Wij stellen echter vast dat tot dusver slechts 6 van de 40 solidariteitsovereenkomsten op Europees niveau zijn gesloten, waaruit blijkt hoe moeilijk het voor de lidstaten is om dergelijke overeenkomsten te sluiten. In overleg met de vereiste partners is een crisiscommunicatieplan opgesteld. Met de voornaamste belanghebbenden (VBO, Essencia, Fevia, enz.) werden informatie- en overlegbijeenkomsten gehouden over de aanpassing van het noodplan. Daarna volgde een uitgebreide enquête bij de grote aardgasverbruikers in samenwerking met Fluxys en de distributienetbeheerders. Ten slotte werd in samenwerking met het Nationaal Crisiscentrum (NCCN) een enquête gehouden bij exploitanten van kritieke infrastructuur om de behoeften inzake gasvoorziening beter te kunnen bepalen.

Conversion gaz L vers gaz H

La DG Energie suit la conversion désormais accélérée du gaz L vers le gaz H. Elle se déroule conformément au plan actualisé des opérateurs de réseau, et devrait se terminer fin 2024.

Stockage de gaz

Le stockage saisonnier de gaz naturel au niveau européen est important pour renforcer notre sécurité d'approvisionnement en hiver. C'est pourquoi l'Union Européenne a adopté en juin 2022 un règlement EU visant à garantir le remplissage des installations de stockage avant l'hiver. Celui-ci impose un objectif et une trajectoire de remplissage.

La Belgique contribue à cet effort européen grâce à son installation de stockage à Loenhout. Celle-ci est soumise à ce règlement EU et offre de la flexibilité aux acteurs de marché permettant de lisser les prix.

L'exploitation de cette infrastructure est régulée. Jusque récemment sa capacité de stockage était vendue à un tarif régulé fixe rendant sa commercialisation parfois compliquée dans le contexte actuel où les prix varient très rapidement. Sur proposition du gouvernement, le parlement a adopté en février 2022 un projet de loi permettant au gestionnaire de l'infrastructure de commercialiser cette capacité par le biais d'enchères avec un prix de réserve inférieur au tarif régulé. Cela a offert au gestionnaire de l'installation la flexibilité nécessaire pour vendre l'entièreté de la capacité et assurer son remplissage avant l'hiver 2022-2023, en septembre déjà, bien avant la deadline en novembre.

Les documents réglementaires, fixant les conditions de vente de la capacité de stockage, sont mis à jour pour imposer aux détenteurs de capacité la trajectoire et l'objectif de remplissage fixés par le règlement EU.

Le niveau de remplissage de l'installation de Loenhout est suivi de très près avec Fluxys, la CREG et le SPF Économie. Les détenteurs de capacité ont rapidement procédé à son remplissage et l'objectif de remplissage fixé par le règlement EU de 80 % au premier novembre 2022 a déjà été atteint le 25 juillet en Belgique. Le 23 septembre le taux de remplissage de 100 % a été atteint à Loenhout.

Omzetting van L-gas naar H-gas

De AD Energie volgt de huidige versnelde omschakeling van L-gas naar H-gas. Het wordt uitgevoerd in overeenstemming met het geactualiseerde plan van de netwerkbeheerders en zal naar verwachting eind 2024 voltooid zijn.

Gasopslag

Seizoensopslag van aardgas op Europees niveau is belangrijk om onze bevoorradingszekerheid in de winter te versterken. Daarom heeft de Europese Unie in juni 2022 een EU-verordening aangenomen die ervoor moet zorgen dat de opslagfaciliteiten vóór de winter worden gevuld. Deze verordening legt een vuldoelstelling en een vultraject op.

België draagt aan deze Europese inspanning bij via zijn opslagfaciliteit in Loenhout. Deze faciliteit valt onder deze EU-verordening en biedt de markspelers flexibilitéit om de prijzen af te vlakken.

De exploitatie van deze infrastructuur is gereguleerd. Tot voor kort werd haar opslagcapaciteit verkocht tegen een vast gereguleerd tarief, waardoor deze moeilijk verkoopbaar was in de huidige context van snel veranderende prijzen. Op voorstel van de regering heeft het parlement in februari 2022 een wetsontwerp aangenomen dat de infrastructuurbeheerder toestaat deze capaciteit op de markt te brengen via veilingen met een minimumprijs onder het gereguleerde tarief. Dit gaf de facility manager de flexibilitéit om de volledige capaciteit te verkopen en ervoor te zorgen dat deze voor de winter van 2022-2023 volledig gevuld was in september 2022 ruim voor de deadline in november.

De regelgevingsdocumenten, waarin de voorwaarden voor de verkoop van opslagcapaciteit zijn vastgesteld, worden geactualiseerd om de capaciteitshouders het in de EU-verordening vastgestelde traject en de vuldoelstelling op te leggen.

Samen met Fluxys, de CREG en de FOD Economie wordt het vulniveau van de installatie in Loenhout nauwlettend in het oog gehouden. De capaciteitshouders vulden de faciliteit snel en de door de EU-verordening vastgestelde vuldoelstelling van 80 % tegen 1 november 2022 werd in België al op 25 juli bereikt. Op 23 september 2022 was Loenhout 100 % gevuld.

Plan hiver 2022-2023 (gaz)

Des mesures à court terme et à long terme en matière de sécurité d'approvisionnement en gaz ont par ailleurs été prises en préparation de l'hiver prochain:

- renforcement de la position centrale de la Belgique en tant que plaque tournante du gaz naturel en Europe en renforçant le dialogue énergétique existant entre la Belgique et la Norvège, et par le biais de la diplomatie énergétique internationale pour l'approvisionnement en GNL;
- contrôle du niveau de remplissage du stockage de Loenhout;
- préparation d'une version actualisée du plan d'urgence pour le gaz naturel;
- communication stratégique sur le gaz naturel en concertation avec le centre de crise;
- sensibilisation de l'industrie et des entreprises à la préparation de mesures internes de réduction de la consommation de gaz et de façon sécurisée tenir compte d'une possible interruption;
- demande faite à la CREG et à Fluxys de développer un produit de gros pour la réduction de la demande (*demand side management*) afin de donner à l'industrie et aux services la possibilité de mettre à la disposition du marché du gaz qu'ils ne consommeraient pas;
- renforcement de l'oléoduc Zeebrugge-Opwijk (entre Desteldonk et Opwijk) pour augmenter la capacité de transit vers l'Allemagne. Nous soumettrons ce projet, qui consolide la solidarité européenne en tant que projet d'intérêt commun, au soutien européen. Nous saluons également la décision de Fluxys d'augmenter la capacité de transport du terminal GNL de Zeebrugge.

2.3. Garantie d'état

Les prix élevés de l'énergie ne touchent pas seulement les ménages. Les fournisseurs d'énergie, notamment ceux qui ne disposent pas de leur propre capacité de production, risquent également de se retrouver en difficulté.

Nous avons donc élaboré un plan de garantie pour les fournisseurs d'énergie ou les intermédiaires en gaz naturel et en électricité qui risquent de se retrouver en difficulté. En accordant des garanties d'état temporaires, nous protégeons les fournisseurs d'énergie et leurs clients.

Winterplan 2022-2023 (gas)

Voorts zijn ter voorbereiding van de komende winter de volgende korte- en langetermijn-maatregelen voor de bevoorradingszekerheid van gas genomen:

- versterking van de centrale positie van België als aardgasknooppunt in Europa door versterking van de bestaande energiedialoog tussen België en Noorwegen, en via internationale energiediplomatie voor de LNG-bevoorrading;
- toezicht op de vullingsgraad van de opslagplaats Loenhout;
- opstelling van een bijgewerkte versie van het aardgasnoodplan;
- strategische communicatie over aardgas in overleg met het crisiscentrum;
- bewustmaking van de industrie en de bedrijven om interne maatregelen voor te bereiden om hun gasverbruik te verminderen en op een veilige manier rekening te houden met een mogelijke onderbreking;
- verzoek aan de CREG en Fluxys om een groothandelsproduct voor vraagzijdebeheer te ontwikkelen om industrie en diensten de mogelijkheid te bieden gas aan de markt ter beschikking te stellen dat zij niet zouden verbruiken.
- versterking van de pijpleiding Zeebrugge-Opwijk (tussen Desteldonk en Opwijk) om de doorvoercapaciteit naar Duitsland te vergroten. Wij zullen dit project, dat de Europese solidariteit consolideert als een project van gemeenschappelijk belang, voorleggen voor Europese steun. We zijn ook verheugd over de beslissing van Fluxys om de shipping-capaciteit van de LNG-terminal in Zeebrugge te verhogen.

2.3. Staatswaarborg

De hoge energieprijzen treffen niet alleen de gezinnen diep in hun portefeuille. Ook energieleveranciers, zeker deze niet over eigen productiecapaciteit beschikken, dreigen mogelijks in de problemen te komen.

We hebben daarom een waarborgplan uitgewerkt voor energieleveranciers of tussenpersonen van aardgas en elektriciteit die in de problemen dreigen te komen. Door het verlenen van tijdelijke staatswaarborgen beschermen we energieleveranciers en hun klanten.

Les prix exceptionnellement élevés, jusqu'à 10 fois supérieurs à ceux de l'année précédente, menacent de créer un problème temporaire de liquidités. Les fournisseurs doivent acheter du gaz et de l'électricité à un prix élevé pendant l'hiver, tout en se débattant avec des tampons financiers plus faibles et un plus grand nombre de défaillants. Il s'agit d'entreprises parfaitement saines que nous aidons à traverser une période difficile grâce à un tampon supplémentaire.

Les tampons financiers supplémentaires garantissent la sécurité énergétique et évitent l'effet domino. Des fournisseurs d'énergie ou des intermédiaires de gaz naturel et d'électricité peuvent obtenir, sous conditions, un octroi de garanties d'état en fonction de leurs besoins de crédit. Par conséquent, ils peuvent continuer à acheter du gaz et de l'électricité et l'approvisionnement est assuré. Après tout, si un fournisseur d'énergie s'effondre, il y a un risque d'effet domino. Ce plan protège non seulement les fournisseurs d'énergie, mais aussi leurs clients.

2.4. Pétrole

En tenant compte de l'expérience de la crise ukrainienne, nous continuerons à développer et à affiner les procédures de gestion d'une crise internationale du Bureau national du pétrole (BNP). Les procédures de gestion d'une crise nationale comprennent l'établissement d'indicateurs permettant de détecter la menace d'une crise nationale. Nous allons prendre les initiatives nécessaires pour identifier les utilisateurs prioritaires de produits pétroliers en cas de crise. La coopération du NCCN sur la politique nationale en matière de crise pétrolière sera encore renforcée.

Dans le cadre de la préparation aux crises, nous examinerons les tâches d'Apetra et nous nous demanderons quel rôle plus large Apetra peut jouer en ce qui concerne la gestion et le stockage des produits énergétiques autres que le pétrole et les produits pétroliers.

2.5. Haute surveillance de la qualité et de la sécurité des infrastructures et des produits énergétiques

Application de la législation EPCIP et NIS

La sécurité physique et la cybersécurité des infrastructures gazières, électriques et pétrolières sont essentielles car elles assurent l'approvisionnement de notre pays. Les protéger a toujours fait partie de ma politique. Avec la guerre en Ukraine, leur importance est devenue cruciale. Immédiatement après les actes de sabotage des gazoducs Nord Stream I et II, j'ai lancé une campagne de sensibilisation de l'ensemble du secteur énergétique belge et une inspection de sécurité des infrastructures critiques, notamment du gazoduc de la mer du Nord. En

Door de uitzonderlijke hoge prijzen, tot 10 keer meer dan een jaar eerder, dreigt er een tijdelijk liquiditeitsprobleem te ontstaan. Leveranciers moeten tijdens de winter duur gas en elektriciteit aankopen en kampen tegelijk met lagere financiële buffers en meer wanbetalers. Het zijn perfect gezonde bedrijven die we dankzij een extra buffer moeilijke periode helpen te overbruggen.

De extra financiële buffers verzekeren de energiezekerheid en vermijden een domino-effect. Energieleveranciers of tussenpersonen van aardgas en elektriciteit kunnen onder voorwaarden een staatswaarborg bekomen voor de nodige kredieten. Daardoor kunnen ze gas en elektriciteit blijven aankopen en is de bevoorrading verzekerd. Als één energieleverancier omvalt dan dreigt immers een domino-effect. Dit plan beschermt niet alleen de energieleveranciers maar dus ook hun klanten.

2.4. Aardolie

Rekening houdend met de ervaring van de crisis in Oekraïne zullen wij vanuit het Nationaal Olie Bureau (NOB) de procedures voor het beheer van een internationale crisis blijven ontwikkelen en verfijnen. De procedures voor het beheersen van een nationale crisis omvatten het vaststellen van indicatoren om de dreiging van een nationale crisis te detecteren. We zullen de nodige stappen zetten om de prioritaire gebruikers van aardolieproducten in geval van crisis te identificeren. De samenwerking met de NCCN inzake het nationale oliecrisisbeleid zal verder worden versterkt.

In het kader van de crisisparaatheid zullen we de taken van Apetra evalueren en bekijken welke bredere rol Apetra kan spelen met betrekking tot het beheer en de opslag van andere soorten energieproducten dan aardolie en aardolieproducten.

2.5. Hoog toezicht van kwaliteit en veiligheid op energie-infrastructuur en producten

Toepassing van de EPCIP en NIS wetgeving

De fysieke en cyberveiligheid van de gas-, elektriciteits- en olie-infrastructuur zijn van essentieel belang omdat zij de bevoorrading van ons land garanderen. Hen beschermen is altijd deel geweest van mijn beleid. Met de oorlog in Oekraïne is hun belang cruciaal geworden. Onmiddellijk na de sabotagedaden op de Nord Stream I en II pijpleidingen heb ik een bewustmakingscampagne voor de hele Belgische energiesector gelanceerd en een veiligheidsinspectie van de kritieke infrastructuur, met name de Noordzeegasleiding. In uitvoering van de

application de la nouvelle loi sur la sécurité maritime, des ressources supplémentaires sont fournies pour soutenir la sécurité des ports, des installations portuaires et des infrastructures critiques en mer du Nord.

Plus que jamais, la sécurité de notre système énergétique doit malheureusement tenir compte des attaques physiques et cybernétiques. C'est pourquoi le gouvernement a récemment décidé, à ma demande expresse, de renforcer mon administration à partir de 2023 pour suivre de près, notamment en multipliant les inspections sur place, les mesures de sécurité mises en œuvre par les opérateurs concernés. La routine est le maillon faible de la sécurité: il faut donc la surveiller tous les jours. Les mesures préventives prises par les infrastructures critiques et les opérateurs de services essentiels font en effet partie de notre préparation aux risques et aux crises. Je souhaite qu'ils soient opérationnels partout en Belgique et je veillerai à ce que le cadre réglementaire en la matière soit renforcé.

Je veillerai également à ce que toutes les entreprises clés soient correctement identifiées, désignées et disposent de plans de sécurité actualisés. Conformément aux règles européennes EPCIP et NIS et sur la base d'une analyse conjointe de mon administration, du Centre de crise National (NCCN) et du Centre belge de cybersécurité (CCB), de nouveaux opérateurs de services essentiels ont été désigné pour contribuer à renforcer la cybersécurité du secteur énergétique de notre pays.

2.6. Application du Règlement général sur les installations électriques (AREI)

Depuis 2019, la deuxième phase de la restructuration des trois livres de l'AREI a lieu, visant à développer les exigences techniques en fonction des priorités identifiées en étroite collaboration avec les parties prenantes et en tenant compte des évolutions technologiques. Les mesures de sécurité pour la fourniture de véhicules électriques ont été annoncées cet été, tandis que celles concernant les installations domestiques seront finalisées avant la fin de l'année. Ces travaux se poursuivront en 2023.

2.7. Qualité des produits pétroliers mis sur le marché

Afin d'assurer l'approvisionnement en produits pétroliers de qualité, il est important de consolider le rôle du Fonds d'analyse des produits pétroliers (Fapetro) en organisant ses tâches de contrôle de manière ciblée. Par exemple, nous avons récemment introduit le contrôle du fioul marin. Chaque année, plus de 10.000 échantillons sont prélevés dans les stations publiques, les pompes

nouvelle Wet Maritieme Beveiliging worden bijkomende middelen voorzien ter ondersteuning van de beveiliging van havens, havenfaciliteiten en kritische infrastructuur op de Noordzee.

Meer dan ooit moet bij de beveiliging van ons energiesysteem helaas rekening worden gehouden met fysieke en cyberaanvallen. Daarom heeft de regering onlangs, op mijn uitdrukkelijk verzoek, besloten mijn administratie vanaf 2023 te versterken om, met name door meer inspecties ter plaatse, de door de betrokken exploitanten uitgevoerde veiligheidsmaatregelen nauwlettend te controleren. Routine is de zwakste schakel in de veiligheid: we moeten er dus elke dag op toezien. De preventieve maatregelen die kritieke infrastructuur en exploitanten van essentiële diensten hebben getroffen, maken inderdaad deel uit van onze voorbereiding op risico's en crises. Ik zou graag zien dat ze overal in België operationeel zijn en ik zal erop toezien dat het regelgevingskader ter zake wordt versterkt.

Ik zal er ook voor zorgen dat alle sleutelbedrijven naar behoren worden geïdentificeerd, aangewezen en over actuele veiligheidsplannen beschikken. In overeenstemming met de Europese EPCIP- en NIS-regels en op basis van een gezamenlijke analyse van mijn administratie, het Nationaal Crisiscentrum (NCCN) en het Belgisch Centrum voor Cyberveiligheid (CCB), werden nieuwe exploitanten van essentiële diensten aangewezen om de cyberveiligheid van de energiesector in ons land te helpen versterken.

2.6. Toepassing van het Algemeen Reglement op Elektrische Installaties (AREI)

Sinds 2019 vindt de tweede fase van de herstructurering van de drie boeken van het AREI plaats, met als doel de technische vereisten te ontwikkelen volgens de prioriteiten die in nauwe samenwerking met de belanghebbenden en rekening houdend met de technologische ontwikkelingen zijn vastgesteld. De veiligheidsmaatregelen voor de levering van elektrische voertuigen werden deze zomer bekendgemaakt, terwijl die voor huishoudelijke installaties voor het eind van het jaar zullen worden afgerond. In 2023 zal dit werk worden verdergezet.

2.7. Kwaliteit van op de markt gebrachte aardolieproducten

Teneinde de voorziening van kwalitatieve aardolieproducten te waarborgen, is het van belang de taak van het Fonds voor de Analyse van de Aardolieproducten (Fapetro) te bestendigen, door zijn controletaken gericht te organiseren. Zo hebben wij bijvoorbeeld onlangs de controle op stookolie voor de scheepvaart ingevoerd. Elk jaar worden meer dan 10.000 monsters genomen

privées, les dépôts et le carburant marin. Ces contrôles permettent d'améliorer la qualité des produits fournis. Les taux de non-conformité sont d'environ 5 %. La mission du Fonds évoluera avec la transition énergétique à l'avenir.

3. Abordabilité et fonctionnement du marché

3.1. Norme énergétique

Un nouveau cadre juridique a été établi dans la loi-programme du 27 décembre 2021 dans lequel un droit d'accise spécial remplace la contribution fédérale et toute une série de taxes sur l'énergie telles que la surtaxe offshore, la surtaxe CRM et la surtaxe de réserve stratégique.

Le cadre juridique relatif au suivi annuel par la CREG des différentes composantes de coûts des factures d'électricité et de gaz et au pouvoir consultatif de la CREG a été précisé dans la loi du 28 février 2022.

Par ailleurs, suite à son rapport annuel la CREG me soumet son avis pour le 1^{er} juillet, proposant d'éventuelles mesures fédérales concernant la facture énergétique. Ces mesures devraient servir à protéger le pouvoir d'achat des ménages et à renforcer la compétitivité des entreprises. Cet avis de la CREG a été suivi cette année par la réforme des accises.

3.2. Atténuer les effets des prix élevés de l'énergie

La loi du 28 février 2022 précitée prévoit que pour des contrats variables, un forfait pour frais administratifs ou frais d'abonnement en cas de résiliation par le client domestique après six mois à compter du début de la fourniture ne peut être facturé qu'au prorata du nombre de jours de livraison. Elle prévoit aussi un régime d'acomptes de facturation par les clients domestiques qui complète les lois sur l'électricité et sur le gaz qui stipulent, entre autres, que:

- un ménage peut demander à tout moment que le montant de ses acomptes soit modifié;
- à cette occasion, si le fournisseur refuse, il devra fournir au client domestique une justification de la méthode de calcul utilisée, sans qu'il suffise de se référer à la seule consommation présumée du client domestique;

van openbare stations, particuliere pompen, depots en scheepsbrandstof. Deze controles dragen bij tot de verbetering van de kwaliteit van de geleverde producten. De niet-nalevingspercentages liggen rond de 5 %. De missie van het Fonds zal in de toekomst mee evolueren met de energietransitie.

3. Betaalbaarheid & marktwerking

3.1. Energienorm

In de programmawet van 27 december 2021 is een nieuw wettelijk kader vastgesteld waarin een reeks energielasten, zoals de offshore-toeslag, de CRM-toeslag en de strategische reservetoeslag, alsmede de federale bijdrage, worden vervangen door een bijzondere accijns.

Het wettelijke kader met betrekking tot de jaarlijkse controle door de CREG van de verschillende kostencomponenten van de elektriciteits- en gasfacturen en de adviesbevoegdheid van de CREG werd gepreciseerd in de wet van 28 februari 2022.

Volgend op het jaarlijkse rapport maakt de CREG bovendien voor 1 juli haar advies aan mij over, waarin ze mogelijke federale maatregelen met betrekking tot de energiefactuur voorstelt. Deze maatregelen moeten dienen ter bescherming van de koopkracht van gezinnen en ter versterking van de competitiviteit van bedrijven. Dit CREG advies werd dit jaar gevolgd door de accijnshervorming.

3.2. Verzachten van de gevolgen van hoge energieprijzen

De bovengenoemde wet van 28 februari 2022 bepaalt dat voor variabele contracten een forfaitaire vergoeding voor administratiekosten of abonnementskosten in geval van opzegging door de huishoudelijke afnemer na zes maanden vanaf het begin van de levering, alleen mag worden gefactureerd naar rato van het aantal dagen dat de levering heeft geduurd. Zij voorziet ook in een voorschotregeling voor huishoudelijke afnemers die een aanvulling vormt op de elektriciteits- en gaswetten, waarin onder meer wordt bepaald dat:

- een huishouden kan te allen tijde verzoeken om wijziging van het bedrag van zijn voorschotten;
- in dat geval zal de leverancier, indien hij weigert, de huishoudelijke afnemer een rechtvaardiging moeten verstrekken van de gebruikte berekeningsmethode, zonder dat het volstaat te verwijzen naar het veronderstelde verbruik van de huishoudelijke afnemer;

- le nouveau montant de l'acompte proposé par le fournisseur n'est facturé que si le client domestique ne s'y oppose pas dans les 15 jours.

En outre, afin d'atténuer les prix élevés de l'énergie, plusieurs mesures ont été prises.

Le tarif social pour les bénéficiaires de l'allocation bonifiée (statut BIM) a été prolongé jusqu'au 31 mars 2023, et les arrêtés d'application nécessaires ont été pris afin de prévoir un tarif social pour la fourniture de chaleur aux clients résidentiels socialement protégés. Un montant forfaitaire unique de 80 € pour la fourniture d'électricité a été accordé en plus du tarif social pour chaque client.

Une compensation des coûts énergétiques généraux a été versée aux ménages sous la forme d'une allocation de chauffage forfaitaire unique de 100 € et/ou d'une contribution de 225 € à la facture de mazout ou de propane.

Pour soutenir la politique énergétique sociale, des fonds supplémentaires provenant du fonds social pour le gaz et l'électricité ont été mis à disposition en 2021 pour compenser les factures impayées et prendre des mesures préventives.

La CREG examine mensuellement l'évolution des prix des différents produits sur les marchés de détail par rapport aux marchés de gros et fournit des conseils dans ce contexte.

Forfait Energie

Comme prévu dans la décision du 18 juin 2022, des propositions de réforme du tarif social et des droits d'accises ont été élaborées pour protéger le pouvoir d'achat des ménages et mieux gérer structurellement les effets des fluctuations des prix de l'électricité et du gaz naturel. Au cours des discussions budgétaires, la réforme des accises a été approuvée, ce qui rendra permanente la réduction de la TVA à 6 % pour le gaz et l'électricité. En outre, le gouvernement a décidé de rendre le tarif social plus ciblé et gradué, en plus d'un certain nombre de corrections et de renforcements à plus court terme.

En outre, début septembre, le gouvernement a décidé d'alléger les factures des ménages qui ont fortement augmenté en novembre et décembre en introduisant un forfait énergie de base moins cher: pour les mois de novembre et décembre, les ménages recevront chacun une prime de 135€ pour leur facture de gaz et de 61€

- het nieuwe bedrag van de door de leverancier voorgestelde waarborg wordt slechts aangerekend indien de huishoudelijke afnemer niet binnen 15 dagen bezwaar aantekent.

Voorts zijn verscheidene maatregelen genomen om de hoge energieprijzen te matigen.

Het sociale tarief voor begunstigden van de verhoogde tegemoetkoming (BIM-status) is verlengd tot 31 maart 2023 en de nodige uitvoeringsbesluiten zijn uitgevaardigd om te voorzien in een sociaal tarief voor de levering van warmte aan residentiële klanten die sociaal beschermd zijn. Een eenmalig forfaitair bedrag van 80 euro voor de levering van elektriciteit is toegekend bovenop het sociale tarief voor elke klant.

Compensatie voor algemene energiekosten werd aan gezinnen betaald in de vorm van een eenmalige forfaitaire verwarmingsvergoeding van 100 euro en/of een bijdrage van 225 euro in de rekening voor stookolie of propaan in bulk.

Ter ondersteuning van het sociale energiebeleid zijn in 2021 extra middelen uit het sociale gas- en elektriciteitsfonds beschikbaar gesteld om onbetaalde rekeningen te compenseren en preventieve maatregelen te nemen.

De CREG onderzoekt maandelijks de prijsevolutie van de verschillende producten op de retailmarkten in verhouding tot de groothandelsmarkten en levert in dat kader advies.

Basispakket Energie

Zoals voorzien in de beslissing van 18 juni 2022 werden hervormingsvoorstellen uitgewerkt van het sociaal tarief en de accijnzen om de koopkracht van de gezinnen te beschermen en de gevolgen van de schommelingen van de elektriciteits- en aardgasprices structureel beter te beheren. Tijdens de begrotingsbesprekingen werd de accijnshervorming goedgekeurd waardoor de BTW verlaging naar 6 % voor gas en elektriciteit zal permanent gemaakt worden. Daarnaast besliste de regering het sociaal tarief, naast een aantal kortere termijn correcties en versterkingen, de toepassing ervan meer gericht en getrapt te maken. De concrete invulling hiervan wordt verder uitgewerkt.

In aanvulling daarop besliste de regering begin september de sterk gestegen facturen van gezinnen in november en december te verlichten door een goedkoper basispakket voor energie in te voeren: voor de maanden november en december krijgen gezinnen telkens een premie van 135€ voor hun gasfactuur en van 61€ voor

pour leur facture d'électricité. Lors de la discussion budgétaire, il a été décidé de prolonger cette mesure pendant tout l'hiver, c'est-à-dire jusqu'en mars 2023.

Au total, cela permettra d'accorder une aide pouvant aller jusqu'à 980 € aux ménages de la classe moyenne ayant un contrat d'énergie variable ou un nouveau contrat fixe. En même temps, il a été décidé d'introduire une mesure équivalente pour les ménages qui ont un poêle à pellets comme système de chauffage principal: ils recevront une prime de 250 € (non cumulable).

Nous continuons également à protéger les citoyens les plus vulnérables grâce au tarif social étendu. Pour un million de ménages vulnérables, cela représente plusieurs milliers d'euros d'économies.

3.3. Réforme du tarif social pour l'électricité et le gaz

Les personnes ayant droit au tarif social devraient l'obtenir de manière fluide et efficace dans les conditions actuelles de prix élevés du marché. Outre la prolongation jusqu'au 31 mars 2023 de la prolongation du droit des personnes ayant droit à l'intervention majorée, nous prendrons un certain nombre de mesures supplémentaires avant le 1^{er} juillet 2023:

- Un système de primes pour les personnes ayant droit au tarif social mais se chauffant par le biais d'un système de chauffage collectif.
- Mise en place d'une base de données permettant d'accélérer l'octroi et la résiliation du tarif social.
- Mesures visant à lutter contre l'utilisation abusive du tarif social.
- Mesures contre les effets indésirables résultant de l'obtention temporaire du tarif social ainsi que l'amélioration des possibilités de refuser le tarif social.

En plus de ces mesures à court terme, la réforme vers une application plus ciblée et graduée du tarif social sera approfondie d'ici le 1^{er} janvier 2024. L'objectif de cette réforme est d'éviter et d'éliminer la précarité énergétique. Les coûts de l'énergie ne doivent pas faire sombrer les gens dans la pauvreté ou les empêcher d'en sortir. Il s'agit, entre autres, d'améliorer l'allocation automatique, de tenir compte du revenu des ménages, de veiller à ce que le tarif suive un système de dégressivité graduelle qui prévient donc aussi les trappes à inactivité, et d'inclure une politique globale en faveur des personnes en situation d'handicap.

hun elektriciteitsfactuur. Tijdens de begrotingsbespreking werd beslist deze maatregel door te trekken voor de gehele winter dit wil zeggen tot en met maart 2023

In totaal zal daarmee steun tot 980 euro toegekend worden aan de middenklasse gezinnen met een variabel energiecontract of een nieuw vast contract. Tegelijk werd beslist een equivalente maatregel in te voeren voor gezinnen die een pelletkachel hebben als hoofdverwarming: zij krijgen een premie van 250€ (niet cumuleerbaar)

Ook de meest kwetsbare burgers blijven we beschermen via het uitgebreide sociale tarief. Voor een miljoen kwetsbare gezinnen betekent dit enkele duizenden euro's aan besparingen.

3.3. Hervorming van het sociale tarief voor elektriciteit en gas

Mensen die recht hebben op het sociaal tarief moeten dit in de huidige marktomstandigheden van hoge prijzen vlot en efficiënt krijgen. Naast de verlenging van de uitbreiding op het recht voor mensen met het recht op een verhoogde tegemoetkoming tot en met 31 maart 2023, zullen we een aantal bijkomende maatregelen nemen voor 1 juli 2023:

- Een premiesysteem voor mensen die recht hebben op sociaal tarief maar zich verwarmen via een collectief verwarmingssysteem.
- Het opzetten van een databank zodat de toekenning en beëindiging van het sociaal tarief sneller kan.
- Maatregelen om het oneigenlijk gebruik van het sociaal tarief tegen te gaan.
- Maatregelen tegen ongewenste effecten als gevolg van het tijdelijk verkrijgen van het sociaal tarief alsook het verbeteren van de mogelijkheden om het sociaal tarief te weigeren.

Naast deze kortetermijnmaatregelen wordt de hervorming naar een meer gerichte en getrapte toepassing van het sociaal tarief verder uitgewerkt tegen 1 januari 2024. De doelstelling van deze hervorming is om energiearmoede te vermijden en weg te werken. Energiekosten mogen er niet toe leiden dat mensen in armoede vallen of daar niet uit kunnen geraken. Dit betekent onder meer dat de automatische toekenning verbeterd moet worden, er rekening gehouden wordt met het inkomen per gezin, het tarief een getrapte degressief systeem volgt dat daarmee ook inactiviteitsvallen tegengaat en een globaal beleid ten aanzien van gehandicapten omvat.

3.4. Tarif social pour la chaleur

Afin de pouvoir introduire le tarif social chaleur, en vigueur depuis le premier juillet 2022, des consultations ont eu lieu qui ont permis d'adapter la loi sur le gaz et les décisions exécutives sur l'application automatique des tarifs sociaux. Une première évaluation aura lieu en 2023.

3.5. Droits des consommateurs

Des dispositions visant à simplifier les factures d'énergie en vigueur depuis le 1.01.2022 offrent une protection accrue aux ménages, conformément au droit européen (transposition de la directive (UE) 2019/944). Des dispositions spécifiques pour les clients résidentiels et les PME prévoient une structure obligatoire et un maximum de deux pages pour la facture de régularisation et la facture finale.

Nous rejoignons également la CREG dans les discussions avec les fournisseurs d'énergie pour accroître la transparence des factures d'acompte.

Enfin, nous préparons, avec le ministre de l'Économie un règlement pour la protection des clients domestiques en cas de vente de contrats d'énergie en porte-à-porte.

3.6. Lutte contre la précarité énergétique

Des indicateurs de pauvreté énergétique ont été proposés par le groupe d'experts sur la précarité énergétique pour être intégrés dans le plan de lutte contre la pauvreté.

Je veillerai à ce que les indicateurs macro correspondent aux mesures prises au niveau fédéral et demanderai pour que des mécanismes soient élaborés afin de suivre les mesures au niveau des individus, par exemple pour détecter un groupe de bénéficiaires.

Nous préparons des mesures structurelles visant à mieux coordonner et renforcer les différents fonds d'énergie sociale. En 2021, le fonds social pour le gaz et l'électricité avait été renforcé de 16 millions d'euros. En 2022, 17 millions d'euros sont prévus dans le Fonds social de chauffage pour le mazout et le propane.

3.7. Surprofits

Les factures gigantesques que les ménages et les entreprises doivent payer représentent la base pour les bénéfices excessifs de certaines entreprises d'énergie. Ceux-ci doivent certes générer suffisamment de bénéfices pour financer la transition énergétique. Mais

3.4. Sociaal tarief voor warmte

Om het sociaal tarief voor warmte, in voege sinds 1 juli 2022, te kunnen invoeren, is overleg gepleegd dat heeft geleid tot de aanpassing van de Gaswet en de uitvoeringsbesluiten inzake de automatische toepassing van sociale tarieven. Een eerste evaluatie zal plaatsvinden in 2023.

3.5. Consumentenrechten

Bepalingen ter vereenvoudiging van energierekeningen die sinds 1 januari 2022 van kracht zijn, bieden huishoudens meer bescherming, in overeenstemming met de EU-wetgeving (omzetting van Richtlijn (EU) 2019/944). Specifieke bepalingen voor huishoudelijke afnemers en de kmo's voorzien in een verplichte structuur en maximaal twee bladzijden voor de afrekenings- en de slotfactuur.

We gaan ook samen met de CREG in overleg met de energieleveranciers om de transparantie van de voorschotfacturen te verhogen.

Ten slotte werken wij, samen met de minister van Economie aan een reglement ter bescherming van huishoudelijke afnemers in geval van huis-aan-huisverkoop van energiecontracten.

3.6. Bestrijding van energiearmoede

De groep deskundigen inzake energiearmoede heeft indicatoren voor energiearmoede voorgesteld om in het armoedebestrijdingsplan op te nemen.

Ik zal ervoor zorgen dat de macro-indicatoren overeenstemmen met de op federaal niveau genomen maatregelen en zal vragen dat mechanismen worden ontwikkeld om de maatregelen op individueel niveau te controleren, bijvoorbeeld om een groep begunstigden te detecteren.

Wij bereiden structurele maatregelen voor om de verschillende sociale energiefondsen beter te coördineren en te versterken. In 2021 is het sociaal fonds voor gas en elektriciteit versterkt met 16 miljoen euro. In 2022 is 17 miljoen euro uitgetrokken voor het Fonds voor sociale verwarming voor stookolie en propaan.

3.7. Overwinsten

De gigantisch hoge facturen die gezinnen en bedrijven moeten betalen zijn de basis voor de overwinsten van bepaalde energiebedrijven. Deze moeten voldoende winst kunnen maken om de energietransitie te financieren. Maar wanneer de winst totaal geen uitstaans meer

lorsque les bénéfices sont totalement déconnectés du prix d'un électron ou d'une molécule produite et que ces entreprises peuvent compter sur un profit qu'elles n'auraient jamais pu espérer, on parle de surprofits. Nous avons reçu une analyse détaillée de la CREG qui montre clairement qu'il y a effectivement des bénéfices excédentaires, un rapport de la BNB nous a également confortés dans cette opinion. Depuis le 6 octobre 2022, il existe également un règlement européen qui fournit une base solide pour un impôt sur les bénéfices excédentaires. Un plafond est imposé sur les revenus des technologies inframarginales dans le secteur de l'électricité.

Nous introduisons le plafond de 2022 au 30 juin 2023, et nous le prolongerons également si les prix restent élevés et que le règlement est prolongé. Pour les technologies inframarginales, le plafond est fixé à 130 €/MWh. Toutefois, pour les technologies inframarginales qui bénéficient d'un soutien variable qui dépend du prix de l'électricité, le plafond est fixé au LCOE plus 50€/MWh si le LCOE plus 50€/MWh dépasse 130€/MWh.

Dans le secteur pétrolier, nous introduisons une contribution de solidarité de 300 millions d'euros en 2022 et en 2023. Il sera veillé à ce que cette contribution ne puisse pas être répercutée à la pompe.

Enfin, une contribution de solidarité de 300 millions d'euros sera demandée à Fluxys.

L'ensemble de ces mesures permettra de libérer des ressources pour aider les citoyens et les entreprises à faire face à leurs factures énergétiques élevées.

3.8. Reforme des accises

Afin de protéger le pouvoir d'achat des ménages et de mieux gérer de manière structurelle les effets des fluctuations des prix de l'électricité et du gaz naturel, l'imposition fédérale sur les factures d'énergie est en cours de réforme. La TVA sur les livraisons de gaz naturel, d'électricité et de chaleur par les réseaux de chaleur dans le cadre de contrats résidentiels sera définitivement réduite à 6 % couplée à une réforme des droits d'accises sur ces produits, le taux d'accises pour le gaz naturel étant fixé sur la base des prix de 2021 et le taux d'accises pour l'électricité sur la base des prix de 2021. Ainsi, la part fédérale de la facture énergétique ne dépassera pas ce niveau.

Compte tenu de la crise énergétique actuelle et de l'impact important des prix élevés de l'énergie sur le pouvoir d'achat des ménages, la loi prévoit de reporter l'entrée en vigueur du chapitre contenant les modifications des taux d'accises à une date ultérieure. Pour cela, nous

heeft met de kostprijs van een geproduceerde elektron of molecule en wanneer deze bedrijven kunnen rekenen op een winst die ze nooit hadden kunnen verwachten is er sprake van overwinsten. We hebben een gedetailleerde analyse ontvangen van de CREG die duidelijk aantoonst dat er wel degelijk sprake is van overwinsten, ook een rapport van de NBB steunde ons in deze visie. Sinds 6 oktober 2022 is er ook een Europese Verordening die een solide basis geeft voor een overwinstbelasting. Er wordt een plafond opgelegd op de inkomsten van inframarginale technologieën in de elektriciteitssector.

Wij voeren het plafond in vanaf 2022 tot 30 juni 2023, en zullen het ook verlengen als de prijzen hoog blijven en de Verordening verlengd wordt. Voor de inframarginale technologieën wordt het plafond bepaald op 130€/MWh. Echter, voor inframarginale technologieën die van een variabele steun genieten die afhankelijk is van de elektriciteitsprijs, wordt het plafond bepaald op de LCOE plus 50€/MWh indien de LCOE plus 50€/MWh hoger ligt dan 130€/MWh.

In de petroleumsector voeren we een solidariteitsbijdrage in van 300 miljoen euro in 2022 en in 2023. Er wordt voor gezorgd dat die bijdrage niet doorgerekend kan worden aan de pomp.

Tot slot wordt aan Fluxys een solidariteitsbijdrage gevraagd van 300 miljoen euro.

Al deze maatregelen samen maken middelen vrij om de burgers en de bedrijven te helpen met hun hoge energiefacturen.

3.8. Accijnshervorming

Teneinde de koopkracht van de huishoudens te beschermen en de gevolgen van de schommelingen van de elektriciteits- en aardgasprijzen op een structurele manier beter te beheersen, wordt de federale fiscaliteit op de energiefactuur hervormd. De btw op leveringen van aardgas, elektriciteit en warmte via warmtenetten in het kader van residentiële contracten wordt permanent verlaagd naar 6 % gekoppeld aan een hervorming van de accijnzen op deze producten, waarbij het accijnstarief voor aardgas wordt vastgesteld op basis van de prijzen 2021 en het accijnstarief voor elektriciteit wordt vastgesteld op basis van de prijzen 2021. Het federaal aandeel van de energiefactuur stijgt dus niet boven dat niveau.

Gelet op de huidige energiecrisis en de grote impact van de hoge energieprijzen op de koopkracht van de gezinnen, wordt in de wet voorzien dat de inwerkingtreding van het hoofdstuk met wijzigingen aan de accijns-tarieven wordt uitgesteld tot een later moment. Hiervoor

attendons à la fois un niveau de prix de marché acceptable et un rapport de prix intéressant entre l'électricité et le gaz. Nous ne voulons pas laisser sur le carreau les ménages qui passent aux sources de chauffage renouvelables par choix ou par nécessité: en tant que gouvernement fédéral, nous contribuons notamment à rendre rentable l'investissement dans une pompe à chaleur. Cette politique profite à tous les citoyens de notre pays. Ainsi, la réforme des accises est utilisée pour soutenir la transition énergétique.

La réforme des accises constitue un instrument politique flexible qui peut être utilisé pour soutenir la transition énergétique. Pour ce faire, je suis chargé, avec le ministre des Finances, de commander une étude sur le rapport annuel entre le prix de revient du chauffage des bâtiments et de l'eau chaude sanitaire à l'aide de sources d'énergie renouvelables telles que les pompes à chaleur et les chauffe-eaux solaires, d'une part, et de sources d'énergie fossiles (gaz naturel, mazout, propane, charbon), d'autre part. À cette fin, nous allons également nous concerter avec les régions. Sur la base de cette évolution, une proposition d'adaptation des taux d'accises pour ces produits sera présentée, l'intention étant qu'après l'entrée en vigueur de la réforme actuelle et sur une période ne dépassant pas 10 ans, une partie des accises sur l'électricité soit progressivement transférée vers les accises sur les sources d'énergie fossiles.

Le ministre des Finances, en concertation avec la Fédération des entreprises électriques et gazières belges, élaborera une solution pour les ménages privés qui se chauffent via une chaudière collective au gaz naturel. Cette solution doit être élaborée d'ici à ce que le taux réduit de TVA ne s'applique plus à la fourniture de gaz naturel dans le cadre de contrats commerciaux.

3.9. Fonctionnement du marché de l'énergie

Dissociation du règlement technique fédéral et du code de conduite

Afin se conformer à la "loi sur l'électricité", l'arrêté royal du 22 avril 2019 relatif au règlement technique pour la gestion du réseau de transport d'électricité et l'accès à celui-ci a été divisé en un nouvel arrêté royal relatif au règlement technique fédéral et en un code de conduite qui a été publié par la CREG le premier septembre 2022. Sur cette base nous élaborerons le règlement technique fédéral.

wachten we zowel een aanvaardbaar marktprijsniveau af, alsook een interessante prijsverhouding tussen elektriciteit en gas. We willen gezinnen die uit vrije keuze of noodgedwongen de switch maken naar hernieuwbare verwarmingsbronnen niet in de kou zetten: we dragen als federale overheid bij aan het rendabel maken van onder meer de investering in een warmtepomp. Dit beleid komt alle burgers in ons land ten goede. Zo wordt de accijnshervorming ingezet om de energietransitie te ondersteunen.

De accijnshervorming biedt een flexibel beleidsinstrument dat kan worden ingezet om de energietransitie te ondersteunen. Om dit te bewerkstelligen word ik samen met de minister van Financiën ermee belast om de jaarlijkse verhouding tussen de kostprijs voor de verwarming van gebouwen en sanitair warm water met behulp van duurzame energiebronnen zoals warmtepompen en zonneboilers enerzijds en met fossiele energiebronnen (aardgas, huisbrandolie, propaan, steenkool) anderzijds te laten onderzoeken. Hiervoor zullen we ook samenzitten met de gewesten. Op basis van deze evolutie wordt een voorstel voorgelegd tot aanpassing van de accijnstarieven voor deze producten, waarbij het de bedoeling is dat na de inwerkingtreding van de huidige hervorming en over een periode van maximum tien jaar een deel van de accijnzen op elektriciteit geleidelijk worden verschoven naar de accijnzen op fossiele energiebronnen.

De minister van Financiën zal in overleg met de Federatie van Belgische Elektriciteits- en Gasbedrijven een oplossing uitwerken voor particuliere huishoudens die zich verwarmen via een collectieve aardgasketel. Deze oplossing moet zijn uitgewerkt tegen het moment dat het verlaagde btw-tarief niet meer geldt voor de levering van aardgas in het kader van zakelijke contracten.

3.9. Werking van de energiemarkt

Loskoppeling van het federaal technisch reglement en de gedragscode

Om in overeenstemming te zijn met de "Elektriciteitswet" werd het koninklijk besluit van 22 april 2019 betreffende het technisch reglement voor het beheer van en de toegang tot het transmissienet voor elektriciteit opgesplitst in een nieuw koninklijk besluit betreffende het federaal technisch reglement en een gedragscode die op 1 september 2022 door de CREG werd gepubliceerd. Op basis hiervan wordt het nieuw federaal technisch reglement verder opgesteld.

Modèle de marché pour l'électricité (*Electricity market design*)

La procédure de transposition de la directive (UE) 2019/944, toujours en cours, a été complétée par plusieurs dispositions prises ou proposées par le gouvernement fédéral. Le projet de loi a été voté à la Chambre le 6 octobre 2022.

Digitalisation et autorisations

Un arrêté royal destiné à remplacer celui du 14.05.2002 sur les autorisations de transport de gaz par canalisations, sera adopté en 2023. Les consultations du secteur sont toujours en cours.

Un autre projet d'arrêté royal a été préparé pour les permis de voirie. Après consultation d'Elia et l'adoption de la loi sur la simplification administrative, d'autres mesures seront prises.

4. Nucléaire

4.1. Déchets nucléaires et provisions nucléaires

Un arrêté royal relatif à une politique nationale pour la gestion à long terme des déchets radioactifs a été adopté en premier lecture en Conseil des ministres. Il a été adapté suite à l'avis du Conseil d'État et pourra bientôt être signé.

Le cadre juridique de l'ONDRAF a été renforcé le 12.07.2022, entre autres en ce qui concerne la participation du public dans l'établissement de la politique nationale pour les déchets radioactifs et le financement de cette et autres missions de l'ONDRAF. Dans ce cadre, un processus participatif sur la gestion à long terme des déchets radioactifs de haute activité ou de longue durée de vie sera mis en application prochainement.

La loi du 12.07.2022 renforçant le cadre applicable aux provisions nucléaires nous donne plus de certitude sur le fait que le pollueur paiera en encrant les principes suivant dans la loi:

- a. empêcher le démantèlement de l'exploitant nucléaire et préserver sa performance – et éviter l'appauvrissement intentionnelle de l'exploitant nucléaire;
- b. garantir la contre-valeur des provisions nucléaires;
- c. renforcer le contrôle prudentiel de la Commission des provisions nucléaires;

Opzet van de elektriciteitsmarkt (*Electricity market design*)

De procedure voor de omzetting van Richtlijn (EU) 2019/944, die nog loopt, is aangevuld met een aantal bepalingen die door de federale regering zijn vastgesteld of voorgesteld. Het wetsontwerp werd in het federale parlement aangenomen op 6 oktober 2022.

Digitalisering en vergunningen

In 2023 zal een koninklijk besluit worden aangenomen ter vervanging van het besluit van 14 mei 2002 betreffende vergunningen voor het vervoer van gas via pijpleidingen. Het overleg met de sector is nog aan de gang.

Een ander ontwerp van koninklijk besluit is opgesteld voor wegvergunningen. Na overleg met Elia en de goedkeuring van de wet op de administratieve vereenvoudiging zullen verdere maatregelen worden genomen.

4. Nucleair

4.1. Nucleair afval en nucleaire provisies

Een koninklijk besluit inzake een nationaal beleid voor het langetermijnbeheer van radioactief afval is in eerste lezing aangenomen in de Ministerraad. Het werd aangepast aan het advies van de Raad van State en zal spoedig getekend kunnen worden.

Het wettelijke kader van NIRAS werd op 12 juli 2022 versterkt, onder meer inzake de inspraak bij het vaststellen van de beleidsmaatregelen voor radioactief afval en inzake de financiering van deze en andere opdrachten van het NIRAS. Binnenkort zal binnen dat kader een participatief proces starten over het langetermijnbeheer van hoogradioactief of langlevend radioactief afval.

De wet van 12 juli 2022 tot versterking van het kader voor nucleaire voorzieningen zorgt dat we momenteel meer zekerheid hebben dat de vervuiler effectief zal betalen door volgende principes vast te leggen in de wet:

- a. het verhinderen van de ontmanteling van de kern-exploitant en haar performantie vrijwaren – en vermijden dat de kernexploitant doelbewust verarmd wordt;
- b. het verzekeren van de tegenwaarde van de nucleaire voorzieningen;
- c. het versterken van het prudentieel toezicht van de Commissie Nucleaire Voorzieningen;

d. améliorer les règles de bonne gouvernance chez Synatom;

e. prévoir un arsenal de sanctions dans la loi.

Les arrêtés d'exécution suivront prochainement, en mettant d'abord l'accent sur le renforcement du Secrétariat, qui soutiendra la Commission des provisions nucléaires.

En 2023, nous poursuivrons l'évaluation du cadre légal de la gestion des déchets radioactifs et proposerons une nouvelle loi ONDRAF.

Nous suivrons de très près l'analyse qui sera réalisée sur la possibilité d'externaliser le Fonds Synatom, conformément à la nouvelle loi sur les provisions nucléaires. Cette analyse doit être réalisée par la commission des provisions nucléaires dans les 12 mois suivant l'entrée en vigueur de la loi.

4.2. Valorisation du savoir-faire nucléaire

L'ONDRAF dispose d'un nouveau contrat de gestion qui répond aux commentaires de la Cour des Comptes. Les nouveaux contrats de gestion avec le SCK CEN et l'I.R.E. encore en discussion seront à finaliser rapidement. L'AISBL MYRRHA (IVZW) créée fin 2021 est maintenant opérationnelle, offrant ainsi un cadre dans lequel les partenaires internationaux seront invités à se joindre.

4.3. Loi de réparation pour la prolongation de Doel 1 & Doel 2

La loi de réparation pour la prolongation de Doel 1 & Doel 2 a été adoptée le 6 octobre 2022 avec la conclusion motivée sur les effets environnementaux. Tous les rapports sur l'analyse détaillée des consultations nationales et transfrontalières sont disponibles sur le site web du SPF Économie.

4.4. Le passif nucléaire à charge de l'État

Cet automne les résultats de l'examen des dépenses (spending review) des trois fonds du passif nucléaire à charge de l'État seront présentés. Nous aurons ainsi l'occasion d'en discuter.

4.5. Plan de Relance

Dans le cadre du plan de relance, deux projets qui utilisent des rayonnements ionisants ont été sélectionnés pour financement. Le premier vise la recherche en médecine nucléaire pour le développement de thérapies

d. het verbeteren van de regels van goed bestuur bij Synatom;

e. het voorzien van een heel arsenaal van sancties in de wet.

De uitvoeringsbesluiten zullen spoedig volgen, waarbij we ons eerst zullen focussen op het versterken van het secretariaat, dat de Commissie voor Nucleaire Voorzieningen zal ondersteunen.

In 2023 zullen wij verder het juridisch kader voor het beheer van radioactief afval evalueren en een nieuwe NIRAS-wet voorstellen.

Wij zullen de analyse van de mogelijkheid om het Synatom-fonds te externaliseren, die overeenkomstig de nieuwe wet op de voorzieningen zal worden gemaakt, op de voet volgen. Deze analyse moet binnen 12 maanden na de inwerkingtreding van de wet door de Commissie voor Nucleaire Voorzieningen worden uitgevoerd.

4.2. Valorisatie van nucleaire know-how

NIRAS beschikt over een nieuw beheerscontract dat tegemoet komt aan de opmerkingen van het Rekenhof. De nieuwe beheerscontracten met het SCK CEN en het I.R.E., die nog in bespreking zijn, moeten snel worden afgerond. De eind 2021 opgerichte AISBL MYRRHA (IVZW) is nu operationeel en schept een kader waarbinnen internationale partners zullen worden uitgenodigd zich aan te sluiten.

4.3. Herstelwet voor de verlenging van Doel 1 & Doel 2

De herstelwet voor de verlenging van Doel 1 & Doel 2 werd op 6 oktober 2022 aangenomen, samen met de gemotiveerde conclusie over de milieueffecten. Alle verslagen over de gedetailleerde analyse van de nationale en grensoverschrijdende raadplegingen zijn beschikbaar op de website van de FOD Economie.

4.4. Nucleaire passiva ten laste van de staat

Dit najaar zullen we de resultaten presenteren van de spending review van de drie fondsen van de nucleaire passiva ten laste van de Staat. Dit zal ons de gelegenheid geven om ze te bespreken.

4.5. Relanceplan

In het kader van het relanceplan zijn twee projecten die gebruik maken van ioniserende straling geselecteerd voor financiering in verband met radioactiviteit. Het eerste is gericht op onderzoek in de nucleaire geneeskunde

innovantes contre le cancer par le SCK-CEN avec le projet NURA. Le second programme se penche sur la réduction des déchets nucléaires lors du démantèlement des centrales nucléaires belges, en finançant des investissements qui permettront de porter à l'échelle industrielle le savoir-faire belge en matière de techniques de caractérisation radiologique et de décontamination lors du démantèlement (projet "MOW" = Minimization of Waste During Dismantling). Les projets se déroulent comme prévu, les premiers rapports d'avancement ayant été reçus et les protocoles d'accord avec les institutions concernées seront prochainement signés.

5. Collaboration & International

5.1. Collaboration avec les Régions

La concertation structurelle en matière d'énergie entre l'État fédéral et les entités fédérées est assurée par le biais de l'organe de concertation institutionnalisé CONCERE, présidé par la DG Energie. À l'heure actuelle, 6 réunions plénières ont été organisées en 2022 en plus d'une session d'information ad hoc sur la situation de la sécurité de l'approvisionnement en gaz suite à la crise Ukrainienne. De plus, il y a eu deux réunions conjointes avec l'organe équivalent pour le climat, une dizaine de réunions du groupe de travail Union Européenne et plusieurs groupes de travail thématiques. Au cours de l'année à venir, des consultations constructives et nécessaires avec les autorités régionales auront également lieu au sein de cette instance.

5.2. L'Union européenne

Une approche générale a été tracée en juin 2022 à propos de la révision des directives sur l'efficacité énergétique et sur les énergies renouvelables du paquet "Fit for 55" et du "Decarbonisation package". L'objectif est de trouver un accord sur toutes ces initiatives législatives au sein du Conseil d'ici la fin de l'année.

Nous continuerons à suivre la progression des négociations au niveau européen au sein des trilogues, en étroite collaboration avec la Représentation Permanente et le cas échéant le groupe CONCERE.

En réponse à l'invasion russe en Ukraine, plusieurs initiatives ont été prises au niveau de l'UE. Le règlement 2022 (135) est une mise à jour de deux règlements pour exiger un stockage obligatoire du gaz d'au moins 80 % d'ici le 1^{er} novembre 2022. Le règlement 2022 (361) vise à rendre obligatoire une réduction de 15 % de la demande de gaz du 1^{er} août à la fin mars 2023. Le règlement 2022 (473) est un ensemble de mesures visant à réduire obligatoirement l'électricité de 5 % pendant les

met het oog op de ontwikkeling van innovatieve kankertherapieën door het SCK-CEN met het NURA-project. Het tweede programma is gericht op de vermindering van het nucleaire afval bij de ontmanteling van de Belgische kerncentrales, door de financiering van investeringen waardoor de Belgische know-how inzake radiologische karakterisering en ontsmettingstechnieken bij ontmanteling op industriële schaal kan worden gebracht ("MOW"-project = Minimization of Waste During Dismantling). De projecten verlopen zoals gepland, de eerste voortgangsverslagen werden ingediend en de nodige protocollen met de betrokken instellingen zullen binnenkort worden ondertekend.

5. Samenwerking & Internationaal

5.1. Samenwerking met de Regio's

Het structureel overleg op energiegebied tussen de Federale Staat en de gefedereerde entiteiten is verzekerd via het geïnstitutionaliseerde overlegorgaan ENOVER, voorgezeten door de AD Energie. Momenteel zijn er in 2022 zes plenaire vergaderingen georganiseerd en één ad hoc informatievergadering over de situatie met betrekking tot de zekerheid van de gasvoorziening na de Oekraïne-crisis. Daarnaast zijn er twee gezamenlijke vergaderingen geweest met het overeenkomstige klimaatorgaan, een tiental vergaderingen van de EU-werkgroep en verscheidene thematische werkgroepen. Het komende jaar zal ook in dit orgaan het constructieve en noodzakelijke overleg met de regionale overheden plaatsvinden.

5.2. Europese Unie

In juni 2022 werd een algemene oriëntatie geschetst over de herziening van de richtlijnen inzake energie-efficiëntie en hernieuwbare energie van het pakket "Fit for 55" en het "Decarbonisation pakket". Het is de bedoeling voor het eind van het jaar in de Raad overeenstemming te bereiken over al deze wetgevingsinitiatieven.

Wij volgen het verloop van de onderhandelingen op Europees niveau in de triloggen met betrekking tot de energie efficiëntie richtlijn en de richtlijn betreffende hernieuwbare energie.

Als reactie op de Russische inval in Oekraïne zijn in EU-verband diverse initiatieven genomen. Verordening 2022 (135) is een aanpassing van twee verordeningen met het oog op de verplichte gasopslag van minstens 80 % tegen 1 november 2022. Verordening 2022 (361) beoogt de vraagreductie van gas met 15 % verplicht te stellen vanaf 1 augustus tot einde maart 2023. Verordening 2022 (473) is een pakket maatregelen dat beoogt de elektriciteit met een verplichte 5 % te reduceren tijdens

heures de pointe. La seconde concerne l'écroulement des surprofits inframarginaux sur le marché de l'électricité. Un troisième vise la contribution de solidarité du secteur fossile. À cela s'ajoutent les sanctions affectant l'approvisionnement en énergie, notamment le plafonnement du pétrole et des dérivés du pétrole russes, notamment des sanctions et des mesures visant à sécuriser les approvisionnements européens, en particulier le gaz.

En outre, la Belgique a développé un certain nombre d'initiatives concernant la plateforme gazière européenne et un corridor dynamique de prix du gaz. La Belgique a également entamé un dialogue actif avec les autres États membres en vue de rechercher une proposition constructive et soutenue. En outre, elle a entamé des discussions avec des États membres critiques concernant l'introduction d'un corridor de prix du gaz afin de convaincre conjointement la Commission de lancer une initiative législative.

5.3. Benelux

Afin de contribuer au développement des infrastructures transfrontalières entre les pays du Benelux, après une journée d'étude sur l'hydrogène en 2021, j'ai participé à une journée de l'innovation sur le thème de l'énergie solaire.

Le ministre luxembourgeois de l'énergie, Claude Turmes, a reçu le 27 juin les ministres de l'énergie du Benelux et des pays baltes pour discuter de l'énergie éolienne offshore et des plateformes de données énergétiques. Les expériences acquises en mer du Nord ont été échangées et les plans pour la mer Baltique ont été dévoilés: avec un potentiel énergétique total de plus de 300 gigawatts, ces régions pourraient devenir les deux plus grands pôles régionaux d'énergie renouvelable en Europe.

La Belgique organise une première master class avec les États baltes dans le cadre de BENELUX afin de transmettre les connaissances et l'expertise belges en matière de planification offshore.

5.4. Forum pentalatéral de l'énergie et North Sea Energy Cooperation

Avec les pays du Benelux étendus au Pentalatéral, nous avons préparé un document de position qui a été inclus dans la préparation du paquet décarbonisation. En mars 2022, nous avons signé une déclaration politique visant à renforcer notre coordination en matière de stockage de gaz naturel après avoir, le 2.12.2021 discuté des mesures à prendre pour rendre la transition vers une énergie propre sûre et résiliente.

piekuren. Een tweede betreft de afroaming van de inframarginale overwinsten op de elektriciteitsmarkt. Een derde beoogt de solidariteitsbijdrage van de fossiele sector. Daarenboven zijn er de sancties die hun weerslag hebben op de energie bevoorrading met name de cap op Russische petroleum en petroleumderivaten, waaronder sancties en maatregelen om de Europese bevoorrading - met name met gas - veilig te stellen.

Daarenboven heeft België een aantal initiatieven ontwikkeld met betrekking tot het Europees gasplatform en een dynamische prijskorridor voor gas. België ging bovendien een actieve dialoog aan met andere lidstaten met het oog op het zoeken naar een constructief en gedragen voorstel. Daarenboven ging het in gesprek met de kritische lidstaten inzake de invoering van een gasprijskorridor om gezamenlijk de commissie ervan te overtuigen een wetgevend initiatief te initiëren.

5.3. Benelux

Om bij te dragen tot de ontwikkeling van grensoverschrijdende infrastructuur tussen de Benelux-landen, heb ik na de studiedag over waterstof in 2021 deelgenomen aan een innovatiedag over het thema zonne-energie.

Energieminister Claude Turmes van Luxemburg ontving op 27 juni de Benelux en Baltische ministers van Energie om te spreken over offshore windenergie en energiedataplatformen. Opgedane ervaringen op de Noordzee werden uitgewisseld en de plannen voor de Baltische zee werden ontvouwd: met een totaal van meer dan 300 gigawatt aan energie potentieel zouden dit de twee grootste regionale hernieuwbare energiehub van Europa kunnen worden.

België organiseert binnen een BENELUX kader een eerste masterclass met de Baltische Staten om de Belgische kennis en kunde inzake offshore planning door te geven.

5.4. Pentalaterraal energieforum en North Sea Energy Cooperation

Samen met de Benelux-landen die tot het Pentalaterraal zijn toegetreden, hebben wij een standpuntnota opgesteld die is meegenomen bij de voorbereiding van het decarbonisatiepakket. In maart 2022 hebben wij een politieke verklaring ondertekend om onze coördinatie op het gebied van aardgasopslag te versterken, nadat wij op 2 december 2021 hadden gesproken over de maatregelen die moeten worden genomen om de overgang naar schone energie veilig en veerkrachtig te maken.

Nous mettons en œuvre un programme de travail autour de la déclaration politique pentalatérale sur l'hydrogène de 2020 qui reprend certains principes communs concernant le rôle de l'hydrogène dans la décarbonisation du système énergétique.

En mai 2022, nous avons participé à un exercice de simulation de préparation à une crise électrique majeure "Black-out 22" à l'initiative de la France afin de renforcer les flux de communication entre les pays voisins. Un atelier, s'appuyant sur les leçons tirées de cet exercice, a été organisé en juin 2022 sous la présidence belge.

Le Penta continuera à travailler sur les 3 études sur l'*adequacy assessment*, la vision 2050 et la flexibilité. Il examinera également comment il peut jouer un rôle dans un nouveau design du marché et comment l'électricité, le gaz naturel et l'hydrogène peuvent être intégrés dans son programme de travail.

En outre, nous continuons à jouer un rôle actif dans la coopération énergétique en mer du Nord par le biais de la Coopération énergétique des mers du Nord, qui nous permet d'échanger nos connaissances et nos expériences de la meilleure façon possible.

Le 12 septembre, nous avons rencontré tous les ministres de l'énergie et le commissaire à l'énergie en Irlande et avons fait une "déclaration de Dublin" dans laquelle nous donnons des objectifs clairs en matière de développement offshore pour 2050: capacité d'énergie éolienne en mer d'au moins 260 GW, avec des objectifs intermédiaires de 76 GW d'ici à 2030 et de 193 GW d'ici à 2040. Avec ces objectifs, les pays du NSEC représenteront à eux seuls 85 % de l'objectif de 300 GW pour l'ensemble de l'Union. Les négociations pour le renouvellement de la coopération entre le NSEC et le Royaume-Uni ont également été finalisées. Après toutes les procédures internes, le protocole d'accord entre la NSEC et le Royaume-Uni pourra être signé en décembre, ce qui nous permettra de coopérer à nouveau activement et d'accroître encore l'objectif de développement de l'énergie éolienne en mer. Le Royaume-Uni s'est fixé pour objectif d'atteindre une capacité d'énergie éolienne en mer de 100 GW d'ici 2050. Européenne.

La Belgique est un coprésident actif du groupe de travail "Delivering 2050", qui, avec les gestionnaires de réseau, examine comment réaliser les ambitions des différents pays.

5.5. Relations bilatérales

La coopération bilatérale en matière d'énergie a été marquée par:

Wij voeren een werkprogramma uit rond de Pentalatérale beleidsverklaring waterstof 2020, die een aantal gemeenschappelijke beginselen bevat over de rol van waterstof bij het koolstofvrij maken van het energiesysteem.

In mei 2022 hebben wij deelgenomen aan een simulatieoefening ter voorbereiding op een grote elektriciteitscrisis "Black-out 22" op initiatief van Frankrijk, teneinde de communicatiestromen tussen buurlanden te versterken. In juni 2022 is onder het Belgische voorzitterschap een workshop georganiseerd op basis van de lessen die uit deze oefening zijn getrokken.

Penta zal verder werken aan de 3 studies inzake 'adequacy assessment', visie 2050 en flexibiliteit. Verder zal gekeken worden hoe Penta een rol kan spelen in een nieuwe marktdesign en hoe elektriciteit, aardgas en waterstof verder geïntegreerd kunnen worden in het werk van Penta.

Daarenboven blijven wij een actieve rol spelen in de samenwerking op energiegebied in de Noordzee via de *North Seas Energy Cooperation*, die ons in staat stelt onze kennis en ervaring optimaal uit te wisselen.

Op 12 september zijn we samengekomen met alle energie ministers en de Commissaris voor Energie in Ierland en hebben we een "Dublin statement" gemaakt waarin we duidelijke offshore-ontwikkelingsdoelen geven voor 2050 offshore wind energiec capaciteit van minstens 260 GW met intermediaire doelen van 76 GW tegen 2030 en 193 GW tegen 2040. Met deze doelstellingen zullen de NSEC-landen alleen goed zijn voor 85 % van het 300 GW-doel voor de ganse Europese Unie. De onderhandelingen voor de hernieuwde samenwerking tussen NSEC en het Verenigd Koninkrijk zijn ook afgerond. Na alle interne procedures zal de MoU tussen NSEC en het VK in december kunnen getekend worden, zodat we terug actief kunnen samenwerken wat offshore ontwikkelingsdoel nog verhoogt. Het VK heeft een doelstelling van 100 GW offshore windenergiecapaciteit tegen 2050.

België is actief covoorzitter van de werkgroep "Delivering 2050", die samen met de netbeheerders onderzoekt hoe de ambities van de verschillende landen kunnen worden waargemaakt.

5.5. Bilaterale relaties

De bilaterale samenwerking op het gebied van energie werd gekenmerkt door:

- un protocole d'accord avec le Danemark sur le Triton-link (interconnexion hybride) fin 2021;

- un protocole d'accord avec le Royaume-Uni sur l'interconnexion électrique mais ouvrant la porte à l'hydrogène et au stockage de carbone (CCS);

- une mission princière au Royaume-Uni où, lors des entretiens avec le ministre de l'énergie, outre les sanctions contre la Russie, le rôle de la Belgique dans le rapprochement avec le NSEC a également été un élément important;

- un protocole d'accord avec la Norvège concernant le offshore, les interconnexions et l'hydrogène;

- sous l'impulsion du ministre et dans le cadre de sa vice-présidence de l'Agence internationale de l'énergie, la Belgique a, à la demande de l'AIE, dirigée le continent Européen vers la libération de stocks stratégiques de pétrole au bénéfice de l'Ukraine;

- la mission Royale vers Oman avait une composante énergie primordiale et le coup d'envoi y a été donné pour une collaboration poussée en matière d'hydrogène;

- la participation de la DG Energie à une mission économique en Irlande liée à l'énergie offshore;

- une révision de la déclaration politique avec les Pays-Bas comme convenu lors du Conseil Thalassa, qui doit encore être finalisée;

- des premiers contacts avec les États baltes en vue d'initier une coopération, qui devrait déboucher sur l'organisation d'une master class;

- des rencontres mensuelles (voir tous les 15 jours en hiver) entre mon Administration et mon cabinet et leurs homologues français, pour le suivi de la sécurité d'approvisionnement en électricité;

- visite aux États-Unis pour des pourparlers, à la fois sur les sanctions relatives au gaz et au pétrole et les implications pour les marchés internationaux et européens, mais aussi sur les radio-isotopes médicaux et les SMRs;

- participation au dialogue sur l'énergie Mena Europe Future en Jordanie, où j'ai discuté des conditions préalables à l'importation d'hydrogène vert en Europe;

- een memorandum van overeenstemming met Denemarken over de Triton-link (hybride interconnector) aan het eind van 2021;

- een memorandum van overeenstemming met het Verenigd Koninkrijk over de elektriciteitsinterconnectie, maar de deur openzetten voor waterstof en koolstofopslag (CCS);

- een prinselijke missie naar de UK waarbij tijdens de gesprekken met de energie minister buiten de sancties tegen Rusland ook de Belgische rol inzake de toenadering tot NSEC een belangrijk element was;

- een memorandum van overeenstemming met Noorwegen, met name over offshore-energie, interconnecties en waterstof;

- onder impuls van de minister en in het kader van het vice-voorzitterschap van het Internationaal Energie Agentschap heeft België de vraag van het IEA naar olie uit de strategische stocks ten behoeve van de Oekraïne, aangestuurd op het Europese continent;

- de koninklijke missie naar Oman had een zeer belangrijke energiecomponent waar het startschot werd gegeven voor een meer doorgedreven samenwerking met Oman inzake waterstof;

- deelname van de AD Energie aan een economische missie naar Ierland in verband met offshore-energie;

- een herziening van de politieke verklaring met Nederland, zoals overeengekomen tijdens de Raad van Thalassa, waaraan nog de laatste hand moet worden gelegd;

- eerste contacten met de Baltische Staten met het oog op het initiëren van samenwerking, die moet leiden tot de organisatie van een masterclass;

- maandelijkse vergaderingen (of zelfs om de twee weken in de winter) tussen mijn administratie en mijn kabinet en hun Franse collega's, om toe te zien op de continuïteit van de elektriciteitsvoorziening;

- bezoek aan de USA voor gesprekken zowel wat betreft gas en petroleum sancties en de implicaties voor de internationale en Europese markten maar ook inzake medische radio isotopen en SMR's;

- deelname aan de Mena Europe Future energy dialogue in Jordanië waar ik in gesprek ging over de randvoorwaarden om Groene Waterstof te importeren in Europa;

- la participation à l'Assemblée générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne a été l'occasion d'expliquer le savoir-faire belge en matière d'applications médicales des connaissances nucléaires et l'importance de Myhhra et des SMR;

- des accords bilatéraux et multilatéraux ont été conclus avec le Danemark, l'Allemagne et les Pays-Bas pour accélérer le déploiement du réseau offshore dans la mer du Nord, comme en témoigne la déclaration d'Esbjerg du 18 mai. Une étude "fast track" est lancée pour examiner comment le réseau offshore peut être déployé plus rapidement et s'il existe des alternatives aux plans actuels. Une importante réunion ministérielle a eu lieu en septembre sur les buts 2030-2040-2050 qui serviront de base pour l'introduction, du plan de développement du réseau offshore à la Commission européenne dans le cadre du règlement RTE-E;

- un protocole d'accord sur la sécurité de l'approvisionnement dans leur marché commun du gaz a été signé avec le Grand-Duché de Luxembourg.

L'objectif pour 2023 est d'évoluer vers une approche plus stratégique des relations bilatérales, afin de mieux ancrer nos intérêts économiques et politiques.

En sus, dans cette optique, nous renforcerons les liens avec l'Allemagne et les Pays-Bas et lancerons des actions ciblées vers de nouveaux pays partenaires. Nous poursuivrons le suivi et la mise en œuvre de ces accords et de celui signé précédemment avec Oman.

5.6. Organisations multilatérales de l'énergie

La "Global Commission on People-Centred Clean Energy Transitions", dont je faisais partie au nom de la Belgique, a publié ses recommandations fin 2021.

L'Agence Internationale de l'Energie (AIE), de son côté, a présenté sa revue en profondeur de la Belgique (*In Depth Review*) le 20 avril. Je ne peux que regretter le peu de soutien intra-belge pour la mise en œuvre des recommandations de l'Agence.

Lors de la présidence belge de la réunion ministérielle de l'AIE en mars 2022, la Belgique s'est investie d'attirer l'attention sur le potentiel de l'Afrique, non seulement pour contribuer à notre transition énergétique, mais aussi pour fournir des outils aux pays africains sur la manière d'aborder la transition énergétique avec eux. Les entreprises belges ont eu l'occasion de présenter ce qu'elles font en Afrique dans le cadre de la coopération et des investissements technologiques en Afrique. La

- de deelname aan de Algemene Vergadering van het Internationaal Atoom Energy Agentschap in Wenen gaf de kans om de Belgische Know how omtrent medische toepassingen van nucleaire kennis en het belang van Myhhra en SMR's toe te lichten;

- met Denemarken, Duitsland en Nederland zijn bilaterale en multilaterale overeenkomsten gesloten om de aanleg van het offshore-netwerk in de Noordzee te versnellen, zoals blijkt uit de verklaring van Esbjerg van 18 mei. Er wordt een "fast track"-studie opgestart om na te gaan hoe het offshore-netwerk sneller kan worden aangelegd en of er alternatieven zijn voor de huidige plannen. In september werd een belangrijke ministeriële vergadering gehouden over de 2030-2040-2050 doelstellingen die zullen dienen als basis voor het indienen, bij de Europese Commissie, van het Offshore netwerkontwikkelingsplan in het kader van de TEN-E verordening;

- met het Groothertogdom Luxemburg werd een MoU getekend betreffende de bevoorradingszekerheid in hun gemeenschappelijke gasmarkt.

Het doel voor 2023 is te komen tot een meer strategische benadering van de bilaterale betrekkingen, teneinde onze economische en politieke belangen beter te verankeren.

Daarnaast zullen wij de banden met Duitsland en Nederland aanhalen en gerichte acties ten behoeve van nieuwe partnerlanden lanceren. Wij zullen deze overeenkomsten en ook de eerder met Oman ondertekende overeenkomst blijven volgen en uitvoeren.

5.6. Multilaterale energieorganisaties

De "Global Commission on People-Centred Clean Energy Transitions", waarvan ik namens België deel uitmaakte, publiceerde eind 2021 haar aanbevelingen.

Het Internationaal Energieagentschap (IEA) van zijn kant heeft op 20 april zijn "In Depth Review" van België gepresenteerd. Ik kan het gebrek aan intra-Belgische steun voor de uitvoering van de aanbevelingen van het IEA alleen maar betreuren.

Tijdens het Belgische voorzitterschap van de ministeriële vergadering van het IEA in maart 2022 heeft België zich ingezet om de aandacht te vestigen op de mogelijkheden van Afrika om niet alleen bij te dragen tot onze energietransitie maar ook handvaten aangereikt aan de Afrikaanse landen over hoe de energietransitie bij hen kan worden aangepakt. Belgische bedrijven hebben de kans gekregen om voor te stellen wat zij in Afrika doen in het kader van technologische samenwerking

Belgique a apporté une contribution volontaire importante au programme de transition vers une énergie propre (CETP), en vue d'inclure davantage l'Afrique dans la portée géographique de ce programme.

Nous continuerons à participer aux projets et programmes de l'Agence et représenterons aussi la Belgique dans les organisations en lien avec les énergies renouvelables (IRENA), l'hydrogène ou le nucléaire. Nous avons l'ambition d'examiner la participation de la Belgique aux divers programmes et organismes internationaux dans le domaine de l'énergie et d'évaluer leur compatibilité avec les objectifs politiques à long terme.

5.7. Accords multilatéraux (Traité sur la charte de l'énergie)

Depuis l'été 2020, nous avons participé avec les Affaires Étrangères aux 15 cycles de négociations sur la modernisation du Traité sur la charte de l'énergie. L'accord de principe obtenu le 24 juin 2022 sera soumis pour approbation formelle à la conférence du 22 novembre 2022.

En l'absence d'une position unifiée, la Belgique s'abstiendra.

La ministre de l'Énergie,

Tinne VAN DER STRAETEN

en investeringen in Afrika. België heeft een belangrijke vrijwillige bijdrage geleverd aan het programma voor de overgang naar schone energie (CETP), met de bedoeling Afrika meer op te nemen in het geografische toepassingsgebied van dit IEA programma.

Wij zullen blijven deelnemen aan de projecten en programma's van het Agentschap en zullen België ook vertegenwoordigen in organisaties die verband houden met hernieuwbare energie (IRENA), waterstof of kernenergie. Het is onze ambitie om de deelname van België aan diverse internationale energieprogramma's en -organisaties te evalueren en na te gaan of deze verenigbaar zijn met de beleidsdoelstellingen op lange termijn.

5.7. Multilaterale akkoorden (Verdrag inzake het Energiehandvest)

Sinds de zomer van 2020 hebben wij met Buitenlandse Zaken deelgenomen aan de 15 onderhandelingsrondes over de modernisering van het Verdrag inzake het Energiehandvest. Het op 24 juni 2022 bereikte beginselakkoord zal formeel ter goedkeuring worden voorgelegd tijdens de conferentie van 22 november 2022.

Bij gebrek aan eensgezinde positie zal België zich onthouden.

De minister van Energie,

Tinne VAN DER STRAETEN

Annexes

Annexe 1: Suivi des obligations de l'UE, problèmes et défis

1. Plan pour la Reprise et la Résilience dans le cadre de Next Generation EU

La mise en œuvre des projets énergie du Plan belge se passe comme prévu:

- Le financement du développement d'un réseau de transport d'hydrogène, dans le cadre duquel un développement initial servira à étendre l'épine dorsale après 2025 avec des interconnexions internationales et des installations de transport d'hydrogène supplémentaires.

- Le développement de la chaîne de valeur industrielle pour l'économie de l'hydrogène par l'utilisation d'un budget d'innovation, en mettant l'accent sur les projets de démonstration.

- La construction d'une île énergétique polyvalente en mer du Nord où, outre le transport d'énergie, des possibilités supplémentaires sont également envisagées pour les sources d'énergie renouvelable.

- Un soutien à un projet de R&D du secteur nucléaire pour des thérapies innovantes contre le cancer.

- Le financement d'investissements qui permettront de passer à l'industrialisation du savoir-faire belge en matière de techniques et de méthodologies de caractérisation radiologique et de décontamination en vue de leur application lors du démantèlement des centrales nucléaires belges.

2. PNEC – Règlement sur la gouvernance de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat 2018/1999

Par le biais du groupe de consultation ENOVER-NKC PNEC, nous aborderons la mise à jour du PNEC en vue de soumettre un projet de mise à jour à la Commission européenne en juin 2023. La mise à jour finale devrait être soumise en juin 2024. Dans le cadre de ce processus de révision, des "tables fédérales sur le climat et l'énergie" sont organisées par le SPF Santé - DG Environnement. Les informations recueillies lors de ces tables climatiques compteront comme l'un des apports pour la mise à jour du NEKP.

Le suivi du plan actuel se réalise au sein du groupe de concertation conjoint CONCERE-CNC PNEC. Après consultation des parties prenantes, le rapport de suivi devrait être approuvé et alimenter le premier rapport

Bijlagen

Bijlage 1: Toezicht op EU-verplichtingen, problemen en uitdagingen

1. Plan voor herstel en veerkracht van de EU in het kader van Next Generation EU

De uitvoering van de energieprojecten van het Belgische plan verloopt volgens plan:

- De financiering van de ontwikkeling van een waterstoftransportnetwerk, waarbij een eerste ontwikkeling zal dienen om de backbone na 2025 uit te breiden met internationale interconnecties en extra waterstoftransportfaciliteiten.

- De ontwikkeling van de industriële waardeketen voor de waterstofeconomie door het gebruik van een innovatiebudget, met de nadruk op demonstratieprojecten.

- De aanleg van een multifunctioneel energie-eiland in de Noordzee, waar naast energietransport ook extra mogelijkheden voor hernieuwbare energiebronnen worden overwogen.

- Steun voor een O&O-project in de nucleaire sector voor innovatieve kankertherapieën.

- Financiering van investeringen die de industrialisering mogelijk maken van de Belgische knowhow op het gebied van radiologische karakterisering en ontsmettingstechnieken en -methodologieën voor toepassing bij de ontmanteling van Belgische kerncentrales.

2. NEKP – Verordening inzake de governance van de energie-unie en van de klimaatactie 2018/1999

Via de ENOVER-NKC overleggroep NEKP zullen wij de actualisering van het NEKP aanpakken met het oog op de indiening bij de Europese Commissie van een ontwerp van actualisering in juni 2023. De finale actualisering moet tegen juni 2024 worden ingediend. In het kader van dit herzieningsproces worden door de FOD Volksgezondheid – DG Leefmilieu "federale klimaat- en energietafels" georganiseerd. De informatie die tijdens deze klimaattafels wordt vergaard zal als een van de inputs gelden voor de actualisering van het NEKP.

De follow-up van het bestaande plan vindt plaats in het kader van de gezamenlijke ENOVER-NKC overleggroep NEKP. Na overleg met de belanghebbenden moet het monitoringverslag worden goedgekeurd en worden

d'avancement qui doit être envoyé à la Commission européenne au plus tard le 15 mars 2023.

3. GAZ - RÈGLEMENT (UE) 2017/1938 concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en gaz et Règlement (UE) 2022/1032 du 29.06.2022 modifiant les règlements (UE) 2017/1938 et (CE) n° 715/2009 en ce qui concerne le stockage de gaz

Mise à jour du plan d'urgence belge (en avril et en juillet 2022), préparation d'une éventuelle mise à jour en octobre 2022 pour tenir compte le cas échéant du nouveau Règlement du Conseil UE sur la réduction de la demande de gaz.

Préparatifs de la révision du plan d'action préventif gaz et de l'analyse de risque: le contexte européen changeant très rapidement en lien avec la crise en Ukraine exige une participation intense aux groupes de coordination régionale ("groupes de risque") et au *Gas Coordination Group*.

L'objectif européen de remplissage pour l'hiver prochain tel que défini par le nouveau règlement impose un niveau de remplissage de 80 % au 1^{er} novembre 2022, niveau qui a déjà été atteint le 25 juillet en Belgique (notification effectuée en août 2022).

Le mécanisme de solidarité pour le gaz: les consultations bilatérales se sont intensifiées notamment avec le Luxembourg et les Pays-Bas en vue de préparer un accord administratif sur un tel mécanisme. Parvenir à un accord commun sur les principes et l'interprétation de certains concepts du Règlement est un grand défi, d'autant qu'il faut également intégrer le nouveau règlement sur la réduction de la demande.

4. RÈGLEMENT (UE) 2022/1369 DU CONSEIL du 5 août 2022 relatif à des mesures coordonnées de réduction de la demande de gaz

Nécessite une adaptation du Plan d'urgence et la définition de mesures volontaires et obligatoires en cas de niveau de "crise de l'Union", qui constitue un nouveau type de niveau de crise.

5. ÉLECTRICITÉ - Règlement (UE) 2019/941 sur la préparation aux risques en électricité

Le plan de préparation aux risques pour le secteur de l'électricité est discuté au sein d'une *Task Force Risk Preparedness* dans le cadre du Forum pentalatéral de l'énergie et a aidé à l'élaboration du plan final de préparation aux risques de la Belgique.

verwerkt in het eerste voortgangsverslag dat uiterlijk op 15 maart 2023 aan de Europese Commissie moet worden toegezonden.

3. GAS - VERORDENING (EU) 2017/1938 betreffende maatregelen tot veiligstelling van de aardgasvoorziening en Verordening (EU) 2022/1032 van 29 juni 2022 tot wijziging van Verordeningen (EU) 2017/1938 en (EG) nr. 715/2009 wat betreft de opslag van gas

Update van het Belgische noodplan (in april en juli 2022), voorbereiding van een eventuele update in oktober 2022 om rekening te houden met de nieuwe EU-verordening betreffende de vermindering van de vraag naar gas, indien van toepassing.

Vorbereidingen voor de herziening van het preventieve gasactieplan en de risicoanalyse: de snel veranderende Europese context in verband met de crisis in Oekraïne vereist een intensieve deelname aan de regionale coördinatiegroepen ("risicogroepen") en de *Gas Coordination Group*.

De Europese vullingsdoelstelling voor de komende winter, zoals vastgelegd in de nieuwe verordening, schrijft een vullingsgraad van 80 % voor op 1 november 2022, een niveau dat in België reeds op 25 juli werd bereikt (kennisgeving gedaan in augustus 2022).

Het solidariteitsmechanisme voor gas: het bilateraal overleg is geïntensiveerd, met name met Luxemburg en Nederland, met het oog op de voorbereiding van een administratief akkoord over een dergelijk mechanisme. Het bereiken van een gemeenschappelijk akkoord over de beginselen en de interpretatie van bepaalde concepten van de verordening is een grote uitdaging, vooral omdat ook de nieuwe verordening inzake vraagvermindering moet worden geïntegreerd.

4. VERORDENING (EU) Nr. 2022/1369 VAN DE RAAD van 5 augustus 2022 betreffende gecoördineerde maatregelen tot vermindering van de vraag naar gas

Vereist aanpassing van het noodplan en omschrijving van vrijwillige en verplichte maatregelen in geval van een "EU-crisis"-niveau, dat een nieuw type crisisniveau is.

5. ELEKTRICITEIT - Verordening (EU) 2019/941 inzake risicoparaatheid bij elektriciteit

Het risicoparaatheidsplan voor de elektriciteitssector wordt besproken in een Task Force Risicoparaatheid in het kader van het Pentilateraal Energieforum en heeft bijgedragen tot de ontwikkeling van het definitieve risicoparaatheidsplan voor België.

6. ÉLECTRICITÉ - CRM en vertu de l'article 107, paragraphe 3, point c), du TFUE ainsi que Règlement (UE) 2019/943 du 5 juin 2019 sur le marché intérieur de l'électricité ("Règlement Électricité")

Suivi des amendements requis par la Commission européenne, dans sa décision positive du 27.08.2021 (voir plus haut).

L'évaluation annuelle de l'évolution du marché comme demandé par la Commission européenne dans le cadre des prérequis obligatoires à la mise en œuvre d'un mécanisme de capacité, a été réalisée en juin 2022 pour la période juillet 2021 à juillet 2022.

7. ÉLECTRICITÉ - directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité ("directive électricité")

Toujours en cours de transposition. Partiellement transposée au niveau fédéral par les lois suivantes modifiant la loi sur l'électricité et l'arrêté royal suivants:

- Loi du 21.07.2021 modifiant la loi du 29.04.1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et modifiant la loi du 12.04.1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations.

- Arrêté royal du 9.12.2021 établissant les exigences minimales auxquelles doivent répondre les factures et les informations de facturation pour le gaz et l'électricité (simplification et structure obligatoire pour chaque facture de régularisation et facture finale avec un nombre maximum de deux pages).

- Loi du 14.02.2022 modifiant la loi du 12.04.1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisation.

- Nouvelle version de l'arrêté royal relatif au Règlement Technique Fédéral Électricité qui désigne l'autorité compétente pour la préparation aux risques et précise la procédure d'identification des utilisateurs prioritaires du réseau électrique.

L'avant-projet qui prévoit la transposition restante a été mis à l'ordre du jour de la commission de l'énergie du Chambre le 20.09.2022.

Concernant la précarité énergétique, le projet de loi de transposition au niveau fédéral prévoit que: "Le Roi détermine, sur avis de la commission, les critères pour évaluer le nombre de ménages en situation de précarité

6. ELEKTRICITEIT - CRM krachtens artikel 107, lid 3, onder c), VWEU; alsmede Verordening (EU) 2019/943 van 5 juni 2019 betreffende de interne markt voor elektriciteit ("elektriciteitsverordening")

Follow-up van de wijzigingen die de Europese Commissie in haar positieve besluit van 27 augustus 2021 heeft geëist (zie hierboven).

De jaarlijkse beoordeling van de marktontwikkeling, zoals gevraagd door de Europese Commissie als onderdeel van de verplichte voorwaarden voor de invoering van een capaciteitsmechanisme, werd uitgevoerd in juni 2022 voor de periode juli 2021 tot juli 2022.

7. ELEKTRICITEIT - Richtlijn (EU) 2019/944 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit ("elektriciteitsrichtlijn")

Nog steeds in het proces van omzetting. Gedeeltelijke omzetting op federaal niveau door de volgende wetten tot wijziging van de elektriciteitswet en het koninklijk besluit:

- Wet van 21 juli 2021 tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en tot wijziging van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen.

- Koninklijk besluit van 9 december 2021 tot vaststelling van de minimumvereisten voor facturen en facturingsgegevens voor gas en elektriciteit (vereenvoudiging en verplichte structuur voor elke regularisatiefactuur en eindfactuur met een maximaal aantal van twee bladzijden).

- Wet van 14 februari 2022 tot wijziging van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen.

- Nieuwe versie van het koninklijk besluit betreffende het federaal technisch reglement elektriciteit, dat de bevoegde instantie voor de paraatheid bij risico's aanwijst en de procedure vastlegt voor de identificatie van de prioritaire gebruikers van het elektriciteitsnet.

Het ontwerp dat voorziet in de resterende omzetting is op de agenda van de Commissie Energie van de Kamer op 20 september 2022 geplaatst.

Wat energiearmoede betreft, bepaalt het ontwerp van omzettingwet op federaal niveau het volgende: "De Koning bepaalt, op advies van de commissie, de criteria voor de beoordeling van het aantal huishoudens

énergétique". L'arrêté royal doit toutefois encore être proposé.

8. SÉCURITÉ - Programme européen de protection des infrastructures critiques (2008/114/EC) & NIS ((EU)2016/1148)

Identification et désignation de nouvelles infrastructures critiques et des opérateurs de services essentiels (OSE), tout en assurant la supervision des entreprises déjà désignées. 5 OSE sont activement surveillés, et environ 10 inspections d'infrastructures critiques ont eu lieu en 2022.

Un nouveau cadre législatif (CER et NIS-2) sera préparé en coopération avec les partenaires pertinents aux niveaux fédéral, régional et européen.

9. NUCLÉAIRE - directive 2011/70/Euratom du Conseil du 19 juillet 2011 établissant un cadre communautaire pour la gestion responsable et sûre du combustible usé et des déchets radioactifs

Une procédure d'infraction a été engagée contre certains aspects du programme national de gestion du combustible usé et des déchets radioactifs.

Entretemps, le gouvernement a engagé les premières étapes pour compléter les points manquants:

- Un arrêté royal pour définir une politique nationale pour la gestion à long terme des déchets radioactifs a été adopté en premier lecture en Conseil des ministres, l'avis du Conseil d'État est maintenant attendu.

- La loi ONDRAF a été complétée par des dispositions concernant la participation du public au processus de décision.

10. NUCLÉAIRE - directives 2011/92/UE, 92/43/CEE et 2009/147/CE

La consultation nationale et la consultation transfrontalière pour régulariser la loi sur le report de la désactivation des réacteurs Doel 1 et Doel 2 ont eu lieu. La population dans un rayon de 1.000 km autour des réacteurs a été consultée, ce qui en fait la plus grande consultation jamais organisée dans ce pays. Les rapports sont disponibles.

Pour le report de la mise à l'arrêt des réacteurs de Doel 4 et Tihange 3, les préparatifs nécessaires pour que les rapports d'impact sur l'environnement requis soient réalisés dans les délais sont entamés. Il est prévu que les études seront finalisées fin de l'année 2022 et

dat in energiearmoede verkeert". Het Koninklijk Besluit moet echter nog worden voorgesteld.

8. SÉCURITÉ - Europees programma voor de bescherming van kritieke infrastructuur (2008/114/EG) & NIB ((EU)2016/1148)

Identificatie van nieuwe kritieke infrastructuur en exploitanten van essentiële diensten (ENB's) en aanmerking van deze exploitanten als nieuwe exploitanten, waarbij het toezicht op reeds als zodanig aangemerkte bedrijven wordt gewaarborgd. Er wordt actief toezicht gehouden op 5 ENB's, en in 2022 hebben ongeveer 10 inspecties van kritieke infrastructuur plaatsgevonden.

Een nieuw wetgevingskader (ERC en NIS-2) zal worden voorbereid in samenwerking met de betrokken partners op federaal, regionaal en Europees niveau.

9. NUCLEAIR - Richtlijn 2011/70/Euratom van de Raad van 19 juli 2011 tot vaststelling van een communautair kader voor een verantwoord en veilig beheer van verbruikte splijtstof en radioactief afval

Er zijn inbreukprocedures ingeleid tegen bepaalde aspecten van het nationale programma voor het beheer van verbruikte splijtstof en radioactief afval.

Inmiddels heeft de regering de eerste stappen gezet om de ontbrekende punten aan te vullen:

- Een Koninklijk Besluit tot vaststelling van een nationaal beleid voor het langetermijnbeheer van radioactief afval is in eerste lezing aangenomen in de Ministerraad; het advies van de Raad van State wordt nu afgewacht.

- De NIRAS-wet is aangevuld met bepalingen over inspraak van het publiek in het besluitvormingsproces.

10. NUCLEAIR - Richtlijnen 2011/92/EU, 92/43/EEG en 2009/147/EG

De nationale raadpleging en het grensoverschrijdend overleg ter regularisering van de wet betreffende het uitstel van de buitenbedrijfstelling van de reactoren Doel 1 en Doel 2 hebben plaatsgevonden. De bevolking binnen een straal van 1.000 km van de reactoren werd geraadpleegd, waarmee dit de grootste raadpleging was die ooit in dit land is gehouden.

Voor het uitstel van de sluiting van de reactoren Doel 4 en Tihange 3 is een aanvang gemaakt met de nodige voorbereidingen voor de tijdige voltooiing van de vereiste milieueffectrapporten. Verwacht wordt dat de studies eind 2022 zullen zijn afgerond en begin 2023

seront mises en consultation du public, y compris des pays et des autorités concernés début 2023.

11. Règlement (CE) 1099/2008 concernant les statistiques de l'énergie modifié par les Règlements 431/2014 et 2022/132

Les recommandations formulées par les experts d'Eurostat lors du *Peer-Review* (examen par les pairs) à la fin de 2021 seront prises en compte pour l'amélioration continue des statistiques énergétiques belges. Un plan d'actions a été élaboré.

Les nouvelles statistiques requises par le règlement européen 1099/2008, notamment celles relatives à l'hydrogène et aux batteries, seront développées en collaboration, selon les besoins, avec les Régions au sein du groupe de travail CONCERE bilans. Des dérogations sur le calendrier de mise en œuvre ont toutefois été introduites en juillet 2022 et portent sur:

- l'application de la nouvelle date limite pour la transmission des données (31 octobre de l'année suivant l'année concernée par le *reporting*);
- la fourniture de statistiques détaillées sur la consommation finale de produits pétroliers dans les secteurs commerciaux et des services publics;
- la fourniture de statistiques détaillées sur la consommation finale de renouvelables dans les secteurs commerciaux et des services publics;
- la fourniture de statistiques détaillées sur la consommation finale de chaleur dans les secteurs commerciaux et des services publics.

En 2023, la Belgique fournira l'ensemble de ses questionnaires annuels pour le 15 novembre. Les années suivantes, la Belgique améliorera ses échéances de façon à remettre, dès 2026, les questionnaires annuels attendus à Eurostat au plus tard le 31 octobre.

12. PÉTROLE - embargo - Règlement (UE) 2022/789 DU CONSEIL du 3 juin 2022 (Art. 3m (*quaterdecies*) – oil imports)

L'embargo pétrolier et les Règlements qui le régissent interdisent l'importation, le transport ou le transfert de pétrole brut russe vers l'Union à partir du 5 décembre 2022 et de produits pétroliers raffinés à partir du 5 février 2023. Les importations sont autorisées si les contrats répondent à des conditions prédéfinies. La Direction générale de l'Energie conseille les services douaniers sur les contrats pétroliers à long terme conclus avant le 4 juin 2022 et notifiés à la Commission.

beschikbaar zullen zijn voor openbare raadpleging, ook van de betrokken landen en autoriteiten.

11. Verordening (EG) nr. 1099/2008 betreffende energiestatistiek, gewijzigd bij de Verordeningen nrs. 431/2014 en 2022/132

Met de aanbevelingen van de Eurostat-deskundigen tijdens de Peer-Review eind 2021, zal rekening worden gehouden bij de voortdurende verbetering van de Belgische energiestatistiek. Er is een actieplan opgesteld.

De nieuwe statistiek die door de Europese Verordening 1099/2008 worden vereist, in het bijzonder die met betrekking tot waterstof en batterijen, zullen worden ontwikkeld in samenwerking, waar nodig, met de gewesten binnen de ENOVER-balanswerkgroep. In juli 2022 zijn echter afwijkingen van het tijdschema voor de uitvoering ingevoerd, die betrekking hebben op

- de toepassing van de nieuwe termijn voor de indiening van gegevens (31 oktober van het jaar volgend op het jaar waarover verslag wordt uitgebracht);
- het verstrekken van gedetailleerde statistiek over het eindverbruik van aardolieproducten in de sectoren handel en nutsvoorzieningen;
- het verstrekken van gedetailleerde statistiek over het eindverbruik van hernieuwbare energiebronnen in de commerciële sector en de nutssector;
- het verstrekken van gedetailleerde statistiek over het eindverbruik van warmte in de commerciële sector en de nutssector.

In 2023 zal België al zijn jaarlijkse vragenlijsten tegen 15 november indienen. In de daaropvolgende jaren zal België zijn termijnen inkorten, zodat vanaf 2026 de verwachte jaarlijkse vragenlijsten uiterlijk op 31 oktober bij Eurostat zullen worden ingediend.

12. AARDOLIE - embargo - VERORDENING (EU) Nr. 2022/789 VAN DE RAAD van 3 juni 2022 (art. 3 *quaterdecies*) - invoer van olie)

Het aardolie-embargo en de verordeningen tot instelling daarvan verbieden de invoer, het vervoer en de overbrenging van Russische ruwe aardolie naar de Unie vanaf 5 december 2022 en van geraffineerde aardolieproducten vanaf 5 februari 2023. Invoer is toegestaan indien de contracten aan vooraf vastgestelde voorwaarden voldoen. De AD Energie geeft de douanediens advies over langlopende aardoliecontracten die vóór 4 juni 2022 zijn gesloten en aan de Commissie zijn gemeld.

La DG Energie notifie à la Commission, sur base des rapports du secteur, tous les contrats de transaction courts et ponctuels (contrats spots), conclus et exécutés avant les dates susmentionnées.

13. Carburants renouvelables - directive (UE) 2018/2001 du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables ("RED-II")

Un avant-projet de loi, qui sera prochainement introduit à la Chambre, soumis au Conseil d'état prévoit d'interdire progressivement la contribution des biocarburants produits à partir d'huile de palme ou d'huile de soja, respectivement à partir du 1.01.2023 et du 1.07.2023. Cette interdiction progressive ne s'applique pas aux biocarburants produits à partir de matières premières reconnues par l'UE comme avancées (annexe IX, partie A de la REDII) ou à partir de flux de déchets (annexe IX, partie B de la REDII). Cette interdiction progressive ne s'applique pas non plus aux biocarburants certifiés comme présentant un faible risque de changement indirect d'affectation des sols ('Low ILUC').

L'avant-projet de loi transposant la directive RED II a été approuvé en 1^{re} lecture par le Conseil fédéral des ministres et est actuellement en consultation avec les régions. Des ajustements techniques peuvent encore être effectués. Il sera bientôt déposé à la Chambre.

14. DIRECTIVE (UE) 2018/2002 modifiant la directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique

Procédure d'infraction 2020-0502 du 18.07.2022.

Dans le contexte de l'augmentation de l'objectif, il est examiné comment le gouvernement fédéral peut prendre des mesures supplémentaires dans le cadre de ses compétences, en sus des mesures relatives à l'étiquetage énergétique, les mesures fédérales qui ont déjà été notifiées à la Commission européenne et les mesures fédérales dont l'impact a été pris en compte dans les notifications régionales

Les entités compétentes doivent se pencher sur la manière de combler l'écart restant pour l'objectif 2030.

Annexe 2: 10. Objectifs de développement durable (ODD)

Aperçu des ODD et des mesures décrites dans cette note de politique générale qui y sont liées.

De AD Energie stelt de Commissie, op basis van verslagen van de sector, in kennis van alle kortetermijn- en spotcontracten die vóór de bovengenoemde data zijn gesloten en uitgevoerd.

13. Hernieuwbare brandstoffen - Richtlijn (EU) 2018/2001 van 11 december 2018 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen ("RED-II")

Een voorontwerp van wet, dat zeer binnenkort zal ingediend worden in de Kamer, voorziet in een geleidelijk uitfasering van de bijdrage van biobrandstoffen die geproduceerd zijn op basis van palmolie of sojaolie, met ingang van respectievelijk 1 januari 2023 en 1 juli 2023. Deze uitfasering is niet van toepassing op biobrandstoffen die geproduceerd zijn uit grondstoffen die door de EU erkend zijn als geavanceerd (Annex IX, deel A van de REDII) of als afkomstig van afvalstromen (Annex IX, deel B van de REDII). Deze uitfasering is evenmin van toepassing op biobrandstoffen die zijn gecertificeerd als hebbende een laag risico op indirecte veranderingen in landgebruik ('Low ILUC').

Het voorontwerp van wet tot omzetting van de RED II-richtlijn werd in 1^{ste} lezing goedgekeurd door de federale Ministerraad en wordt momenteel geconsulteerd met de gewesten. Er kunnen nog technische aanpassingen doorgevoerd worden. Dit zal binnenkort ingediend worden in de Kamer.

14. RICHTLIJN (EU) 2018/2002 tot wijziging van Richtlijn 2012/27/EU inzake energie-efficiëntie

Inbreukprocedure 2020-0502 van 18 juli 2022.

In het kader van de verhoging van de doelstelling wordt onderzocht hoe de federale regering binnen haar bevoegdheden aanvullende maatregelen kan nemen, naast de maatregelen met betrekking tot energie-etikettering, de federale maatregelen die reeds werden aangemeld bij de Europese Commissie en de federale maatregelen waarvan het effect werd verrekend in de gewestelijke aanmeldingen.

De bevoegde entiteiten moeten zich buigen de wijze waarop de resterende kloof voor de 2030-doelstelling kan worden gedicht.

Bijlage 2: 10. Duurzame ontwikkelingsdoelstellingen (SDG's)

Overzicht van de SDG's en de in dit beleidsdocument beschreven maatregelen die daarmee verband houden.

ODD 1 ÉLIMINER LA PAUVRETÉ SOUS TOUTES SES FORMES

ODD 1.2. D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tout âge qui vivent dans la pauvreté sous tous ses aspects, telle que définie par chaque pays et quelles qu'en soient les formes

- Abordabilité de l'énergie

ODD 1.3. Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient

- Abordabilité de l'énergie
- Tarif social pour l'électricité, le gaz et la chaleur

ODD 1.4. D'ici à 2030, faire en sorte que tous les hommes et les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, aient les mêmes droits aux ressources économiques et qu'ils aient accès aux services de base, à la propriété et au contrôle des terres et à d'autres formes de propriété, à l'héritage et aux ressources naturelles et à des nouvelles technologies et des services financiers adéquats, y compris la microfinance

- Abordabilité de l'énergie
- Tarif social pour l'électricité, le gaz et la chaleur

ODD 1.5. D'ici à 2030, renforcer la résilience des pauvres et des personnes en situation vulnérable et réduire leur exposition et leur vulnérabilité aux chocs et catastrophes d'ordre économique, social ou environnemental

- Abordabilité de l'énergie
- Tarif social pour l'électricité, le gaz et la chaleur

ODD 3 PERMETTRE À TOUS DE VIVRE EN BONNE SANTÉ

ODD 3.4. D'ici à 2030, réduire d'un tiers, par la prévention et le traitement, le taux de mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles et promouvoir la santé mentale et le bien-être

- Recherche en médecine nucléaire pour la thérapie et le diagnostic contre le cancer

SDG 1 BEËINDIG ARMOEDE OVERAL EN IN AL HAAR VORMEN

SDG 1.2. Tegen 2030 het aandeel mannen, vrouwen en kinderen van alle leeftijden die volgens de nationale definities in armoede leven in al haar dimensies, minstens tot de helft terugbrengen

- Betaalbaarheid van energie

SDG 1.3. Nationaal toepasbare sociale beschermings-systemen en maatregelen implementeren voor iedereen, met inbegrip van sociale beschermingsvloeren, en tegen 2030 een aanzienlijke dekkingsgraad realiseren van de armen en de kwetsbaren

- Betaalbaarheid van energie
- Sociale tarieven voor elektriciteit, gas en warmte

SDG 1.4. Er tegen 2030 voor zorgen dat alle mannen en vrouwen, in het bijzonder de armen en de kwetsbaren, gelijke rechten hebben op economische middelen, alsook toegang tot basisdiensten, eigenaarschap en controle over land en andere vormen van eigendom, nalatenschap, natuurlijke hulpbronnen, gepaste nieuwe technologie en financiële diensten, met inbegrip van microfinanciering

- Betaalbaarheid van energie
- Sociale tarieven voor elektriciteit, gas en warmte

SDG 1.5. Tegen 2030 de weerbaarheid opbouwen van de armen en van zij die zich in kwetsbare situaties bevinden en hun blootstelling aan en kwetsbaarheid voor met klimaatgerelateerde extreme gebeurtenissen en andere economische, sociale en ecologische schokken en rampen beperken

- Betaalbaarheid van energie
- Sociale tarieven voor elektriciteit, gas en warmte

SDG 3 VERZEKER EEN GOEDE GEZONDHEID EN PROMOOT WELZIJN VOOR ALLE LEEFTIJDEN

SDG 3.4. Tegen 2030 de vroegtijdige sterfte gelinkt aan niet-overdraagbare ziekten met een derde inperken via preventie en behandeling, en mentale gezondheid en welzijn bevorderen

- Onderzoek in nucleaire geneeskunde voor kankertherapie en -diagnose

ODD 3.9. D'ici à 2030, réduire nettement le nombre de décès et de maladies dus à des substances chimiques dangereuses et à la pollution et à la contamination de l'air, de l'eau et du sol

- Qualité des produits pétroliers

ODD 7 GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS À DES SERVICES ÉNERGÉTIQUES FIABLES, DURABLES ET MODERNES, À UN COÛT ABORDABLE

ODD 7.1. D'ici à 2030, garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable

- CRM
- Mise en œuvre du PNEC
- Éolien en mer du Nord
- Hydrogène
- Fonds de transition énergétique
- Tarif social pour l'électricité, le gaz et la chaleur

ODD 7.2. D'ici à 2030, accroître nettement la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique mondial

- CRM
- Mise en œuvre du PNEC,
- Éolien en mer du Nord
- Hydrogène
- Fonds de transition énergétique
- Green deal: énergie renouvelable
- Biocarburants

ODD 7.3. D'ici à 2030, multiplier par deux le taux mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique

- Étiquetage énergétique
- Green deal: efficacité énergétique

ODD 8 PROMOUVOIR UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE SOUTENUE, PARTAGÉE ET DURABLE, LE PLEIN EMPLOI PRODUCTIF ET UN TRAVAIL DÉCENT POUR TOUS

SDG 3.9. Tegen 2030 in aanzienlijke mate het aantal sterfgevallen en ziekten verminderen als gevolg van gevaarlijke chemicaliën en de vervuiling en besmetting van lucht, water en bodem,

- Kwaliteit van olieproducten

SDG 7 VERZEKER TOEGANG TOT BETAALBARE, BETROUWBARE, DUURZAME EN MODERNE ENERGIE VOOR IEDEREEN

SDG 7.1. Tegen 2030 universele toegang tot betaalbare, betrouwbare en moderne energiediensten garanderen

- CRM
- Uitvoering van het NECP
- Noordzee-wind
- Waterstof
- Fonds voor energietransitie
- Sociaal tarief voor elektriciteit, gas en warmte

SDG 7.2. Tegen 2030 in aanzienlijke mate het aandeel hernieuwbare energie in de globale energiemix verhogen

- CRM
- Uitvoering van het NECP,
- Noordzee-wind
- Waterstof
- Fonds voor energietransitie
- Green deal: hernieuwbare energie
- Biobrandstoffen

SDG 7.3. Tegen 2030 de globale snelheid van verbetering in energie-efficiëntie verdubbelen

- Energie-etikettering
- Green deal: energie-efficiëntie

SDG 8 BEVORDER AANHOUDEnde, INCLUSIEVE EN DUURZAME ECONOMISCHE GROEI, VOLLEDIGE EN PRODUCTIEVE TEWERKSTELLING EN WAARDIG WERK VOOR IEDEREEN

ODD 8.1. Maintenir un taux de croissance économique par habitant adapté au contexte national et, en particulier, un taux de croissance annuelle du produit intérieur brut d'au moins 7 % dans les pays les moins avancés

- Plan National pour la Reprise et la Résilience
- Norme énergétique
- Atténuer les conséquences des prix élevés de l'énergie

ODD 8.2. Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre

- Fonds de transition énergétique
- Recherche en médecine nucléaire pour la thérapie et le diagnostic contre le cancer
- Réduction des déchets nucléaires lors du démantèlement des centrales

ODD 8.3. Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent des activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et stimulent la croissance des microentreprises et des petites et moyennes entreprises et facilitent leur intégration dans le secteur formel, y compris par l'accès aux services financiers

- Fonds de transition énergétique
- Recherche en médecine nucléaire pour la thérapie et le diagnostic contre le cancer
- Réduction des déchets nucléaires lors du démantèlement des centrales

ODD 8.4. Améliorer progressivement, jusqu'en 2030, l'efficacité de l'utilisation des ressources mondiales du point de vue de la consommation comme de la production et s'attacher à ce que la croissance économique n'entraîne plus la dégradation de l'environnement, comme prévu dans le cadre décennal de programmation relatif à la consommation et à la production durables, les pays développés montrant l'exemple en la matière

- Fonds de transition énergétique
- Green deal: efficacité énergétique

SDG 8.1. De economische groei per capita in stand houden in overeenstemming met de nationale omstandigheden en, in het bijzonder, minstens 7 % aangroei van het bruto binnenlands product per jaar in de minst ontwikkelde landen

- Nationaal herstel- en veerkrachtplan
- Energienorm
- De gevolgen van hoge energieprijzen verzachten

SDG 8.2. Tot meer economische productiviteit komen door diversificatie, technologische modernisatie en innovatie, ook door de klemtoon te leggen op sectoren met hoge toegevoegde waarde en arbeidsintensieve sectoren

- Fonds voor energietransitie
- Nucleair geneeskundig onderzoek voor kankertherapie en -diagnose
- Vermindering van nucleair afval bij de ontmanteling van kerncentrales

SDG 8.3. Bevorderen van op ontwikkeling toegespitste beleidslijnen die productieve activiteiten ondersteunen, alsook de creatie van waardige jobs, ondernemerschap, creativiteit en innovatie, en de formalisering en de groei aanmoedigen van micro-, kleine en middelgrote ondernemingen, ook via toegang tot financiële diensten

- Fonds voor energietransitie
- Nucleair geneeskundig onderzoek voor kankertherapie en -diagnose
- Vermindering van nucleair afval bij de ontmanteling van kerncentrales

SDG 8.4. Tegen 2030 geleidelijk aan de wereldwijde efficiëntie, productie en consumptie van hulpbronnen verbeteren en streven naar de ontkoppeling van economische groei en achteruitgang van het milieu, volgens het 10-jarig Programmakader voor Duurzame Consumptie en Productie, waarbij de ontwikkelde landen de leiding nemen

- Energietransitiefonds
- Green deal: energie-efficiëntie

- Green deal: énergie renouvelable

ODD 9 BÂTIR UNE INFRASTRUCTURE RÉSILIENTE, PROMOUVOIR UNE INDUSTRIALISATION DURABLE QUI PROFITE À TOUS ET ENCOURAGER L'INNOVATION

ODD 9.1. Mettre en place une infrastructure de qualité, fiable, durable et résiliente, y compris une infrastructure régionale et transfrontière, pour favoriser le développement économique et le bien-être de l'être humain, en mettant l'accent sur un accès universel, à un coût abordable et dans des conditions d'équité.

• ODD 9.4. *D'ici à 2030, moderniser l'infrastructure et adapter les industries afin de les rendre durables, par une utilisation plus rationnelle des ressources et un recours accru aux technologies et procédés industriels propres et respectueux de l'environnement, chaque pays agissant dans la mesure de ses moyens.*

• Recherche en médecine nucléaire pour la thérapie et le diagnostic contre le cancer

• Réduction des déchets nucléaires lors du démantèlement des centrales

• ODD 9.5. *Renforcer la recherche scientifique, perfectionner les capacités technologiques des secteurs industriels de tous les pays, en particulier des pays en développement, notamment en encourageant l'innovation et en augmentant considérablement le nombre de personnes travaillant dans le secteur de la recherche et du développement pour 1 million d'habitants et en accroissant les dépenses publiques et privées consacrées à la recherche et au développement d'ici à 2030.*

• Hydrogène

• Éolien en mer du Nord

• Fonds de transition énergétique

• Recherche en médecine nucléaire pour la thérapie et le diagnostic contre le cancer

• Réduction des déchets nucléaires lors du démantèlement des centrales

ODD 11 FAIRE EN SORTE QUE LES VILLES ET LES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS SOIENT OUVERTS À TOUS, SÛRS, RÉSILIENTS ET DURABLES

ODD 11.6. D'ici à 2030, réduire l'impact environnemental négatif des villes par habitant, y compris en

- Green deal: hernieuwbare energie

SDG 9 BOUW VEERKRACHTIGE INFRASTRUCTUUR, BEVORDER INCLUSIEVE EN DUURZAME INDUSTRIALISERING EN STIMULEER INNOVATIE

SDG 9.1. *Ontwikkelen van kwalitatieve, betrouwbare, duurzame en veerkrachtige infrastructuur, met inbegrip van regionale en grensoverschrijdende infrastructuur, ter ondersteuning van de economische ontwikkeling en het menselijk welzijn, met klemtoon op een betaalbare en billijke toegang voor iedereen*

• SDG 9.4. *Tegen 2030 de infrastructuur moderniseren en industrieën aanpassen om hen duurzaam te maken, waarbij de focus ligt op een grotere doeltreffendheid bij het gebruik van hulpbronnen en van schonere en milieuvriendelijke technologieën en industriële processen, waarbij alle landen de nodige actie ondernemen volgens hun eigen respectieve mogelijkheden*

• Nucleair geneeskundig onderzoek voor kankertherapie en -diagnose

• Vermindering van nucleair afval bij de ontmanteling van kerncentrales

• SDG 9.5. *Verbeteren van het wetenschappelijk onderzoek, moderniseren van de technologische capaciteiten van industrieën in alle landen, in het bijzonder in ontwikkelingslanden, waarbij ook tegen 2030 innovatie wordt aangemoedigd en op aanzienlijke wijze het aantal onderzoeks- en ontwikkelingswerkers per miljoen inwoners wordt verhoogd en waarbij ook meer wordt uitgegeven aan publiek en privaat onderzoek en ontwikkeling*

• Waterstof

• Noordzee-wind

• Fonds voor energietransitie

• Nucleair geneeskundig onderzoek voor kankertherapie en -diagnose

• Vermindering van nucleair afval tijdens de ontmanteling

SDG 11 MAAK STEDEN EN MENSELIJKE NEDERZETTINGEN INCLUSIEF, VEILIG, VEERKRACHTIG EN DUURZAAM

SDG 11.6 Tegen 2030 de nadelige milieu-impact van steden per capita reduceren, ook door bijzondere

accordant une attention particulière à la qualité de l'air et à la gestion, notamment municipale, des déchets

- Qualité des produits pétroliers

ODD 12 ÉTABLIR DES MODES DE CONSOMMATION ET DE PRODUCTION DURABLES

ODD 12.1. Mettre en œuvre le Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables avec la participation de tous les pays, les pays développés montrant l'exemple en la matière, compte tenu du degré de développement et des capacités des pays en développement

- Étiquetage énergétique
- Biocarburant

ODD 12.2. D'ici à 2030, parvenir à une gestion durable et à une utilisation rationnelle des ressources naturelles

- Éolien en mer du Nord

ODD 12.4. D'ici à 2020, instaurer une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et de tous les déchets tout au long de leur cycle de vie, conformément aux principes directeurs arrêtés à l'échelle internationale, et réduire considérablement leur déversement dans l'air, l'eau et le sol, afin de minimiser leurs effets négatifs sur la santé et l'environnement

- Réduction des déchets nucléaires lors du démantèlement des centrales

ODD 13 PRENDRE D'URGENCE DES MESURES POUR LUTTER CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LEURS RÉPERCUSSIONS

ODD 13.1. Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat

- Green deal: efficacité énergétique
- Green deal: énergie renouvelable

ODD 13.2. Incorporer des mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies et la planification nationales

- Fonds de transition énergétique
- Éolien en mer du Nord
- Hydrogène

aandacht te besteden aan de luchtkwaliteit en aan het gemeentelijk en ander afvalbeheer

- Kwaliteit van aardolieproducten

SDG 12 VERZEKER DUURZAME CONSUMPTIE- EN PRODUCTIEPATRONEN

SDG 12.1. Het 10-jarig Programmakader inzake Duurzame Consumptie- en Productiepatronen implementeren, waarbij alle landen actie ondernemen, en waarbij de ontwikkelde landen de leiding nemen, rekening houdend met de ontwikkeling en de mogelijkheden van de ontwikkelingslanden

- Energie-etikettering
- Biobrandstof

SDG 12.2. Tegen 2030 het duurzame beheer en het efficiënte gebruik van natuurlijke hulpbronnen realiseren

- Noordzee-wind

SDG 12.4. Tegen 2020 komen tot een milieuvriendelijk beheer van chemicaliën en van alle afval gedurende hun hele levenscyclus, in overeenstemming met afgesproken internationale kaderovereenkomsten, en de uitstoot aanzienlijk beperken in lucht, water en bodem om hun negatieve invloeden op de menselijke gezondheid en het milieu zoveel mogelijk te beperken

- Vermindering van nucleair afval bij de ontmanteling van centrales

SDG 13 NEEM DRINGEND ACTIE OM DE KLIMAATVERANDERING EN HAAR IMPACT TE BESTRIJDEN

SDG 13.1. De veerkracht en het aanpassingsvermogen versterken van met klimaat in verband te brengen gevaren en natuurrampen in alle landen

- Green deal: energie-efficiëntie
- Green deal: hernieuwbare energie

SDG 13.2 Maatregelen inzake klimaatverandering integreren in nationale beleidslijnen, strategieën en planning

- Energietransitiefonds
- Noordzee-wind
- Waterstof

ODD 15 PRÉSERVER ET RESTAURER LES ÉCOSYSTÈMES TERRESTRES, EN VEILLANT À LES EXPLOITER DE FAÇON DURABLE, GÉRER DURABLEMENT LES FORÊTS, LUTTER CONTRE LA DÉSERTIFICATION, ENRAYER ET INVERSER LE PROCESSUS DE DÉGRADATION DES SOLS ET DE LA BIODIVERSITÉ

ODD 15.1. D'ici à 2020, garantir la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes terrestres et des écosystèmes d'eau douce et des services connexes, en particulier les forêts, les zones humides, les montagnes et les zones arides, conformément aux obligations découlant des accords internationaux

- Réduction des déchets nucléaires lors du démantèlement des centrales
- Passifs nucléaires à charge de l'État

ODD 15.3. D'ici à 2030, lutter contre la désertification, restaurer les terres et sols dégradés, notamment les terres touchées par la désertification, la sécheresse et les inondations, et s'efforcer de parvenir à un monde sans dégradation des sols

- Réduction des déchets nucléaires lors du démantèlement des centrales

SDG 15 BESCHERM, HERSTEL EN BEVORDER HET DUURZAAM GEBRUIK VAN ECOSYSTEMEN OP HET VASTELAND, BEHEER BOSSEN DUURZAAM, BESTRIJD WOESTIJNVORMING, STOP LANDDEGRADATIE EN DRAAI HET TERUG EN ROEP HET VERLIES AAN BIODIVERSITEIT EEN HALT TOE

SDG 15.1 Tegen 2020 het behoud, herstel en het duurzaam gebruik van terrestrische en inlandse zoetwaterecosystemen en hun diensten waarborgen, in het bijzonder bossen, moeraslanden, bergen en droge gebieden, in lijn met de verplichtingen van de internationale overeenkomsten

- Vermindering van nucleair afval bij de ontmanteling van kerncentrales
- Nucleaire passiva ten laste van de staat

SDG 15.3. Tegen 2030 de woestijnvorming tegengaan, aangetast land en gedegradeerde bodem herstellen, ook land dat wordt aangetast door woestijnvorming, droogte en overstromingen, en streven naar een wereld die qua landdegradatie neutraal is

- Vermindering van nucleair afval bij de ontmanteling van centrales

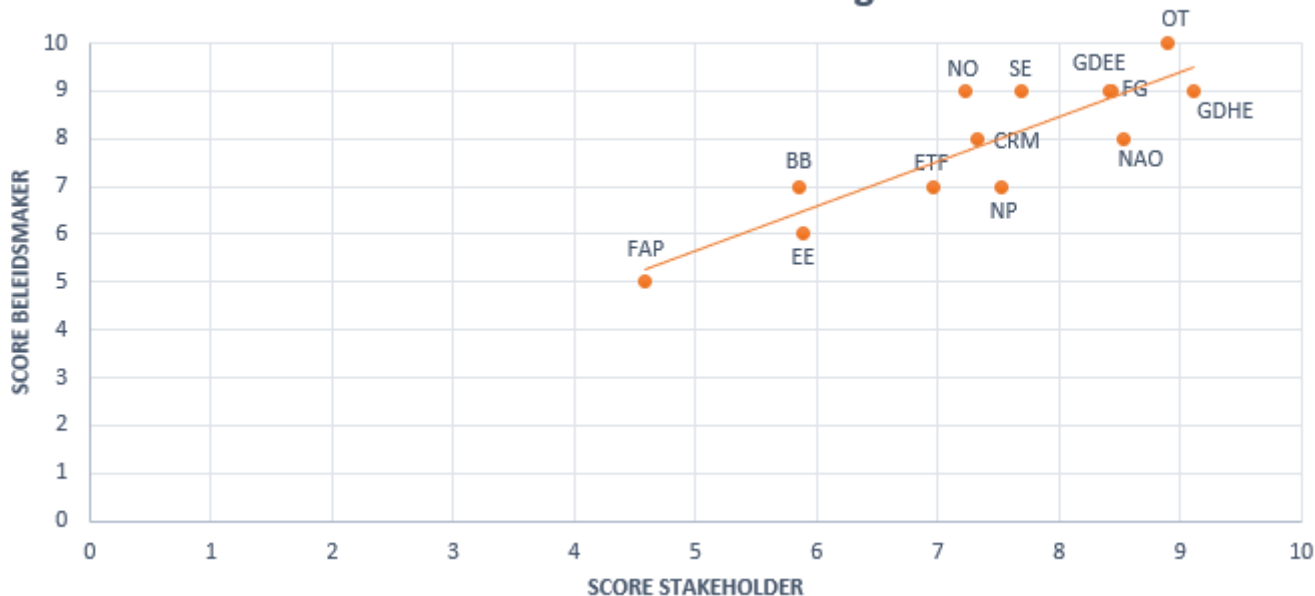
Annexe 3: Matrice de matérialité

Afin d'intégrer les objectifs de développement durables dans les politiques de façon coordonnée, les 13 thèmes majeurs de la politique de l'énergie¹ ont été analysés au travers d'une matrice de matérialité. Celle-ci permet d'indiquer les priorités accordées à ces thèmes par les parties prenantes par rapport aux politiques actuelles.

Bijlage 3: Materialiteitsmatrix

Teneinde de doelstellingen inzake duurzame ontwikkeling op een gecoördineerde wijze in het beleid te integreren, zijn de 13 grote thema's van het energiebeleid¹ geanalyseerd aan de hand van een materialiteitsmatrix. Deze matrix geeft aan welke prioriteiten de belanghebbenden aan deze thema's toekennen in relatie tot het huidige beleid.

Materialiteitsmatrix Energie



De manière générale, les priorités politiques sont très bien alignées sur les souhaits des parties prenantes interrogées. L'éolien en mer du Nord (ODD 7.1/7.2/9.5/12.2/13.2) est considéré comme la plus grande priorité politique par les parties prenantes qui considèrent d'ailleurs que les énergies renouvelables (ODD 7.2/8.4/13.1) sont le thème le plus important. L'hydrogène (ODD 7.1/7.2/9.5/13.2) et l'efficacité énergétique (ODD 7.3/8.4/13.1) sont aussi des priorités majeures pour les parties prenantes.

Les déchets nucléaires et leur réduction lors du démantèlement des centrales (ODD 8.2/8.3/9.5/12.4/15.1/15.3) restent un point d'attention pour les parties prenantes, en particulier pet sans surprise, pour ceux qui travaillent

In het algemeen sluiten de beleidsprioriteiten zeer goed aan bij de wensen van de ondervraagde belanghebbenden. Windenergie op de Noordzee (SDG 7.1/7.2/9.5/12.2/13.2) wordt door de belanghebbenden als de hoogste beleidsprioriteit beschouwd; ook hernieuwbare energie (SDG 7.2/8.4/13.1) wordt door hen als de belangrijkste kwestie beschouwd. Waterstof (SDG 7.1/7.2/9.5/13.2) en energie-efficiëntie (SDG 7.3/8.4/13.1) zijn ook hoge prioriteiten voor de belanghebbenden.

Nucleair afval en de vermindering ervan tijdens de ontmanteling (SDG 8.2/8.3/9.5/12.4/15.1/15.3) blijft een aandachtspunt voor de belanghebbenden, in het bijzonder, maar niet verrassend, voor degenen die in deze sector

¹ Éolien en mer du Nord (OT); green deal: efficacité énergétique (GDEE); green deal: énergie renouvelable (GDHE); hydrogène (FG); réduction des déchets nucléaires lors du démantèlement des centrales (NAO); passifs nucléaires (NP); recherche en médecine nucléaire contre le cancer (NO); tarif social (SE); mécanisme de rémunération de la capacité (CRM); fonds de transition énergétique (ETF); biocarburant (BB); étiquetage énergétique (EE); qualité des produits pétroliers (FAP)

¹ Windenergie Noordzee (OT); green deal: energie-efficiëntie (GDEE); green deal: hernieuwbare energie (GDHE); waterstof (FG); Vermindering nucleair afval tijdens ontmanteling (NAO); nucleaire passiva (NP); Nucleaire geneeskunde / kankeronderzoek (NO); Sociaal tarief (SE); Mechanisme voor capaciteitsvergoeding (CRM); Energietransatiefonds (ETF); biobrandstof (BB); Energie-etikettering (EE); Kwaliteit aardolieproducten (FAP)

dans ce secteur (tels que l'ONDRAF/ NIRAS, SCK CEN ou la Commission des provisions nucléaires). Il en va de même pour les autres thématiques nucléaires telles que le passif nucléaire à charge de l'État (ODD 9.1/9.4/15.1/15.3) et la recherche en médecine nucléaire (ODD 3.4/8.2/9.5), thèmes qui sont par ailleurs moins prisés par la société civile (CNCD ou BBL par exemple).

Le CRM (ODD 7.1/7.2) apparaît comme d'importance moyenne à moyennement élevée pour les parties prenantes, sans doute parce que le lien avec le développement durable est moins évident que les autres thèmes. Il en va sans doute de même pour le fonds de transition énergétique (ODD 7.1/7.2/8.2/8.3/8.4/9.5/13.2).

werken (zoals NIRAS, SCK CEN of de Commissie voor Nucleaire Voorzieningen). Hetzelfde geldt voor andere nucleaire kwesties, zoals nucleaire passiva ten laste van de staat (SDG 9.1/9.4/15.1/15.3) en onderzoek op het gebied van nucleaire geneeskunde (SDG 3.4/8.2/9.5), waaraan ook minder waarde wordt gehecht door het maatschappelijk middenveld (bijv. CNCD of BBL).

CRM (SDG 7.1/7.2) lijkt voor de belanghebbenden van gemiddeld tot gemiddeld belang te zijn, waarschijnlijk omdat het verband met duurzame ontwikkeling minder duidelijk is dan bij de andere thema's. Hetzelfde geldt waarschijnlijk voor het fonds voor energietransitie (SDG 7.1/7.2/8.2/8.3/8.4/9.5/13.2).